

# L'ÉGYPTE CONTEMPORAINE

Tome XI.

Novembre 1920.

N° 53.

## ÉDITORIAL.

Nos lecteurs trouveront, en premier lieu, dans ce fascicule, le texte de la conférence prononcée, ce printemps, dans le local de notre Société, par M. Mohammed Hilmy Issa bey, Président du Tribunal indigène de Mansourah.

Ce magistrat, préoccupé par une décision rendue par la Cour d'Appel indigène en février dernier, a entrepris une étude approfondie sur la prescription des biens wakfs.

Après nous avoir signalé les variations de la jurisprudence des différents tribunaux d'Égypte au sujet de la question ci-dessus, M. Issa bey nous expose l'historique de la prescription, notamment en droit musulman. Et c'est en s'appuyant tant sur l'intention de ceux qui ont fixé ce droit à l'origine que sur les textes des lois actuelles, que notre collaborateur réfute les principales opinions émises sur la matière, et établit ses conclusions personnelles.

Ceux de nos lecteurs qui auraient déjà été conduits, par leur propre examen, à la même solution que M. Issa bey, seront certainement intéressés par l'argumentation abondante et serrée par laquelle l'auteur de notre premier article renforcera leur opinion.

L'avis d'un Égyptien, au sujet du Projet de Code pénal préparé en 1918 pour l'ensemble de nos juridictions de répression, est toujours le bienvenu dans notre Revue. Aussi avons-nous accueilli avec une grande satisfaction l'article que M. le juge aux tribunaux indigènes Mohammed Abd el-Hadi bey el-Guindi nous a fait tenir à propos de l'importante réforme envisagée, et dont on trouvera la première partie dans ce numéro de novembre.

L'auteur nous fait connaître les expériences successives faites, en matière de lois de répression, pour les juridictions indigènes. Selon lui, le Code de 1904 aurait constitué un aboutissement assez satisfaisant de ces divers essais, pour pouvoir servir de base à une revision pénale appréciable et applicable aux étrangers aussi bien qu'aux indigènes. Mais, désireux que l'œuvre nouvelle ait une portée utile et durable pour tous les habitants de son pays, Mohammed el-Guindi bey fait valoir les motifs qui doivent, en l'espèce, engager le législateur à se montrer prudent dans le choix de ses inspirations et à faire rentrer dans celles-ci les traditions locales et les progrès déjà réalisés.

La qualification que la Cour de Cassation indigène a récemment donnée à un acte délictueux, dont le caractère avait été discuté devant elle, nous a valu une intéressante étude de M. Goadby.

Notre collaborateur a, très heureusement, pris prétexte d'une manœuvre employée par un acheteur sans scrupules, pour nous rappeler certains principes de la théorie du droit pénal français, et pour insister sur les éléments qui différencient, dans les pays de formation juridique latine, le délit de vol du délit d'abus de confiance. Puis, après n'avoir pas dissimulé que le respect de ces principes le rendait favorable à une solution autre que celle intervenue judiciairement dans le cas qu'il nous signale, M. Goadby nous fait connaître de quelle façon ce cas serait résolu si la loi anglaise devait lui être appliquée.

Nous serions reconnaissants à nos Sociétaires, qui trouveront certainement un grand intérêt à la lecture du dernier article de ce fascicule, de s'inspirer de l'exemple donné par son auteur. En nous communiquant les observations que pourrait leur suggérer la jurisprudence de nos divers tribunaux, ils nous aideraient à instituer dans cette Revue une sorte de Chronique judiciaire, laquelle se trouverait, de ce fait, posséder davantage encore l'attrait de l'actualité.

LA RÉDACTION.

# ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET JURIDIQUES.

---

## DE LA PRESCRIPTION EN MATIÈRE DE BIENS WAKFS<sup>(1)</sup>

PAR

MOHAMMED HILMY ISSA BEY

PRÉSIDENT DU TRIBUNAL INDIGÈNE DE PREMIÈRE INSTANCE DE MANSOURAH.

---

En date du 25 février 1919, la Cour d'Appel indigène a rendu un arrêt décidant que la propriété des biens wakfs est soumise à la prescription acquisitive de cinq ans, si le possesseur est de bonne foi et muni d'un juste titre<sup>(2)</sup>.

Cet arrêt attire l'attention, parce qu'il est contraire au principe, généralement admis, qui consiste à adopter la durée de 33 ans pour la prescription des biens wakfs, suivant les dispositions du droit musulman.

En effet, l'arrêt en question a fait application pure et simple de l'article 76 du Code civil indigène, sans avoir égard aux dispositions du Règlement sur la réorganisation des Mehkémehs, qui édicte formellement, dans son article 376, § II, que «les procès ayant trait aux successions et aux wakfs ne seront plus entendus après trente-trois ans». Ce règlement régulier et valable n'est pas un simple conseil de juriste ou une pure *fatwa* du droit musulman. Cet arrêt n'a pas tenu compte, non plus, des résultats auxquels peut se heurter le justiciable, si, à la suite d'un jugement obtenu en sa faveur des Mehkémehs dans le laps de trente-trois ans, il vient à s'adresser aux tribunaux indigènes pour ce qui rentre dans leur compétence. Ce justiciable trouverait le chemin barré, tout effet du jugement par lui obtenu des

---

<sup>(1)</sup> Conférence prononcée le 14 mai 1920 à la Section juridique de la Société sultanieh d'Économie politique, de Statistique et de Législation.

<sup>(2)</sup> Chambre d'Aziz Kabil pacha, Sidky pacha et M. Caloyanni, appel de Cheikh Aly Abd el-Eahman el-Saidi et autres, contre Dame Amouna et Ministère des Finances.

Mehkémebs serait paralysé si la durée de cinq ou quinze ans fixée par l'article 76 du Code civil était écoulée. L'arrêt fait, en outre, erreur, en assimilant et en mettant sur le même pied d'égalité les biens qui ne sont qu'une propriété de mainmorte, dits *wakfs*, et ceux de pleine propriété, dits *mulks*.

Cet arrêt nous rappelle deux anciens arrêts rendus par la même Cour d'Appel indigène, le 25 mai 1897 et le 20 février 1900<sup>(1)</sup>, qui avaient adopté le même principe, mais qui, heureusement, avaient été oubliés. La jurisprudence qu'ils avaient créée n'avait eu, en effet, qu'une vie éphémère. Certains de ceux dont ils émanaient avaient très rapidement renoncé à leur première opinion, pour déclarer formellement que ladite jurisprudence ne concordait ni avec les principes dont s'est inspiré très naturellement le constituant du wakf, et qui sont les principes du droit musulman, ni avec les principes d'équité, qui ordonnent de réaliser les vœux du constituant du wakf. Ces arrêts n'étaient, au surplus, pas en harmonie avec la jurisprudence généralement suivie dans les tribunaux indigènes et unanimement consacrée par la jurisprudence mixte<sup>(2)</sup>.

Un autre jugement, rendu en appel par le Tribunal de Tanta, adopta un autre principe, mais très exagéré<sup>(3)</sup>. Il décida que les biens wakfs sont imprescriptibles, quelle que soit la durée de la possession. En parcourant la jurisprudence, on rencontre encore un jugement définitif rendu par le Tribunal de première instance du Caire, qui décida qu'un wakf ne peut jamais acquérir par prescription la propriété d'un terrain, dont le nazir a été possesseur, quelque longue qu'ait été la durée de la possession.

Ce mélange de principes dans une matière aussi importante exige une étude spéciale de la question. En effet, l'importance du sujet est indéniable, étant donné que les immeubles constitués en wakf sont innombrables et parsemés à travers le pays. Tout propriétaire, tant indigène qu'étranger, peut avoir des biens voisins de terrains wakfs et peut se trouver exposé à des poursuites judiciaires.

(1) Voir bulletin arabe *Al-houkouk*, 12<sup>e</sup> année, p. 197, et 14<sup>e</sup> année, p. 198.

(2) C'est feu Kassim bey Amin qui avait répudié l'opinion adoptée dans lesdits arrêts.

(3) Voir jugement du Tribunal d'Appel de Tanta, 27 janvier 1917.

C'est en raison de ces considérations que j'ai entrepris cette étude, par laquelle je ne désire que rechercher la réalité, poursuivre le but du législateur et faire éviter, autant que possible, la contradiction dans les jurisprudences.

Les conséquences d'une jurisprudence perturbée sont reconnues néfastes, car ce n'est, alors, que du hasard que dépend le sort des justiciables.

Pour éclairer le sujet et savoir comment fut imaginée la théorie du droit musulman sur la prescription, il faut remonter à l'origine même des législations. C'est pourquoi, avant d'aborder le sujet de ma conférence, je vais commencer par un bref aperçu historique de la prescription en droit romain et dans les législations antérieures.

### LÉGISLATIONS ANCIENNES.

En parcourant l'histoire du droit, on remarque que la prescription des droits civils par longue durée et l'acquisition de la propriété par longue possession furent admises et consacrées par presque toutes les législations, même par celles des plus anciens peuples de l'Orient.

Les Hébreux connaissaient et pratiquaient la prescription, qui figura dans leurs législations avant de figurer dans la loi romaine des Douze Tables. Mais l'origine de la prescription n'est pas connue avec précision. On la trouve citée dans la Bible<sup>(1)</sup>. Il est très probable qu'elle a existé dans les législations antérieures à celles des Juifs, telles que celles des Assyriens et des Chaldéens. Mais cette institution, dit Revillout, n'était pas connue des anciens Égyptiens. Leur mentalité n'admettait ni la légitimité de l'extinction des droits, ni l'acquisition de la propriété d'autrui sans son consentement.

Chez les Hébreux<sup>(2)</sup>, l'année sabbatique, qui revenait tous les sept ans, avait pour effet d'éteindre toutes les dettes et d'anéantir tous les droits que les hommes avaient les uns à l'encontre des autres.

<sup>(1)</sup> Deutéronome, chap. xv.

<sup>(2)</sup> Voir l'ouvrage arabe de Hafiz bey, ancien président du Tribunal de Kéneh, p. 215, art. 549 (comparaisons et analogies).

Toute action intentée trois ans après la date de la naissance du droit qui en faisait l'objet n'était pas recevable <sup>(1)</sup>.

Le droit était prescrit, lorsque son titulaire négligeait pendant trois ans de le réclamer, mais ce délai ne courait pas à l'encontre des veuves et des orphelins <sup>(2)</sup>.

## DROIT ROMAIN.

Chez les Romains, il y avait, en réalité, deux systèmes : l'usucapion ou prescription acquisitive, et la *præscriptio longi temporis*. L'usucapion, ou prescription acquisitive, était destinée, au début, à remplir cette double fonction :

1° Elle servait à transformer la propriété prétorienne en propriété quiritaire, c'est-à-dire la propriété incomplète et inférieure, créée par le préteur, en une propriété complète donnant le droit absolu de se servir et de disposer d'une chose corporelle conformément à la loi.

2° Elle servait à transformer la possession juridique en propriété quiritaire, lorsqu'on avait reçu, *a non domino*, une *res mancipi* ou *nec mancipi* sans la volonté du propriétaire.

C'est le second rôle de l'usucapion qui a survécu à la fusion de la propriété prétorienne avec la propriété quiritaire dans le droit Justinien, et qui a passé dans les législations subséquentes. Ces dernières législations l'ont adoptée pour alléger la preuve de la propriété et régulariser les actes d'acquisition imparfaite. Mais, il est à noter que les *res sacre* et *religiosæ*, les biens de pupilles et les immeubles occupés par violence en furent exclus et n'étaient pas sujets à l'usucapion.

À côté de l'usucapion il y avait la *longi temporis præscriptio*. Cette prescription de longue durée est une institution prétorienne et s'est proposée pour but de protéger la possession de bonne foi. Elle fut organisée par le préteur, pour combler les lacunes que présentait l'usucapion. En effet :

1° L'usucapion n'appartenait qu'au *jus civile*, et, à ce titre, elle restait inaccessible à tous les pérégrins qui n'avaient pas reçu la concession du *commercium*.

<sup>(1)</sup> Voir l'article 80 du même ouvrage.

<sup>(2)</sup> Voir l'article 81 du même ouvrage.

2° Elle restait inapplicable à tous les fonds provinciaux qui n'avaient pas été revêtus du *jus Italicum*.

La durée de cette prescription était fixée à dix ans entre présents et à vingt ans entre absents, tant pour les meubles que pour les immeubles. Mais elle se séparait nettement, par ses effets, de l'usucapion. Elle ne constituait pas, en effet, un mode d'acquérir, mais était seulement un *moyen de défense*. En d'autres termes, elle ne procurait pas la propriété, mais n'était qu'une arme de procédure contre la revendication du propriétaire. Le possesseur qui voulait s'en prévaloir devait l'invoquer *in jure*. L'engagement définitif des procès en revendication, survenus avant l'expiration de dix ans ou de vingt ans, l'interrompait. Elle était opposable à toute action réelle. On remarque par ce qui précède qu'il y avait deux systèmes de prescription sous l'empire du droit romain. Sous Justinien, ces deux systèmes furent fondus ensemble et conservèrent le nom d'usucapion.

Les pupilles, ainsi que les mineurs de 25 ans, ne pouvaient perdre aucun de leurs droits par une prescription inférieure à trente ans. De même, le possesseur de mauvaise foi et le propriétaire muni d'un titre vicié ne pouvaient invoquer ce moyen de défense et soulever l'exception de la prescription contre la demande du propriétaire qu'au bout de trente ans. C'était ce qu'on appelait la *præscriptio longissimi temporis*, pour la distinguer de la *præscriptio longi temporis*. Le possesseur d'un bien de fisc, d'un bien de l'empereur, d'un immeuble de l'église ou des établissements religieux n'était à l'abri de toute action qu'après quarante ans.

On remarque donc que les immeubles revêtus d'un caractère général ou religieux se distinguaient des autres biens. On ne pouvait exercer envers ces biens que le second système, soit celui de la *præscriptio longissimi temporis*, prescription extinctive et non acquisitive, n'attribuant au possesseur qu'un simple *moyen de défense*, sans lui conférer la propriété.

## DROIT MUSULMAN.

Le droit musulman avait édicté un principe catégorique : tout droit est imprescriptible quelque longue que soit la durée. Pour lui, le droit de quelqu'un est toujours son droit. Il ne peut en être dépouillé que par sa volonté.

Nous allons expliquer comment les doctrines musulmanes ont, plus tard, érigé et conçu leur théorie d'interdiction aux juges d'entendre les procès après un certain temps, théorie qui concorde, dans ses effets et résultats, avec le second système romain.

Il résulte de ce qui précède que les systèmes des prescriptions n'étaient pas uniformes, bien que le désaccord fût plus apparent que réel. En effet, les législations inspirées des principes religieux ne pouvaient admettre la prescription des droits par un simple écoulement de temps, et ne pouvaient accorder la propriété de quelqu'un à un possesseur usurpateur ou tenant son droit d'un *non domino* sans la volonté de son titulaire. Ces bases sont, sans aucun doute, contraires à la justice. Elles fondaient un droit légal sur un fait illégitime.

Les législations modernes, fléchissant sous de puissantes considérations d'utilité publique, ont adopté l'usucapion du droit romain, dans le but de protéger le possesseur actif et de ne pas lui laisser la charge de garder la preuve de sa propriété pendant longtemps, preuve qu'il pourrait cependant ignorer s'il avait hérité le bien. Ils ont voulu prévenir le mal social de l'incertitude dans la propriété; tout en avouant cette injustice, ils ont remarqué que le seul qui en souffre n'est guère que le négligent, lequel ne mérite aucune protection. Mais, nous le croyons, les deux systèmes aboutissent au même résultat pratique. En rendant irrecevable l'action du demandeur après un certain temps contre le possesseur, ce dernier se trouve protégé à l'encontre même des revendications du véritable propriétaire, ce qui équivaut à lui faire acquérir la propriété.

## NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DE LA THÉORIE

### DU DROIT MUSULMAN EN MATIÈRE DE PRESCRIPTION.

Le droit musulman, basé sur des principes d'un caractère religieux et tirant ses ressources principalement du *Coran*, du *Hadith* ou paroles du Prophète, de l'*Ijmâ* ou unanimité, ne pouvait admettre, comme nous venons de le résumer, que le second système, lequel ne fait perdre les droits sans la volonté de leur titulaire. Il a consacré sa théorie sous forme d'interdiction aux juges d'entendre les procès après un certain laps de

temps. Ce système concorde, dans ses buts et dans ses formes, avec le système de la *præscriptio longi temporis* du droit romain.

Mais on peut se demander pourquoi les docteurs musulmans n'ont pas adopté les formules romaines, ou d'autres formules jusqu'alors en usage. La réponse est facile à découvrir dans les principes suivis par eux dans l'établissement de leurs règles. En réalité, les docteurs musulmans respectaient et maintenaient toutes les transactions et les coutumes pratiquées, tant qu'elles ne se contredisaient pas avec les principes tirés des origines du droit musulman et formulaient cette méthode sous l'adage suivant : *شرع من قبلنا شرع لنا ما لم يرد ما يخالفه*, ce qui veut dire : « Les législations antérieures sont nos législations, sauf dispositions contraires ».

Par conséquent, si les transactions ne sont pas prohibées, telle que l'usure, par exemple, qui est défendue formellement par le Coran, ils les acceptent et cherchent à les adapter aux principes du droit musulman. Comme il y a un hadith qui édicte qu'un droit ne se prescrit jamais, et comme le danger de laisser accessibles les actions à des faussaires et chicaneurs est manifeste, ils ont dû concilier les deux cas. Ils ont dit que le droit est imprescriptible aussi longtemps que le défendeur qu'on voudrait protéger en avoue l'existence. Au contraire, la revendication est irrecevable, si le défendeur dénie le droit du demandeur, surtout si celui-ci a vu le défendeur disposer du bien et a gardé cependant le silence, car les présomptions et les circonstances sont contre lui.

De là, ils ont conçu cet acte aboutissant dans ses résultats aux mêmes résultats que la prescription, sous la forme d'interdiction aux juges d'entendre les procès, en se basant sur ce que le juge est le mandataire du *calife* qui lui confère ses pouvoirs. Ainsi, le mandant, pouvant limiter les pouvoirs conférés à son mandataire, peut lui prohiber d'entendre un procès après un certain laps de temps. Le juge doit se soumettre, parce qu'il ne peut pas dépasser les limites de son mandat. Cependant, il y avait un autre hadith, qui dispose : « Quiconque possède une chose pendant dix ans, en devient propriétaire ».

Ces deux hadith ont soulevé une controverse entre les chefs des rites. Le rite hanafite a suivi littéralement le premier hadith; et, sous la forme de limitation des pouvoirs des juges, il est arrivé à interdire aux juges d'entendre les procès. Le rite malékite, quoique se conformant au premier

hadith, fait l'application du second. Les docteurs malékites sont, par là, arrivés à poser des règles qui sont presque les mêmes que celles des législations actuellement en vigueur. Il n'est pas sans intérêt d'en indiquer quelques-unes, pour faire ressortir leurs ressemblances frappantes avec les règles qui nous sont courantes et familières.

« Quiconque possède un immeuble de manière à en disposer comme étant son titulaire pendant dix ans, en devient propriétaire<sup>(1)</sup>. »

« La preuve testimoniale de celui qui, présent, voit le possesseur disposer et ne le poursuit pas est irrecevable, car la possession est témoin de la propriété<sup>(2)</sup>. »

La possession est divisée en deux catégories : 1<sup>re</sup> possession d'un parent copropriétaire ou non-copropriétaire; 2<sup>e</sup> possession d'un étranger copropriétaire ou non-copropriétaire. La dernière de ces possessions est la plus forte. Si les deux copropriétaires sont parents et si l'un d'eux possède à lui seul l'immeuble pendant dix ans, sa possession ne lui accorde aucun droit, même s'il démolit et construit; il faut que sa possession ait une très longue durée, comme celle de quarante ans. La raison de cette règle est claire : la possession, dans ce cas, ne fait pas présumer l'intention de l'abandon, et, moins, disent les docteurs, qu'il n'y ait entre les parents une haine, querelle ou animosité; leur possession, dans ces cas, aura le même effet que la possession d'un étranger.

Si le demandeur n'établit pas l'origine de sa propriété, le détenteur n'est pas tenu de prouver l'origine de la sienne.

Les docteurs font aussi la distinction entre la possession qui est à titre précaire et qui ne peut pas conduire à l'acquisition de la propriété, et celle qui, n'étant pas à titre précaire, peut conduire à l'appropriation. Ils disent que la possession qui a une origine précaire, telle que la location, le métayage, le fermage, ne profite pas au possesseur, lequel ne peut s'en prévaloir, quelque longue que soit la détention. Ils accordent même au demandeur la faculté de prouver que la possession est basée sur un de ces titres, ou un autre acte analogue.

<sup>(1)</sup> Voir ouvrage *Manh el-Gualil*, t. IV, p. 336, au chapitre de la Preuve testimoniale.

<sup>(2)</sup> Voir t. II, p. 253; même ouvrage.

La distinction entre la possession de bonne foi et celle de mauvaise foi leur était de même connue. En effet, ils disent que la possession est de deux espèces :

1° Possession de celui qui ignore l'origine de la propriété;

2° Possession de celui qui connaît cette origine.

Dans le premier cas, il suffit d'une possession de dix mois au plus, que la chose possédée soit meuble ou immeuble.

Dans le second cas, il faut une possession de dix ans pour les immeubles et de deux ans pour les meubles.

Dans les deux cas, la preuve testimoniale de la possession devait porter sur la détention, la disposition du détenteur, sa qualité de titulaire, le défaut de trouble, la longue durée et la continuité.

La durée fixée pouvait s'interrompre par la poursuite judiciaire. En effet, les docteurs exigeaient, pour empêcher le demandeur, qu'il ait gardé le silence pendant toute la période de la possession. S'il avait engagé un procès ou s'il avait été absent, empêché, mineur, interdit ou s'il avait craint la puissance de son adversaire, le silence ne pouvait lui être opposé et ne pouvait lui porter aucun préjudice.

Abordons, maintenant, le commentaire de la théorie du droit musulman, reproduite dans l'article 376 du Règlement sur la réorganisation des Mehkémehs et formulée par la règle :

## DE LA DÉFENSE D'ENTENDRE LES PROCÈS <sup>(1)</sup>.

L'article 376 du Règlement sur la réorganisation des Mehkémehs (promulgué par la loi n° 31, année 1910) dispose :

« Il est interdit aux cadis d'entendre les procès qui se rapportent à des questions remontant à quinze ans, alors que le demandeur n'était pas dans l'impossibilité d'agir et n'avait pas d'empêchement légal.

(1) Pour les références, nous avons préféré faire les renvois aux ouvrages les plus faciles à consulter, surtout Kadri pacha et le *Medjelch* (Code civil ottoman), — sauf pour les commentaires et les *fatwas*. Dans ce dernier cas nous nous référons aux ouvrages les plus autorisés en la matière.

« Il est fait exception des procès ayant trait aux successions et aux wakfs, lesquels ne seront plus entendus après trente-trois ans, alors que le demandeur n'était pas dans l'impossibilité d'agir et n'avait pas d'empêchement légal.

« Cette disposition n'est applicable que si le défendeur n'a pas reconnu le droit du demandeur pendant tout ce délai. »

Cet article commence par faire défense aux cadis d'entendre le procès. La raison est que cette interdiction n'existe pas dans les doctrines musulmanes. Il faut l'édicter par acte du souverain. Les juristes musulmans considèrent le *cadi* comme le mandataire du souverain; et, comme tout mandataire, il ne peut agir que dans les limites de son mandat. Or, le souverain a le droit, suivant les circonstances de temps, de lieu, et la nature du litige, de limiter les pouvoirs de ses cadis d'entendre les procès que le demandeur a négligé d'intenter durant un délai déterminé. Le cadi doit se soumettre à cette limitation et n'a plus le pouvoir d'entendre ledit procès; il est même réputé révoqué et n'a plus le pouvoir de connaître ledit procès (voir art. 1801 de la *Medjelleh*; KADIM PACHA, art. 588, et IEN ABDINE, L. IV, p. 477).

Le législateur égyptien, suivant cette règle, a interdit aux cadis d'entendre certains procès. Il est à remarquer que cet article n'a pas emprunté les expressions usitées dans les lois positives : il ne parle ni de « prescription acquisitive », ni de « prescription extinctive ». La règle, en droit musulman, est que le droit n'est jamais prescriptible; et le motif pour lequel les juristes ont admis l'interdiction aux cadis d'entendre les procès après un certain temps se rapporte à la question des preuves. Ils disent : selon toute probabilité et toute apparence, un demandeur qui est dans la possibilité d'intenter son action, et qui cependant s'abstient d'agir pendant un certain temps, doit être présumé non fondé dans ses prétentions. L'interdiction a pour but d'empêcher les fausses prétentions et les réclamations téméraires, ainsi que d'écarter le faux témoignage.

Telle étant la cause de la défense d'entendre les procès, les docteurs musulmans en ont déduit tous les principes qui régissent cette matière, de façon à faire concorder ces principes avec les effets tirés directement de cette cause, de manière, en somme, à lier ensemble l'effet et la cause. Chaque fois que cette cause fait défaut, il faut revenir à la règle, qui est d'entendre

le procès quelque longue qu'ait été la durée écoulée jusqu'à son introduction. Ainsi, les procès sont entendus dans les cas suivants, où l'on remarque que la cause de défense n'existe pas :

1° En cas de reconnaissance de la part du défendeur du droit réclamé par le demandeur, le cadi doit faire droit à la réclamation du demandeur, et doit ordonner que son bien lui soit restitué (voir KADRI PACHA, art. 587, et les pages 3-7 d'*El-Hamidieh*). Le dernier paragraphe de l'article 376 du Règlement sur la réorganisation des Mehkémehs a formulé ce principe de la manière suivante : « Cette disposition n'est applicable que si le défendeur n'a pas reconnu le droit du demandeur pendant tout ce délai ». En effet, dans ce cas, le faux et les manœuvres frauduleuses ne sont pas à craindre. C'est, croyons-nous, le même principe que celui adopté en matière de preuve par écrit : si le défendeur avoue, il doit être condamné.

Ici, une objection pourrait être présentée : puisque le motif est la force de la preuve, pourquoi n'applique-t-on pas le même principe au cas où il existerait un acte authentique de constitution de wakf ? La réponse est que l'aveu est considéré, par les docteurs musulmans, comme la plus forte des preuves. Il ne peut pas être entaché de faux, il confirme et assure le droit ; il équivaut, dirons-nous, au désistement du défendeur de se prévaloir de la prescription. D'un autre côté, la preuve écrite n'était pas généralement admise par les jurisconsultes musulmans : elle n'est pas dépourvue de toute contestation se rattachant à la qualité de celui qui s'en prévaut ou aux conditions du wakf, et il est de règle que le cadi ne doit pas juger d'après des conjectures, car ce serait une iniquité et une injustice (voir *El-Ikd el-montazim*, par le jurisconsulte malékite Ibn Salmoun, en marge de la page 197 de l'ouvrage *Tabsirat el-Houkâm*).

2° La présence du demandeur, au moment de la disposition que fait le défendeur du bien réclamé, est une cause d'interdiction d'entendre son procès. Les juristes disent que l'assistance du demandeur au moment de la disposition et son silence sont considérés comme une reconnaissance de sa part du droit du défendeur. Cet acte suffit, à lui seul, pour faire admettre la fin de non-recevoir, même avant l'expiration des délais fixés par l'article 376, c'est-à-dire quinze ans ou trente-trois ans.

3° Le délai de quinze ans ou de trente-trois ans ne reçoit son application que dans le cas où il n'y a pas eu d'empêchement légal. S'il y a eu empêchement, le procès peut être entendu après le délai. Les empêchements légaux sont : l'absence, la minorité, la folie, ou la crainte d'un homme puissant. Dans ces cas, le délai ne court qu'à partir de la présence de la majorité, de la lucidité, ou de la cessation de la crainte. L'article 376 résume ces causes en disant : « alors que le demandeur n'était pas dans l'impossibilité d'agir et n'avait pas d'empêchement légal ».

4° La durée de la défense d'entendre le procès peut être interrompue par la demande en justice, introduite avant l'expiration du délai. L'acte interruptif doit avoir lieu en justice; un acte extrajudiciaire ne l'interrompt pas (voir KADRI PACHA, art. 590 et 591). La durée des fins de non-recevoir doit se calculer jusqu'au jour de l'introduction de l'instance, et non jusqu'au jour du jugement (voir KADRI PACHA, art. 592).

5° Le délai ne court qu'à partir du jour de l'existence du droit objet du litige. Ainsi, un homme marié meurt vingt ans après le mariage; sa femme a le droit de réclamer l'arriéré de sa dot (*mahr*) quinze ans après la mort de son époux, parce que son droit n'est devenu exigible que du jour de cette mort. En matière de wakf, le droit de la seconde postérité ne naît qu'après la disparition de la première postérité, et ainsi de suite (voir art. 1767 du *Medjelleh*).

6° Le détenteur a le droit de joindre à sa possession celle de son auteur (voir KADRI PACHA, art. 598).

7° Les juristes musulmans disent que cette défense ne signifie pas que le débat ne doit pas être entendu par le juge d'une façon absolue, mais qu'au contraire, il faut l'entendre, car le défendeur peut avouer, et, en cas d'aveu, il faut faire droit au demandeur. En effet, dans le cas de dénégation, le jugement rendu est basé sur l'abandon du droit au défendeur et non sur la reconnaissance du droit de celui-ci. Le motif est toujours le défaut de confiance dans les preuves.

Tels sont, brièvement relevés, les caractères significatifs de la théorie du droit musulman, qui se résume en une fin de non-recevoir ou, autrement

dit, en un moyen de défense. Elle a presque les mêmes effets que la prescription *longi temporis* romaine. En effet, elle ne constitue pas un mode d'acquérir la propriété, mais n'est qu'une arme de procédure contre la revendication du propriétaire; cependant elle ne produit d'effet qu'en cas seulement de dénégation du droit du demandeur.

Passons maintenant à l'exposé des différentes opinions émises par la jurisprudence des tribunaux sur la matière qui nous occupe.

## JURISPRUDENCE DES TRIBUNAUX

### EN MATIÈRE DE PRESCRIPTION.

On peut ramener à quatre les opinions émises en ce qui concerne l'acquisition du wakf par prescription. Nous allons citer les arguments invoqués et les objections qui peuvent être soulevées contre chaque opinion. Une de ces opinions concerne plutôt l'acquisition par le wakf d'un autre bien possédé par l'entremise de son nazir.

*Première opinion.* — Le wakf ne peut nullement être acquis par prescription.

Le Tribunal indigène de Tanta, siégeant en degré d'appel, a rendu un jugement, en date du 27 janvier 1917, décidant que le wakf n'est nullement acquis par la prescription de cinq ans ou de quinze ans, ni de trente-trois ans, ni par une période plus longue<sup>(1)</sup>.

Ce jugement est basé sur ce que les biens wakfs ne rentrent pas dans le domaine de la propriété privée, ainsi que cela résulte de la définition donnée par les docteurs musulmans, qui déclarent que le bien constitué en wakf est hors de la propriété privée. Sa propriété ne peut être acquise ni conférée à aucun particulier. Or, la prescription est un mode d'acquérir la propriété; ce mode doit donc être rejeté en ce qui concerne le wakf, car les juristes musulmans ont disposé « que le wakf ne peut pas s'acquérir par vente, donation ou autres actes ».

(1) Affaire civile en appel, n° 9, année 1912, Tanta : Mustafa bey Nahas, président; Osman bey Youssef et Mohamed bey Chérif, membres.

Nous répondons que cette thèse contient une déduction erronée; l'expression «ou autres actes» a un tout autre sens que celui compris par l'auteur du jugement. En effet, cette expression ne peut viser que les autres modes connus par les juristes musulmans pour l'acquisition de la propriété, tels que le testament, la préemption, la succession. La prescription acquisitive n'est point connue par ces juristes, qui n'en ont aucunement parlé, pas même implicitement, comme manière d'acquérir la propriété. Il est donc impossible qu'ils l'envisagent par l'expression «ou autres actes».

L'auteur du jugement s'est aperçu que sa déduction se heurtait à la théorie de l'irrecevabilité des actions en matière de biens wakfs après trente-trois ans. Il a cru éviter cette contradiction en soutenant que la non-recevabilité de l'action vise seulement le cas d'une contestation sur l'existence et la validité du wakf; et il a déclaré formellement que, si le wakf est légalement établi et que son existence et sa validité ne font l'objet d'aucune attaque, il doit être considéré comme non contesté, et ne peut jamais s'acquérir par prescription, quelque longue que soit la durée de la possession, et que l'action ne peut pas être déclarée non recevable, même en cas de dénégation par le défendeur. Mais, si le wakf n'est pas légalement établi (c'est-à-dire par un *hodjet*), son existence est réputée contestée et c'est cette contestation qui ne peut pas faire l'objet d'une action après la période fixée. Nous répondons que cette distinction n'a pas son fondement dans les opinions des juristes musulmans. Elle est contraire à la disposition formelle de l'article 376 du Règlement sur la réorganisation des Mehkémehs et elle est contraire aussi aux commentaires et aux *fatwas*. L'article 523, ouvrage de Kadri pacha, dit ce qui suit : «D'après *El-fatawi el-khairieh*, la propriété absolue est la règle, et la constitution en wakf est une exception. Un immeuble ne peut, en conséquence, être déclaré wakf, que si sa constitution a été prouvée par de justes témoins. On ne doit prendre en considération aucun écrit, rédigé dans ce sens, même s'il est transcrit sur les registres du tribunal. Les seules preuves admises sont les témoins, la reconnaissance du défendeur et le refus de prêter serment lorsque ce refus n'est justifié par aucune excuse légale.»

Cet article écarte formellement le cas d'un wakf établi par acte, ce qui est conforme à la règle posée par les juristes sur la non-recevabilité de l'action, qui doit recevoir son application aussi bien en présence qu'en

l'absence de l'acte du wakf, du moment que la longue période est expirée et que le défendeur nie le droit du demandeur. On pourrait s'étonner de ce que l'on ne prenait pas en considération l'acte du wakf, mais il était de règle, chez les juristes musulmans, que les preuves écrites ne fissent pas foi; elles n'ont été admises que dans les lois récentes<sup>(1)</sup>. Par conséquent, il est impossible que ces juristes aient distingué entre l'état d'existence et de non-existence d'un acte constitutif du wakf; pour eux la fin de non-recevoir embrasse les deux cas. Cependant l'article 606 de Kadri pacha est catégorique en ce sens, et nous dispense d'un trop long commentaire.

En effet, cet article dit *in fine* : l'administrateur revendiquant n'aura pas le droit de se prévaloir de l'acte constitutif du wakf sur lequel se trouve mentionné le bien revendiqué, car l'inscription sur cet acte n'a aucune valeur en cas de défaut de la possession du nazir.

Cet article répond directement à l'argument invoqué dans le jugement, en enlevant tout effet à un acte constitutif du wakf, et en décidant qu'un pareil acte (ou *hodjet*) ne peut être pris en considération que s'il est accompagné de possession. Il est manifeste qu'en cas de prescription, la possession est présumée toujours entre les mains du défendeur usurpateur, et le demandeur revendiquant ne peut faire prévaloir que son acte constitutif du wakf, lequel n'a aucune valeur en cas de défaut de possession, selon la disposition de l'article susmentionné.

Le jugement se base sur un troisième argument. Il dit que « les biens constitués en wakf, ainsi qu'il résulte de leur définition, sont en dehors du domaine de la propriété privée, puisqu'ils ne peuvent pas s'acquérir ni être acquis par aucun particulier; que s'ils peuvent faire l'objet d'un échange, ce n'est là qu'une exception soumise à des règles spéciales. Du moment qu'ils sont en dehors de la propriété, ils sont considérés, selon les juristes, comme étant aussi en dehors du commerce en ce qui concerne la propriété et ne peuvent pas être acquis par prescription. » Le juge a voulu fortifier sa thèse, en s'appuyant sur l'article 84 du Code indigène,

<sup>(1)</sup> Voir article 554 Kadri pacha ainsi conçu : « Les actes écrits n'ont aucune valeur par eux-mêmes. On ne doit prendre en considération que les preuves admises par la loi musulmane. » Et voir, *a contrario*, les récentes dispositions du nouveau règlement sur la réorganisation des Mehkémehs.

qui dit que « la prescription acquisitive ne court pas contre ceux qui sont légalement incapables », ce qui veut dire, explique le jugement, que, si l'immeuble est un bien qui peut en soi-même être aliéné mais qui appartient à une personne incapable d'en disposer, un tiers ne saurait l'acquérir par prescription, bien que son propriétaire ait un représentant légal, tel que le tuteur, le curateur ou le mandataire légal. Donc, à plus forte raison, on ne peut pas acquérir par prescription un immeuble qui ne peut pas faire l'objet d'un droit de propriété privée, tel que le wakf, le nazir n'étant qu'un représentant, comme le tuteur ou le curateur.

Cet argument est également inadmissible. Les juristes du droit musulman n'ont jamais connu la prescription acquisitive, ainsi que nous l'avons signalé plus haut; mais ils appliquent la théorie de la non-recevabilité de l'action tant aux biens *wakfs* qu'aux biens *mulks* et interdisent au cadi de l'entendre après l'expiration d'une période déterminée. Ainsi, ils n'ont jamais eu l'idée d'examiner la question de savoir si le wakf est du domaine public ou non, et, par suite, hors du commerce ou non, comme l'a voulu faire l'auteur du jugement dont nous réfutons les arguments. Au contraire, ils ont toujours expressément édicté la non-recevabilité des actions en matière de wakfs, et ont rendu, à ce sujet, de nombreuses *fatwas*, ce qui veut dire qu'ils ne considèrent pas que les biens wakfs soient imprescriptibles comme des biens hors du commerce.

L'article 1675 du *Medjelleh*, qui parle du domaine public et de son imprescriptibilité, ne vise pas le wakf. Il est ainsi conçu : « Les longues périodes ne sont pas prises en considération dans les procès relatifs aux biens qui sont d'utilité publique, tels que les routes publiques, les fleuves, les pâturages. Ainsi sera entendue l'action intentée contre l'individu qui a pris possession d'un pâturage affecté à une commune, même s'il en a disposé sans contestation durant cinquante ans. » Cet article nous fournit un autre argument corroboratif de notre manière de voir. En effet, il termine le chapitre II du *Medjelleh* qui parle de la non-recevabilité des procès et en fait une exception. Or, ledit chapitre contient plusieurs dispositions formelles, concernant le wakf et l'extinction des procès engagés à son effet; cela ne veut-il pas dire que le wakf ne fait pas partie des biens du domaine public qui font exception à la règle générale de la non-recevabilité des procès?

*Deuxième opinion.* — Le Tribunal de première instance du Caire, statuant en degré d'appel, a jugé qu'un bien wakf ne peut pas acquérir la propriété d'un autre bien possédé par son nazir, quelle que soit la durée de sa possession<sup>(1)</sup>. L'argument invoqué par ce jugement est que le bien, sujet à prescription, doit avoir un représentant juridique après la prescription, ce qui n'a pas lieu pour le wakf. En effet, dit le jugement, pour considérer un bien comme wakf, il faudrait qu'il y eût un constituant du wakf, comme pour le bien ordinaire il y a un propriétaire déterminé; donc un wakf ne peut pas acquérir la propriété d'un autre bien. A l'appui de cet argument, le jugement invoque la disposition de la loi qui décide que le droit de préemption ne peut s'exercer au profit d'un wakf.

Selon nous, ces arguments ne sont pas fondés. En effet, le wakf a toujours un représentant, qui est son administrateur; le nazir d'un wakf est toujours considéré, par les docteurs musulmans, comme le mandataire du constituant du wakf de son vivant, et comme son tuteur après sa mort<sup>(2)</sup>; autrement dit, il est le continuateur du constituant du wakf; et, s'il n'y a pas d'administrateur, le cadi est le tuteur de plein droit. C'est donc le représentant du wakf qui, au nom du wakf, repousse l'action en revendication dirigée contre le bien possédé par lui au profit du wakf.

Or, d'après la théorie du droit musulman, il ne s'agit plus de l'acquisition de propriété par usucapion; il s'agit plutôt d'un moyen de défense basé sur la prescription extinctive du droit du demandeur. Si la préemption n'est pas autorisée au profit d'un bien wakf, c'est parce qu'il s'agit ici en réalité d'une véritable acquisition de propriété du bien préempté: après sa constitution, le wakf, disent les docteurs musulmans, ne sera la propriété de personne; par conséquent, il ne peut acquérir, par ce mode d'acquisition, la propriété d'un autre bien. C'est d'ailleurs le motif donné par les juristes musulmans pour repousser la préemption en faveur du wakf. Mais notons qu'en matière de prescription, cette théorie est basée sur la longue durée et constitue une fin de non-recevoir. En outre, nous remarquons qu'en ce qui concerne la prescription, il sera ajouté au bien wakf un autre bien sans prestation en numéraire rien qu'en se basant sur

<sup>(1)</sup> Voir app. de trib. du Caire, 26 novembre 1896 (*Al-Cada*, t. III, p. 97).

<sup>(2)</sup> Voir l'ouvrage arabe *El-Khassaf*.

la longue durée, ce qui fait accroître ses rentes, tandis qu'en matière de préemption il arrive souvent que le bien wakf préempteur n'a pas les moyens de payer le prix et les frais au bien préempté; il serait donc plus raisonnable d'interdire la préemption : C'est pourquoi les docteurs musulmans n'ont pas hésité à déclarer l'irrecevabilité dans le cas qui nous occupe. L'article 625 Kadri pachà dit : « La possession de l'administrateur du wakf continuée pendant la période de temps nécessaire à la prescription doit être prise en considération, sans que cet administrateur soit obligé de fournir d'autres preuves, tel qu'un bodjet de hekr pour le respect de sa possession.

« En conséquence, l'administrateur d'un wakf qui, depuis trente-trois ans, possède des boutiques élevées sur un terrain appartenant à un autre wakf qui administre ces boutiques et paye un loyer au wakf duquel dépend le terrain, ne peut plus être obligé de produire le titre de hekr en vertu duquel il a construit au profit du wakf dont il est nazir; le terrain possédé par lui ne pourra pas lui être enlevé sans une raison légale.

« Celui qui possède un bien n'est pas obligé de prouver qu'il en est propriétaire. » Ce texte est clair, en ce sens que l'action en revendication dirigée contre le nazir d'un wakf est irrecevable. Le bien est considéré comme wakf, par le simple fait de la possession, et celui qui possède n'est pas obligé de prouver qu'il est propriétaire.

*Troisième opinion.* — Cette opinion provient d'une application pure et simple des dispositions du Code civil indigène (art. 76).

En effet, la Cour d'Appel indigène a décidé que le wakf se prescrit par cinq ans, s'il y a juste titre et bonne foi, et par quinze ans dans les autres cas <sup>(1)</sup>.

Cette jurisprudence invoque les arguments suivants :

1° Les actions relatives à la possession du wakf ne se rattachent pas à sa constitution; par conséquent, les tribunaux indigènes sont compétents pour en connaître, et, s'ils sont compétents pour connaître dans une matière, ils ne doivent faire application que des lois concernant ces tribu-

<sup>(1)</sup> App. 25 mai 1897. *El-Houkoul*, XII, p. 197; 20 février 1900, XV, p. 98; 25 février 1919, journal *El-Ahram*, 19 août 1919.

naux et ne doivent emprunter aucune disposition à la loi musulmane ou à toute autre loi. Or, la loi sur les tribunaux indigènes décide que la propriété de tout immeuble s'acquiert par la possession de cinq ans avec juste titre, sans faire exception pour le bien wakf.

A cela nous répondons que l'article 7 du Code civil, ainsi que d'autres articles que nous signalerons plus tard, fixent formellement que l'usufruit des biens wakfs peut être cédé aux particuliers dans des conditions déterminées par les règlements. Cette référence vise, au moins entre autres, les règlements sur les Mehkémehs, et, par là, ces règlements font partie du Code civil, auquel il faut dès lors se référer pour tout ce qui concerne cette matière, et, par suite, suivre, à son sujet, les doctrines musulmanes.

2° Le bien wakf n'est pas une chose hors du commerce. Le constituant peut réserver le droit, pour lui-même ou pour autrui, de vendre le wakf et de l'échanger. Le cadi a la même faculté. Le wakf peut aussi être exproprié pour cause d'utilité publique, ou vendu par licitation en cas d'indivision.

On semble avoir oublié que ces facultés sont des exceptions soumises à des conditions rigoureuses, et ne peuvent intervenir que dans des cas justificatifs. Cependant, elles ne peuvent s'exercer que sous la condition *sine qua non* d'employer le prix pour l'achat d'un autre immeuble qui remplace le premier, et qui doit être immédiatement constitué en wakf sous les mêmes conditions.

3° Le droit musulman, en déclarant la fin de non-recevoir dans les actions, n'a pas fait exception pour le wakf. Seulement, il l'a distingué par une durée plus longue, ce qui signifie que le wakf peut être l'objet d'usurpation.

Cette déduction est également fautive, parce que la distinction provient de ce que les biens de caractère religieux n'étaient, dans toutes les législations, pas soumis à la durée ordinaire fixée pour la prescription. Cependant les partisans de la théorie du droit musulman ne disent pas que le wakf est imprescriptible; tout ce qu'ils demandent, c'est qu'on fasse l'application de l'article 376 du règlement sur les Mehkémehs.

4° La décision rendue le 25 février 1919 croit fournir un autre argument en faisant une distinction entre l'action relative à la prescription

acquisitive d'un bien wakf et l'action concernant la constitution ou la validité du wakf. Dans la première hypothèse, l'action est irrecevable après quinze ans; dans la seconde, elle l'est après trente-trois ans.

Cette distinction n'a pas sa raison d'être. En effet, quel intérêt aurait celui qui acquiert la qualité d'administrateur d'un wakf ou de bénéficiaire pendant trente-trois ans, si, en cas de contestation, il ne peut pas arriver à prendre possession du bien wakf? Car l'action se rattachant à la prise de possession serait tombée par suite de l'expiration de cinq ans ou de quinze ans.

D'ailleurs, les docteurs musulmans n'ont jamais fait cette distinction. A l'appui de cette objection, nous invoquons la disposition de l'article 587 Kadri pacha, qui applique la fin de non-recevoir à la revendication d'un bien wakf possédé : « Si le possesseur ne reconnaît pas que le bien par lui possédé est la propriété de tel, l'action n'est irrecevable en matière de succession et de wakf qu'après trente-trois ans de possession ».

L'article 600 du même ouvrage fixe : « L'action de l'administrateur d'un bien wakf tendant à reprendre la possession de ce bien ne doit pas être entendue, si le défendeur détient ce bien depuis plus de trente-trois ans, à titre de propriétaire ».

*Quatrième opinion.* — Cette opinion est celle consacrée à l'unanimité par la jurisprudence mixte et adoptée généralement par la jurisprudence indigène. La propriété d'un bien wakf ne peut s'acquérir ni par la possession de cinq ans ni par celle de quinze ans. On ne peut, à son égard, qu'opposer une fin de non-recevoir après une possession de trente-trois ans<sup>(1)</sup>. Les arguments invoqués à l'appui de cette opinion sont les suivants :

1° Les biens wakfs sont restés soumis aux prescriptions du droit musulman qui les régissait à la date de l'introduction en Égypte des législations actuelles; aussi, les questions se rattachant au caractère de l'inaliénabilité propre à ces biens, notamment l'usucapion, doivent-elles être appréciées d'après les règles particulières à ce droit, et non d'après les règles du Code civil qui seraient contraires à des règles certaines du droit musulman. On ne peut pas, notamment, faire application du principe d'usucapion

<sup>(1)</sup> App. mixte 28 décembre 1905, XVIII, 60.

consacré par les articles 102, 117 du Code civil (arrêt Appel mixte 12 mars 1896, VIII, p. 165).

Or, en matière de wakf, d'après les principes admis par la tradition et les docteurs du droit musulman, les actions ne se prescrivent, quant aux biens immeubles, que par le laps de trente-trois ans; ni le Code civil des tribunaux indigènes, ni celui des tribunaux mixtes, ni les décrets d'organisation de ces tribunaux n'ont, directement ou indirectement, porté atteinte à ces principes (arrêt Appel mixte 30 mars 1895, XI, p. 172).

2<sup>a</sup> Le Code civil, dit l'arrêt de la Cour mixte du 28 décembre 1905, en déterminant les différentes sortes de biens, a pris soin de désigner et de définir spécialement les biens wakfs, pour les distinguer des autres biens (voir art. 6, 7 Code civil indigène et 20, 21, 22 Code civil mixte). Toutes ces dispositions, loin d'impliquer, de la part du législateur, l'intention d'abroger les règles spéciales établies en matière de biens wakfs et de les soumettre, notamment au point de vue de la prescription, au régime du nouveau code, attestent, au contraire, la volonté de les maintenir en dehors du droit commun sous le régime exceptionnel qui a été précédemment et invariablement suivi et qui est le régime du droit musulman.

De plus, en rapprochant l'article 16 du décret organique des Tribunaux indigènes (art. 1, 2. R. O. mixte) desdits textes, il ressort que l'exception voulue par le législateur dans l'article 16 se réfère, non seulement à la constitution même du wakf, mais aussi à toutes les questions litigieuses qui en peuvent être les conséquences.

Le même arrêt ajoute qu'en cette matière, la prescription de trente-trois ans a pu être admise comme un terme nécessaire à des situations irrégulières ou incertaines et comme un instrument de paix, mais que, réduite à cinq ans ou quinze ans, elle aurait été à l'encontre du but poursuivi par les fondateurs et autorisé par le pouvoir législatif, en permettant, par ce moyen, la diminution du patrimoine constitué et la désorganisation de l'œuvre. En d'autres termes, l'aliénation de ce patrimoine, interdite ou soumise à des conditions rigoureuses par la loi fondamentale, se serait trouvée facilitée par un moyen détourné.

3<sup>e</sup> L'article 76 du Code civil ne s'applique qu'aux biens *mulks* exclusivement, dit un jugement rendu en date du 19 avril 1919 par le Tribunal

de première instance du Caire, en repoussant la distinction faite entre la prescription d'un bien wakf et la prescription se rattachant à la constitution du wakf.

Cette distinction, faite par quelques jugements afin de concilier les dispositions du Code civil et l'article 376 du Règlement sur la réorganisation des Mehkémehs, n'est pas admissible pour le motif qu'elle ne peut que donner lieu à des décisions judiciaires contradictoires rendues par des tribunaux qui, quoique différents, sont tous des organes compétents et investis d'un pouvoir judiciaire légal. En effet, l'application de l'article 76 du Code civil aux biens wakfs serait de nature à ébranler l'autorité des jugements rendus par les Mehkémehs et à détruire l'efficacité de ces jugements. Si nous supposons une décision du Mehkémeh reconnaissant à quelqu'un la qualité de bénéficiaire ou de nazir d'un wakf dont les biens ont été usurpés depuis moins de trente-trois ans, quelle valeur aurait cette décision, si le nazir du wakf, s'en prévalant, demandait la restitution du bien usurpé et que l'usurpateur repoussât cette demande en invoquant la prescription de quinze ans? Il est certain que, si ce moyen de défense était déclaré fondé, on se trouverait en présence d'une situation étrange au point de vue juridique : une décision du Mehkémeh reconnaissant au demandeur la qualité de nazir du wakf dont on a usurpé les biens, rendue inutile, alors que le but qu'on se proposait en obtenant cette décision était de faire restituer à un wakf les biens qu'on lui a usurpés; dans cette hypothèse, il est manifeste que le but visé par le demandeur n'aurait pas été atteint, bien que sa qualité de nazir eût été établie par jugement du Mehkémeh.

D'ailleurs, si l'on est forcé de scinder l'action en revendication d'un bien wakf, cette scission est due au seul état de la législation, et non à la faute des justiciables. Or, si le législateur crée deux juridictions distinctes, ne faut-il pas que le tribunal, dont la décision constitue le complément, réalise le but recherché par une décision rendue par l'autre juridiction et observe les lois appliquées par cette autre juridiction? Le texte des lois de la première juridiction ne sert-il pas à interpréter l'intention du législateur et à comprendre l'esprit de son œuvre? C'est probablement cette contradiction dans les jugements qu'ont voulu éviter les Tribunaux mixtes en considérant la disposition du Règlement sur la réorganisation des Mehkémehs, fixant à

trente-trois ans la prescription des actions en matière de wakfs, comme prouvant que le législateur égyptien s'est purement et simplement rallié à la doctrine musulmane au sujet de la prescription en matière de wakfs.

Cependant, si l'on s'en rapporte à l'époque antérieure au droit actuel, on n'y trouve rien qui justifie la distinction que certains jugements ont cru devoir faire au sujet de la prescription de l'action relative au wakf. En effet, les *fatwas*, par lesquelles les Mouftis ont décidé que la prescription extinctive en matière de wakfs est de trente-trois ans, sont conçues en termes catégoriques et formels en ce qui concerne l'action en revendication d'un bien wakf, laquelle n'est pas restreinte aux actions se rattachant à la constitution du wakf. Si donc le législateur a transformé en texte législatif le principe consacré par ces *fatwas*, c'est qu'il a entendu en faire application aux faits qui s'y rapportent.

Donc, le but du législateur, en adoptant la durée de trente-trois ans en matière de wakfs, est de la faire appliquer tant aux questions se rattachant à la possession d'un bien wakf qu'aux questions se rattachant à son existence et à sa validité.

On doit déduire de cela que l'article 76 ne doit pas recevoir son application en matière de biens wakfs.

La loi fait une distinction nette entre les biens wakfs et les biens mulks. Dans l'article 6 du Code civil indigène elle donne la définition des biens mulks, qui confèrent la pleine propriété. Dans l'article 7, elle donne la définition des biens wakfs de la manière suivante : « Les biens wakfs sont ceux qui sont propriété de mainmorte au profit d'établissements pieux et dont l'usufruit peut être également cédé aux particuliers dans les conditions déterminées par le règlement ».

Il ressort de la comparaison des textes de ces articles que le bien wakf n'est pas une propriété et ne constitue pas la pleine propriété dans le sens visé par l'article 6. Il se transforme en un droit d'usufruit, et il est établi que le droit d'usufruit se sépare du droit de nue propriété et ne porte que sur l'usage du bien et son exploitation (voir art. 13 du Code civil). Cette définition des biens wakfs est empruntée à celle donnée par les juristes musulmans, qui sont d'accord que, par le seul fait de la constitution d'un bien en bien wakf, aucun particulier ne peut avoir un droit de propriété sur lui.

La distinction entre les biens wakfs et les biens mulks étant faite, le texte de l'article 76, qui vise la prescription acquisitive des biens objets de propriété, ne peut être appliqué qu'aux biens mulks. Les biens wakfs rendent le bien objet du wakf sans propriétaire, mais les bénéficiaires aurent un droit d'usufruit seulement. Ce droit doit être régi par les règlements déterminés suivant la disposition de l'article 7, qui accorde la faculté de se référer aux règles du droit musulman; or parmi ces règlements il y a celui de réorganisation des Mehkémehs. Le législateur a respecté ce principe, pour tout ce qui se rattache au wakf. Si l'on admet qu'on doit se référer aux règles du droit musulman pour ce qui concerne l'usufruit du bien wakf, *a fortiori* doit-on se référer aux mêmes règles pour tout ce qui se rapporte au dit droit d'usufruit, c'est-à-dire à l'usurpation des biens (objet de l'usufruit), à la distribution des quotes-parts des bénéficiaires de l'usufruit, à ses conditions, ainsi qu'à la prescription ou à la perte des biens wakfs, qui entraînent naturellement la perte du droit d'usufruit; et, peut-on imaginer que le droit d'usufruit puisse survivre après la perte de son objet? Or, cela arriverait, en adoptant le principe de scission, c'est-à-dire que la propriété se perd par quinze ans et que le droit d'usufruit d'un bien wakf se perd par trente-trois ans.

Il est à remarquer que la distinction entre le droit d'usufruit et le droit de pleine propriété n'était pas, au moment de la promulgation du Code civil, spécialement faite pour les wakfs; elle existait encore pour les biens *kharadjis*, dont la nue propriété appartenait au Gouvernement et dont l'usufruit était réservé aux particuliers (art. 7 Code civil indigène et art. 21 Code civil mixte). Le droit d'usufruit des terrains *kharadjis* se prescrit par cinq ans, conformément aux dispositions du règlement de Said pacha. Or, la disposition de l'article 76 du Code civil n'était pas applicable aux terrains *kharadjis*. Il en fut ainsi jusqu'à l'assimilation de ces biens aux biens *ouchouris* en 1896.

La ressemblance entre les terrains *kharadjis* et les biens wakfs, quant à la perte du droit de propriété et à la subsistance du droit d'usufruit est manifeste et nous donne une preuve péremptoire que l'article 76 ne vise que l'acquisition du droit de pleine propriété.

Le Code civil n'a jamais considéré comme existant le droit de propriété,

en ce qui concerne le wakf. L'article 54 du Code civil dit : « Toutefois, le droit de succession à l'usufruit des biens wakfs est réglé d'après la loi locale ».

Il résulte de cet article que c'est le droit d'usufruit, et non le droit de propriété, qui est successible; et ce qu'il faut prendre en considération, ce sont les règles du droit musulman, qui constituent la loi locale.

L'intention du législateur, d'adopter les règles du droit musulman pour tout ce qui concerne le wakf, était si formelle, qu'elle s'est manifestée jusqu'à prescrire, dans l'article 53, que le wakf sera nul, s'il est fait en fraude des droits des créanciers.

Cette prescription ne fut établie que par crainte des débiteurs de mauvaise foi, qui tâchent sans raison de se prévaloir du fait que le bien à poursuivre par expropriation, en exécution d'une créance, est un bien wakf et, comme tel, est hors de la propriété privée, et doit, par conséquent, être exclu des garanties de la créance. Le législateur, pour garantir les créanciers, a dû distinguer entre le wakf valable et le wakf constitué au préjudice des créanciers. Cependant, ces principes sont ceux prescrits par le droit musulman lui-même.

De là, nous déduisons que l'article 76 n'est pas applicable au bien wakf, qui, dès sa constitution, se transforme en un droit d'usufruit, et que, si le bien est usurpé et qu'on demande sa restitution, on le restitue pour réaliser les effets du droit d'usufruit.

De ce qui précède nous concluons qu'il faut donc se référer, pour ce qui concerne l'irrecevabilité de l'action en matière de wakfs, aux dispositions du droit musulman, c'est-à-dire adopter la durée de trente-trois ans, conformément à l'intention du législateur, qui a voulu maintenir les dispositions du droit musulman, parce qu'il a observé qu'elles étaient pratiquées longtemps avant la création des tribunaux.

Cela même s'est imposé au législateur, parce qu'il est de règle que les faits et actes qui ont pris naissance sous l'empire d'une loi seront régis d'après les règles de cette loi pour tout ce qui se rapporte à leur existence, modalité et extinction.

Cependant, le motif de la prolongation de la durée, en ce qui concerne le wakf, peut être basé sur ce que le propriétaire d'un bien ordinaire

doit le surveiller; s'il commet une négligence, il doit en souffrir et en supporter les conséquences, tandis qu'un wakf peut rester un certain temps sans représentant jusqu'à la nomination d'un nazir, qui peut lui être étranger, et l'autorité compétente peut ignorer ce fait. Il n'est donc pas rationnel d'assimiler le bien wakf au bien mulk. Dans le procès où l'on a emprunté ces derniers arguments<sup>(1)</sup>, il a été découvert que l'administrateur avait personnellement donné en gage l'acte même du wakf contre une somme d'argent, puis il l'a vendu définitivement en 1301 de l'Hégire. Un voisin denonça le fait au Ministère des Wakfs, qui garda le silence et ne fit rien jusqu'en 1316, c'est-à-dire pendant plus de quinze ans; ensuite, il fit la demande en nomination d'un nazir au Mehkémeh.

D'ailleurs, nous avons signalé que toutes les législations anciennes faisaient la distinction entre les biens d'un caractère religieux et les biens n'ayant pas ce caractère. Cette distinction n'est pas particulière au droit musulman. C'est le Code Napoléon qui a fait disparaître cette distinction, mais en fixant la durée de la prescription à trente ans, durée qui se rapproche des trente-trois ans du droit musulman. Il est probable que le législateur égyptien n'a pas voulu assimiler les biens wakfs aux biens mulks, parce que la durée fixée pour ces derniers n'est que de quinze ans, et surtout parce qu'il n'a pas voulu aller à l'encontre du désir du constituant du wakf. Sa volonté doit être respectée. Les docteurs musulmans conseillent de réaliser cette volonté, en posant la règle que les conditions établies par le constituant d'un wakf auront les mêmes effets qu'une disposition du législateur; autrement dit, la volonté du constituant fait loi (شرط الواقف كقصد الشارع).

Or, le constituant d'un wakf se soumet aux dispositions du droit musulman, en déterminant la forme du wakf, les conditions de sa validité ou de la distribution de ses rentes, etc., soit pour tout ce qui concerne sa naissance ou son existence; il est donc logique que l'extinction du wakf soit soumise aux mêmes règles.

L'objection consistant à dire que, si cette thèse était admise, les tribunaux seraient obligés d'appliquer des lois auxquelles ils ne sont pas

(1) Jugement du Tribunal de première instance du Caire, 14 août 1919, Hilmy bey Issa, Président, et Yuakim bey Mikhaïl et Aly bey Koréï, juges.

tenus, nous paraît erronée. Le droit musulman, en ce qui concerne la matière des wakfs, doit être considéré comme formant partie intégrante et complémentaire de notre législation<sup>(1)</sup>. Le Code civil renvoie, en effet, à ces dispositions (voir art. 7, 17, 18, 53, 54 Code civil indigène). Dans les cas que prévoient ces articles, les tribunaux indigènes ne sont-ils pas obligés d'appliquer les règles du droit musulman? La réponse doit être affirmative, comme c'est d'ailleurs le cas pour les successions et les testaments. Les tribunaux ne sont-ils pas obligés, dans ces cas-là, de faire application des règles du droit musulman, lorsqu'il s'agit d'un indigène, parce que c'est son statut personnel qui doit régler toutes ces questions?

Pour conclure, nous nous rallions pleinement à l'opinion qui fait prescrire le droit de revendication d'un bien wakf après trente-trois ans, délai fixé par l'article 376 du Règlement sur la réorganisation des Mehkémehs et qui rejette l'application de l'article 76 du Code civil indigène, parce que cette dernière disposition ne reçoit son application qu'en matière de pleine propriété, comme son historique le révèle clairement. Or, un bien wakf est un bien de mainmorte, d'un caractère religieux, qui le sépare, et qui l'a toujours séparé, depuis les législations les plus anciennes, du bien libre et de propriété complète.

MOR. HILMY ISSA BEY.

<sup>(1)</sup> Voir en ce sens jugement du Tribunal de Tanta, 20 mars 1920, aff. n° 3305, année 1918.

INTRODUCTION  
À UNE  
ÉTUDE CRITIQUE DU PROJET  
DE CODE PÉNAL ÉGYPTIEN

PAR

MOHAMMED ABD EL-HADI BEY EL-GUINDI

JUGE AUX TRIBUNAUX INDIGÈNES

TRADUIT DE L'ARABE

PAR HASSAN BEY MOURAD

JUGE AU TRIBUNAL INDIGÈNE DE PREMIÈRE INSTANCE DE MANSOURAH.

---

Pendant des années, l'Égypte fut régie par le Code Hamayoni, qui y avait été introduit en 1855 par feu Saïd pacha, khédive d'Égypte.

Le progrès graduel des mœurs et des idées aidant, le Code Hamayoni fut remplacé par le Code pénal promulgué en 1883. Ce code était emprunté au Code pénal appliqué par les Tribunaux mixtes, créés en 1876. Le Code pénal mixte était lui-même copié sur le Code pénal français de 1810.

Le nouveau Code pénal contenait des dispositions qui n'étaient pas en harmonie avec nos coutumes, nos mœurs, nos lois religieuses. On avait copié le Code pénal français sans se rendre compte que le triomphe des doctrines de Rossi avait amené la législation française à modifier à diverses reprises certaines dispositions du Code pénal français. Celui-ci fut l'objet de remaniements successifs en 1832, 1863, 1874, 1885, 1891. Notre Code pénal était trop imprégné de l'esprit français pour être applicable à un pays d'Orient, dont les mœurs et les idées sont différentes des mœurs et des idées du peuple français.

De plus, le besoin se fit sentir de modifier certaines de ses dispositions, qui n'étaient pas en harmonie avec les coutumes et les mœurs du pays.

En outre, ce code contenait des lacunes, des ambiguïtés, que signalaient les tribunaux dans leurs arrêts, les avocats dans les prétoires, les légistes dans leurs livres.

Ces critiques, dirigées contre notre Code pénal, déterminèrent le Gouvernement en 1900 à nommer une Commission qui fut chargée d'étudier les réformes à introduire dans ce code. Les délibérations de la Commission durèrent trois ans et aboutirent à un projet du Code pénal qui fut soumis au Conseil législatif. Celui-ci l'approuva, mais en y apportant quelques modifications.

Le nouveau code fut promulgué par décret du 14 février 1904. Il ne différait pas de l'ancien quant à sa substance. La plupart des réformes qu'il contenait avaient déjà été introduites dans l'ancien Code pénal pendant sa période d'application de 1883 à 1903.

Les tribunaux n'éprouvèrent aucune difficulté à appliquer le nouveau code; les hommes de loi en comprirent facilement toutes les dispositions. Ce nouveau code contenait encore des lacunes, qui se révélèrent aussi bien dans son application que dans les discussions auxquelles donnèrent lieu certaines de ses dispositions. On crut, à un moment donné, devoir remettre en vigueur certains articles de l'ancien code que le nouveau code avait abrogés.

Comme exemple de retour à l'ancien code, on peut citer le cas de l'article 174 du Code de 1883, relatif à la responsabilité en matière de presse. Cet article avait été abrogé par le Code de 1904, mais le législateur l'a rétabli en juin 1910 (voir art. 166 *bis* du Code de 1904).

Dans la note qu'il déposa en faveur du rétablissement de l'article 174 de l'ancien code, le Ministre de la Justice déclarait que le retour au Code de 1883, relativement à la responsabilité en matière de presse, lui avait paru nécessaire et qu'en agissant ainsi il ne faisait qu'introduire dans le Code égyptien un principe qui existait déjà dans la loi française de 1881 sur la liberté de la presse.

En 1914, une Commission fut instituée, à laquelle on donna le nom de Commission pour la préparation du Code pénal. Cette Commission mit deux ans, 1914-1916, à la préparation d'un code, qu'elle soumit en février 1917 à la Commission des Capitulations.

En décembre 1918, celle-ci approuva le code, après y avoir introduit

de légères modifications<sup>(1)</sup>. En janvier 1919, on publia le nouveau code en français et en anglais. Les membres de la magistrature et du barreau furent informés en février 1919 que la Commission accueillerait avec plaisir les observations qui lui seraient adressées au sujet du nouveau code, à la condition que ces observations lui soient adressées avant le 30 avril 1919.

On aurait dû accorder plus de temps à ceux auxquels on demandait ce qu'ils pensaient d'un nouveau code qui ne contient pas moins de 507 articles. De plus, on n'avait imprimé que 200 exemplaires de ce code, ce qui n'a pas permis à beaucoup d'avocats et de magistrats d'en prendre communication<sup>(1)</sup>.

Notre législateur a apporté dans l'accomplissement de cette œuvre une célérité surprenante. L'élaboration d'un code exige généralement une longue préparation, des études approfondies, des discussions juridiques longues et laborieuses. Le nouveau Code pénal n'a pas subi ces épreuves. Dans l'espèce, cependant, on devait procéder avec d'autant plus de prudence que le nouveau code diffère de l'ancien par sa structure et ses principes.

Bien que tout mon temps soit absorbé par l'accomplissement de mes devoirs de magistrat, j'ai tenu cependant à répondre à l'appel de la Commission.

J'ai donc consacré le peu de loisirs que me laissent mes fonctions de magistrat à l'étude du Projet de Code pénal élaboré par la Commission des Capitulations.

L'étude du nouveau code soulève les questions suivantes :

1° Une réforme du Code pénal était-elle nécessaire?

---

<sup>(1)</sup> Il nous semble que l'auteur n'est pas très exact dans ces passages. Il ne nous semble pas que le Ministère de la Justice ait jamais fixé un délai pour la présentation des observations sur le Code. Peut-être l'auteur fait-il confusion avec le délai que nous avons indiqué aux membres de notre Société dans l'Éditorial du fascicule du mois de février 1919 pour ouvrir la discussion sur le Projet dont M. Percival nous avait exposé les grandes lignes. Nous croyons aussi que l'auteur fait erreur en disant que la Commission des Capitulations a approuvé ce Code en décembre 1918. Ce Code, ou pour parler plus exactement, cet avant-projet de Code, a été plusieurs fois révisé depuis lors et le dernier texte a été encore distribué dernièrement à la magistrature et au barreau mixtes pour provoquer leurs observations. — LA RÉDACTION.

2° Quelle est la meilleure méthode à suivre pour faire une pareille réforme?

3° Devoirs incombant à ceux qui font les lois consistant en ceci :

a) veiller au bien-être et à la prospérité du pays pour lequel ils légifèrent;

b) respecter la langue, la religion, les coutumes de ce pays;

c) nécessité de soumettre toutes les lois, quelles qu'elles soient, aux représentants de la nation.

## I. — UNE RÉFORME DU CODE PÉNAL

### ÉTAIT-ELLE NÉCESSAIRE?

Notre Code de 1883 n'était qu'une copie du Code français, auquel il avait emprunté la plupart de ses dispositions. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que certaines dispositions de ce code ne s'accordaient pas avec nos usages, nos coutumes et nos idées religieuses.

On fut donc amené à les modifier en ce qu'elles avaient de contraire aux conceptions sociales et religieuses des Égyptiens. Ces modifications nous valurent un code qui s'adaptait parfaitement à notre caractère et à notre tempérament. La jurisprudence, les études de nos juristes, ont rendu facile la compréhension de ce code. Dans ces conditions, il nous paraît dangereux de le changer et d'y substituer une législation pénale, dont les principes et les dispositions heurtent les mœurs et les idées du pays. Détruire d'un trait de plume les lois qui ont servi de base à notre organisation sociale pendant longtemps serait une imprudence que notre législateur devrait éviter.

Bentham et d'autres savants nous donnent l'exemple de l'attachement qu'ils ont pour les lois qui régissent leurs pays. Ils considèrent les lois comme un héritage moral qu'on se transmet d'une génération à l'autre. Bentham estime qu'on ne doit transformer les lois et les mœurs d'un pays que pour des raisons graves. Notre législateur doit donc nous convaincre des avantages que présente pour nous cette refonte totale de nos lois pénales.

Les Arabes avaient l'habitude de respecter les mœurs et les lois des pays conquis. Ils avaient à un haut degré le sentiment du respect de la liberté individuelle. L'Angleterre a suivi l'exemple des Arabes, notamment en Syrie et en Palestine, où elle a maintenu les lois qui régissaient ces pays avant leur conquête.

Il ne faut donc toucher à l'édifice des lois d'un pays que dans le cas d'évidente nécessité : nécessité sociale, économique ou juridique.

Quand il s'agit de réformes à apporter au Code d'un pays, la réforme doit résulter des indications contenues dans les arrêts des Cours d'Appel ou de la Cour de Cassation, ou des idées émises par les commentateurs du Code dans leurs livres ou leurs discours. Alors, — mais alors seulement — on peut procéder à la réforme dont la nécessité a été démontrée par ceux qui appliquent la loi.

Pour justifier la refonte de notre Code, on dit : « L'abolition des Capitulations nous oblige de faire un Code qui serait applicable aussi bien aux Égyptiens qu'aux Européens ». D'accord, mais pourquoi les Européens ne se soumettraient-ils pas à notre Code pénal actuel, qui n'est que le Code Mixte, légèrement modifié, que toutes les Puissances ont accepté?

Admettons, néanmoins, que notre Code doive être refait à l'occasion de l'abolition des Capitulations; quelles sont les idées qui doivent *présider à cette œuvre*?

## II. — QUELLE EST LA MEILLEURE MÉTHODE À SUIVRE EN MATIÈRE DE RÉFORMES LÉGALES?

Nous supposons qu'il soit démontré qu'une revision du Code s'impose. Comment doit se faire cette revision? Doit-elle consister à refaire complètement le Code, ou doit-on se borner à le modifier au fur et à mesure que le besoin s'en fera sentir? Ne doit-on pas rechercher, parmi les codes étrangers, celui qui devra servir de guide à notre législateur?

L'expérience démontre que les peuples les plus civilisés, qui possèdent des législateurs séculaires, ne réforment leurs lois que *graduellement*. Lorsqu'un article du code est ambigu, contraire à l'équité, ou qu'il a cessé d'être en harmonie avec le progrès des idées et des mœurs, on *cherche*

à en corriger les vices en lui substituant une disposition plus claire, plus juste, ou plus en harmonie avec l'évolution des idées et des coutumes.

Notre législateur, en refaisant totalement notre Code pénal, a-t-il pensé aux dangers d'une pareille entreprise? Ce code nouveau, il faut que la magistrature égyptienne l'apprenne pour pouvoir l'appliquer.

Et la nation? Ne doit-on pas lui demander son avis au sujet de ce nouveau code? Passer outre à son avis serait attenter à ses droits et à ses croyances. Notre magistrature connaît parfaitement le code actuel pour l'avoir appliqué pendant longtemps.

Elle s'est assimilée les principes de ce code, elle s'est accoutumée à l'interpréter, ainsi qu'en font foi les jugements et arrêts formant notre jurisprudence. En lui confiant l'application d'un nouveau code, qui ne ressemble pas à l'ancien, ne fallait-il pas penser au temps qu'il faut pour comprendre l'esprit du nouveau code?

On peut en dire autant du barreau, dont les membres vont être astreints à refaire leur éducation juridique, à s'assimiler l'esprit d'un code nouveau tout à fait différent de l'ancien, qui n'avait plus de secret pour eux.

\* Autrefois, lorsqu'il s'agissait de faire les lois pour un pays, le législateur s'inspirait du droit romain ou du droit canon. Dans la confection des lois on ne prenait pas en considération les mœurs, les coutumes des peuples pour lesquels on légiférait. C'est depuis Montesquieu seulement qu'on s'est rendu compte que les lois de chaque pays doivent être en harmonie avec les mœurs et les idées sociales et religieuses de ce pays.

Ces sages principes s'imposent, surtout à la Société contemporaine; ne commettons pas l'imprudence de supprimer des lois qui sont entrées dans les mœurs du pays et qui ont régi sa vie sociale et économique pendant plus de quarante ans.

\*  
\* \*

En 1883, les Tribunaux indigènes furent créés. On avait besoin de magistrats et le nombre des Égyptiens ayant étudié le droit était peu considérable. On demanda quelques magistrats à la Belgique, à l'Italie, et à la France. Ces puissances envoyèrent en Égypte des magistrats qui contribuèrent, par leur savoir et leur indépendance, à relever le niveau moral de notre magistrature.

On dut, pour assurer le recrutement de la magistrature, faire une loi qui autorisait le Ministre de la Justice à nommer, à titre exceptionnel, dans la magistrature, des hommes qui, bien qu'instruits et capables, n'avaient cependant pas de connaissances juridiques (voir décret du 4 novembre 1893).

Les études de droit furent en vogue et de nombreux Égyptiens envahirent notre École de Droit, sans compter ceux, encore plus nombreux, qui firent leurs études de droit en France.

L'Égypte eut ainsi les hommes de loi dont elle avait besoin pour ses tribunaux et ses barreaux.

L'esprit d'émulation aidant, les membres du barreau rivalisèrent de zèle et de dévouement dans l'exercice de leur profession. Les nouveaux avocats étudiaient consciencieusement les questions de droit que soulevaient les affaires qu'ils plaidaient.

Ils s'aidaient, dans leurs études juridiques, d'ouvrages français où ils trouvaient d'intéressants renseignements sur les questions dont ils s'occupaient.

Les magistrats trouvaient dans les mêmes ouvrages la solution des questions de droit soumises à leur examen. Si les lois françaises se sont acclimatées chez nous, c'est que les principes fondamentaux du droit civil français ressemblent beaucoup à la doctrine de l'Imam Malek.

Comme exemple de la facilité avec laquelle nous nous sommes assimilés les lois actuelles, citons quelques livres de droit, œuvres d'Égyptiens qui se sont adonnés à la science du droit :

Abd el-Aziz Kahil pacha a traduit deux ouvrages qui sont très appréciés dans le monde judiciaire : *Commentaire du droit commercial de Lyon-Caen*, le *Code Kadri pacha*, qu'il a traduit de l'arabe en français.

Nous devons à Youssouf bey Chawky un traité sur la solidarité.

Alifi pacha a fait un commentaire du Code de procédure et un traité sur la prescription.

Fathy pacha a écrit un traité sur le faux en écriture. De plus, il a traduit les *Origines des législations* de Bentham, et on lui doit un traité de droit civil qui est très apprécié.

Feu Omar bey Loutfi a fait en français un traité sur l'action civile et l'action publique en droit musulman. Fawzi bey el-Maitin est l'auteur d'un commentaire du droit pénal égyptien.

Nous devons au professeur Kamha bey un livre sur notre organisation judiciaire et notre administration.

Citons encore un livre sur les droits des créanciers, dû à la collaboration de deux magistrats, Tewfik bey Nessim et Abd el-Aziz Mohamed bey; un livre sur la responsabilité de l'État, dû à la plume d'un des membres du barreau, Abd el-Salam effendi Zouhni; un traité sur la vente, dont l'auteur est Hilmi bey Issa; un répertoire des lois et circulaires administratives et judiciaires, qui est l'œuvre de feu Gallad bey; un commentaire du Code de Procédure civile, dont l'auteur est le professeur Abd el-Hamid Abou Héris, et le commentaire du Code d'Instruction criminelle, qui est l'œuvre du professeur Hassan Nachat.

A ceci, il faut ajouter les Bulletins et publications périodiques où sont publiées les décisions importantes de nos Cours et Tribunaux.

Nous ne pouvons clore cette liste sans citer les œuvres de savants tels que GRANDMOULIN, *Commentaires du Code pénal et du Code d'Instruction criminelle*; le *Cours de Droit* du vénérable savant qu'était M. Testou, cours composé de droit civil et de droit international privé; HALTON BEY, *Traité de droit civil*; ARMINJON, *Étude sur le droit international*, qui est universellement apprécié; DE HULTS, *Répertoire alphabétique de droit civil égyptien*.

Tels sont les ouvriers de la renaissance intellectuelle et judiciaire de l'Égypte. Nos légistes, nos avocats, se sont nourris des législations latines; c'est un fait dont tout réformateur de notre législation devrait tenir compte.

Il serait utile que toute loi nouvelle, toute réforme à apporter à notre Code, soit soumise à une Commission qui serait présidée par le Ministre de la Justice, et qui comprendrait les Conseillers sultaniens, quelques Conseillers des Cours d'Appel mixte et indigène et quelques membres du Barreau.

Le projet de Code pénal actuel est un amalgame de plusieurs codes : Code pénal de Tanger, élaboré en 1913; Code indien, Code soudanais, Code tunisien, Code de Siam, Code Thomas Steaphen paru en 1904, Codes belge, italien, hollandais et suédois. Parmi ces codes, il y en a qui sont déjà anciens et qui par conséquent ne s'adaptent plus aux idées modernes : le Code belge remonte à 1861, le Code hollandais a été promulgué

en 1881. Quant aux autres, dont notre législation s'est inspirée, il n'y a que le Code Siamois dont les sources soient connues : Code français, anglais et italien. Mais les autres, tels que le Code tunisien, indien, soudanais, je ne saurais en préciser les origines. La plupart des codes auxquels notre législation a fait des emprunts ne passent pas précisément pour des modèles de législation. Ces codes, faits pour des peuples à moitié civilisés ou barbares, peuvent-ils convenir à un pays civilisé où la science du droit a fait de si grands progrès?

Les lois qu'on applique aux nègres peuvent-elles être appliquées aux Égyptiens? Si ces lois ont été empruntées aux législations latines, pourquoi notre législateur ne s'inspire-t-il pas de ces législations, qui sont l'œuvre de siècles d'études et d'expérience? Pourquoi nous imposer des lois faites pour des peuples auxquels nous sommes supérieurs par notre culture et notre civilisation? Étant donné la multiplicité des sources de notre Code pénal, il sera bien difficile, sinon impossible, de connaître la pensée du législateur chaque fois qu'il faudra interpréter un article ambigu.

Est-ce qu'au Siam, en Tunisie, aux Indes, il y a des revues juridiques, des Bulletins de jurisprudence qu'on peut consulter pour se guider dans l'interprétation d'un article de notre nouveau code? Le législateur égyptien ne peut avoir de meilleurs guides que les législations latines et le droit musulman, ainsi que l'a déclaré M. Piola Caselli, Conseiller sultanien au Ministère de l'Intérieur, dans sa conférence faite le 7 décembre 1918 à la Société d'Économie politique.

« Il n'est pas prudent, a-t-il dit, d'après moi, de nous embarquer, avec nos faibles forces, sur une mer si tourmentée. Restons sur la plage et contentons-nous encore de ces bonnes règles du droit Napoléon, qui sont peut-être un peu vieillottes mais que la sage et casanière jurisprudence des tribunaux mixtes et indigènes a si bien adaptées au pays et qui constituent, dans leur forme française si admirablement lucide, toute l'éducation juridique de l'actuelle génération des Égyptiens et des étrangers égyptianisés.

« Naturellement, ce principe conservateur ne devrait empêcher ni la correction des nombreux inconvénients pratiques, ni des rapprochements à certains principes du droit musulman qui seraient plus conformes à la conscience juridique du pays, ni enfin les réformes radicales qui seraient

exigées par le progrès économique et social, sur des points déterminés » (voir *L'Égypte contemporaine*, n° 42, janvier 1919, p. 16)<sup>(1)</sup>.

M. Piola Caselli n'est pas homme à ne pas savoir ce qu'il dit, et ce qu'il dit, il le dit en connaissance de cause et après mûre réflexion.

S'il affirme que certains principes du droit musulman peuvent être introduits dans nos lois, c'est qu'il ne partage pas l'opinion de ceux qui pensent que le droit musulman n'est pas en harmonie avec les idées et les mœurs modernes et qu'on y chercherait vainement des principes correspondant à ceux des législations modernes.

M. Piola Caselli nous dit : « Revenez aux principes, aux règles qui ont fait la beauté de la civilisation orientale ». Et cela résulte vrai lorsqu'on parcourt les livres où les jurisconsultes musulmans exposent et développent les principes du droit musulman; ces livres sont pleins de principes de droit et de préceptes moraux, étudiés avec une minutie qu'on ne trouve pas dans les commentaires modernes.

À propos de la loi de 1903 sur la protection des animaux qu'on a considérée comme une innovation législative, Abou Houraira, un des contemporains du Prophète, raconte le hadith suivant :

Un Arabe se trouvant sur une route eut soif. Il s'arrêta auprès d'un puits où il puisa de l'eau pour boire. Il aperçut auprès de lui un chien qui léchait la poussière avec sa langue. Il en conclut que ce chien devait avoir soif; il redescendit dans le puits, remplit d'eau sa chaussure, et donna à boire au chien. On adressa alors au Prophète la question suivante : « Est-on récompensé en traitant les animaux avec humanité? ». La réponse fut affirmative (*Sahih El-Boukhari*, vol. VIII, p. 10, édité en 1312).

On raconte que le Prophète a dit que la femme qui enferme un chat sans le nourrir ni le laisser chercher sa nourriture ailleurs, s'expose au châtiment divin.

L'anecdote suivante est relatée dans le livre intitulé *Les quatorze jours heureux* sous le règne de Abd el-Rahman el-Andalousi, calife dont le califat remonte à l'an 316. Le calife s'étant rendu près du fleuve Guadalquivir

<sup>(1)</sup> Nous croyons devoir faire observer que, dans le passage cité, M. Piola Caselli parlait de la réforme du droit civil. — NOTE DE LA RÉDACTION.

(fleuve d'Espagne) remarqua un chien qui était blessé. Il déchira un morceau de son manteau et en enveloppa la jambe blessée du chien, puis s'étant aperçu que le chien avait soif, il alla lui chercher de l'eau dans le fleuve. Il recueillit l'eau dans ses mains et l'offrit au chien jusqu'à ce qu'il fut désaltéré.

L'Imam Abou Youssef cite dans son livre intitulé *El-Kharag* (page 115) qu'Ebeid Allah lui a raconté que Omar ibn Abd el-Aziz a défendu de se servir de cannes dont le bout est ferré pour conduire les animaux. Il a également défendu l'usage de mors trop lourds.

L'article 110 du Code pénal prévoit et punit le délit de torture envers un accusé pour l'amener à faire des aveux. La défense de torturer un accusé pour lui arracher des aveux existait chez les Arabes. On trouve dans *El-Kharag*, page 107, ce qui suit : « Si quelqu'un est soupçonné de vol, on ne doit pas l'amener à faire des aveux à l'aide de violences ou de menaces. L'aveu qu'il ferait dans ces conditions n'aurait aucune valeur et ne pourrait pas servir de base à une condamnation contre lui. » *El-Kharag* conte ailleurs que Mohamed ibn Ishak lui a raconté qu'il a appris par Al-Zohri que le nommé Tarek avait amené en Syrie un homme qui était accusé de vol. Tarek le fit battre jusqu'à ce qu'il avouât son crime. Il l'envoya ensuite à Abdallah, fils de Omar, pour demander s'il devait le punir ou non. Abdallah déclara que Tarek avait amené en Syrie un homme qui était accusé de vol. Ayant été battu, l'accusé avoua être l'auteur du vol qu'on lui reprochait. Son cas fut soumis à Abdallah, fils de Omar, qui décida qu'on ne pouvait pas lui appliquer la peine du vol, attendu que son aveu lui avait été arraché par la violence.

La mise en liberté sous caution existait en droit musulman. Dans son livre *El-Kharag*, page 107, l'Imam Abou Youssef, s'adressant à Haroun el-Rachid, s'exprime en ces termes : « Que l'Émir des croyants ordonne à ses gouverneurs de ne pas juger les gens sur de simples imputations. Quelqu'un accuse un autre d'un vol; cette simple allégation ne suffit pas pour considérer l'accusé comme coupable.

« Une accusation de vol ou de meurtre n'est recevable et ne peut justifier l'application de la loi que si elle est corroborée par des témoins impartiaux. L'aveu de l'accusé ne doit être pris en considération que s'il est fait sans aucune contrainte ou menace de la part du wali. Il n'est nullement

permis d'emprisonner quelqu'un sur de simples imputations que n'étaye aucune preuve.

« Le Prophète n'a jamais voulu condamner quelqu'un sur de simples allégations, formulées sans preuve. Si le plaignant prouve sa plainte, rien de mieux, sinon l'accusé doit être mis *en liberté sous caution*. Cette mesure doit être étendue à toutes personnes se trouvant dans ce cas et qui sont en état de *détention préventive*. »

À l'instar des législations modernes, le droit musulman ne punit pas le vol commis par le fils au préjudice de son père ou de ses parents. Cette excuse absolutoire n'est donc pas une innovation due aux jurisconsultes modernes.

Dans son livre *El-Kharag*, page 104, Abou Youssef s'exprime à cet égard en ces termes : « N'est pas condamné à avoir la main coupée celui qui commet un vol au préjudice de son père, de sa mère, de son fils, de son frère, de sa sœur, de sa femme ou d'un de ses parents avec lequel il lui est interdit de se marier. N'est également pas condamnée à avoir la main coupée la femme qui commet un vol au préjudice de son mari, l'esclave noir qui vole son maître et *vice versa*, le tabellion qui vole son maître et *vice versa*. »

Les jurisconsultes musulmans s'étaient aussi préoccupés des vagabonds et des mesures les plus propres à combattre le vagabondage.

Observons en passant qu'aucune loi réprimant le vagabondage n'existait en Égypte avant 1891. Les jurisconsultes musulmans relatent que lorsque dans la tribu, il se trouvait un individu sans moralité, Ali ibn Abou Taleb le mettait en prison, où il était entretenu aux frais de la tribu en cas d'indigence et à ses propres frais dans le cas contraire.

Les Arabes avaient aussi, quant au régime des prisons, des règles qu'avaient inspirées des sentiments humanitaires. On trouve dans *El-Kharag* de l'Imam Abou Youssef, page 88 : « Gaafar ibn Barkan a raconté à des gens dignes de foi que Omar ibn Abd el-Aziz lui a prescrit de ne pas lier les prisonniers de façon à ce qu'ils ne puissent se mettre debout en faisant leur prière et de ne lier que les prisonniers pour dettes de sang, tout en leur fournissant à titre de charité une nourriture convenable. »

Le concours des peines que notre Code pénal de 1904 n'admet pas pour des raisons d'humanité (voir art. 36 Code pénal actuel) n'était pas

également admis en Droit musulman : « Celui qui insulte les père et mère musulmans de quelqu'un était puni légalement. Si, avant de subir sa peine, le condamné profère des injures contre une autre personne, il ne subira qu'une seule peine pour les deux délits » (IMAM ABOU YOUSSEF, *El-Kharag*, p. 100).

La loi de 1898 sur les animaux et les objets égarés a comblé une lacune qui existait dans notre législation.

Le principe qui a inspiré cette loi, dont la nécessité s'impose dans toute Société bien organisée, avait été proclamé par les jurisconsultes musulmans. Dans son livre *El-Kharag*, page 113, l'Imam Abou Youssef indique les mesures qui étaient prises à l'égard des esclaves errants sans maîtres et des vagabonds.

La loi du 18 mai 1898 relative aux animaux et objets égarés, est venue combler une lacune qui existait dans notre législation. Mais un retour au passé, à l'époque où la civilisation arabe était à son apogée, nous permet de constater que la question des objets perdus préoccupait les jurisconsultes arabes. Nous trouvons, dans l'ouvrage intitulé *El-Kharag* de l'Imam Abou Youssef, le passage suivant. Mais avant de le citer, faisons remarquer qu'à cette époque les esclaves mâles ou femelles étaient considérés comme des choses. Voici le passage en question :

« Quant à la question que m'adresse l'Émir des Croyants au sujet des esclaves mâles et femelles qui se trouvent en état de vagabondage et dont les prisons regorgent dans toutes les villes, j'estime que l'Émir peut charger un homme de confiance de vendre tous les esclaves qui se trouvent dans les prisons de Bagdad. La même mesure devra être appliquée sur tous les territoires faisant partie de l'Empire. Chaque cadi sera invité à dresser une liste des esclaves sans maîtres qui se trouvent dans les prisons existant dans son ressort. Cette liste contiendra le nom de l'esclave, celui de son maître, la date à laquelle il s'est trouvé en état de vagabondage, le mois et l'année où il fut arrêté. Six mois après la rédaction de ces listes, tout esclave qui ne sera pas réclamé par son maître sera vendu aux enchères par les soins d'hommes qui seront désignés à cet effet par l'Émir. Les fonds provenant de ces ventes seront versés au Beil el-Mal, où ils seront conservés et inscrits comme fonds provenant de la vente d'esclaves en état de vagabondage. Si le maître de l'esclave vient à être connu, deux hypothèses

peuvent se produire : ou l'esclave sera encore en prison, et alors le maître sera invité à décliner son nom, son signalement. Au cas où ces renseignements correspondraient à ceux qui ont été fournis par l'esclave lors de sa détention, celui-ci sera mis en présence de son maître et invité à dire si c'est bien son maître ou non; dans l'affirmative l'esclave sera remis à son maître. — Ou bien l'esclave aura été vendu au moment où son maître se présentait pour le réclamer; dans ce cas, on demandera au maître des renseignements qui permettront d'identifier l'esclave. L'exactitude de ces renseignements étant établie, on remettra au maître le prix de l'esclave vendu.

« Si personne ne se présente pour réclamer un esclave déjà vendu, le prix provenant de la vente sera acquis au Beit el-Mal et devra être employé au profit du corps social. »

En 1903, le législateur égyptien avait procédé à la revision d'un certain nombre d'articles du Code pénal. Le projet fut envoyé au Conseil législatif, qui en ordonna le renvoi à la Commission de Législation. Celle-ci, après avoir étudié le projet et formulé son avis à son sujet, le renvoya au Conseil législatif.

La discussion du projet donne lieu à un amendement qui fut approuvé par le Conseil législatif. Cet amendement portait qu'il fallait introduire dans notre Code pénal un chapitre relatif à la violation de la propriété. Déférant au vœu du Conseil législatif, le Ministère de la Justice déposa sur le bureau de l'Assemblée un projet de loi sous le titre « violation de la propriété ». Dans l'exposé des motifs joint à ce projet le Ministère de la Justice s'exprime ainsi :

« Ce chapitre a été ajouté au Code sur la demande du Conseil législatif. Il comble une lacune dont note avait déjà été prise pour être examinée lors d'une revision plus complète du code. Il peut être comparé avec les dispositions plus détaillées des articles 352-373 du Code pénal soudanais, aux termes desquels des peines beaucoup plus élevées que n'édicte le présent chapitre peuvent être prononcées.

« Le but principal du chapitre est de punir les personnes qui, dans un but illicite, pénètrent ou se trouvent dans un lieu en la possession d'autrui. Si l'intention illicite a déjà reçu un commencement d'exécution, la personne sera généralement coupable de tentative d'une infraction déterminée, mais

il arrivera souvent que la découverte de la personne avant qu'aucun commencement d'exécution n'ait été fait, l'exempterait de toute peine. Tel serait notamment le cas d'une personne qui aurait pénétré dans une maison dans le but de commettre un vol.»

Cette loi, destinée à assurer le respect de la propriété, existait déjà dans l'Islam. Le Coran (voir *Souret el-Nour*) prescrit le respect de la propriété en termes aussi formels qu'impératifs. D'après le texte de cette sourah, on ne doit pénétrer dans la maison d'autrui que dans les cas suivants :

- 1° Lorsque la maison où l'on pénètre est celle d'un proche parent;
- 2° Lorsqu'on est invité à y pénétrer;
- 3° Lorsqu'on y pénètre à la suite d'un cas de force majeure tel qu'un incendie, une inondation, ou des appels de l'intérieur;
- 4° Lorsqu'on y pénètre pour arrêter l'auteur d'un délit, ou perquisitionner le domicile d'un malfaiteur;
- 5° Lorsqu'il s'agit d'un endroit accessible au public, tel qu'une maison de commerce, un magasin, un bain, une maison inhabitée ou détériorée, parce que dans tous ces cas il ne s'agit pas de la violation d'une habitation privée (voir *EL-FAKE, El-Rozi*, vol. VI, p. 252).

L'étude du droit musulman est une source de surprises. La loi musulmane a tout prévu, tout réglementé, et ses commentateurs ont consacré de très intéressantes études aux problèmes juridiques et sociaux qui préoccupent nos législateurs modernes. Ceux qui, comme l'éminent M. Piola Caselli, cherchent à convaincre les réformateurs et les législateurs modernes que le droit musulman est un trésor où ils peuvent puiser des règles sociales et juridiques qui peuvent s'adapter à l'Égypte, témoignent d'une grande connaissance du tempérament égyptien.

### III. — LES DEVOIRS DU LÉGISLATEUR EN MATIÈRE LÉGISLATIVE.

Les lois d'un pays permettent de juger de son degré de civilisation. Sont-elles dures, elles prouvent que ce pays est arriéré; sont-elles justes, équitables; elles témoignent que ce pays a atteint un haut degré de civilisation.

En effet, l'histoire nous enseigne qu'aux époques où l'humanité était plongée dans l'ignorance, comme au moyen âge, les lois étaient très dures; les moindres délits étaient punis des peines les plus sévères. Des crimes qui n'entraînent aujourd'hui que des peines modérées étaient alors punis de la peine de mort ou de celle du bûcher. L'Égypte, qui fut un des foyers de la civilisation arabe et qui occupe encore une grande place dans le monde musulman par sa culture intellectuelle et morale, doit avoir des lois qui s'accordent avec son tempérament, ses mœurs, son degré de culture.

Lorsqu'on veut faire des lois pour un pays civilisé comme l'Égypte, on doit s'inspirer des législations les plus modernes. Appliquer à l'Égypte des lois empruntées au Code marocain, ou siamois, ou soudanais, c'est supposer qu'il n'y a aucune différence entre ces peuples et l'Égypte, ce qui n'est pas exact.

\*  
\* \*

Le législateur ressemble au médecin qui, penché sur un malade, cherche le mal dont il souffre. Il doit apporter à l'examen du corps social, pour lequel il fait des lois, le même soin que le médecin met à examiner un malade.

De même que le médecin qui soigne un malade, il doit éviter les remèdes trop radicaux. Ceux qui légifèrent pour nous croient que l'abus des peines constitue un remède efficace à nos maux sociaux. Nous ne sommes pas de cet avis. Toute peine excessive ou humiliante pour celui qui l'a subie doit être exclue de notre code. Pour être justes, les peines doivent être proportionnées aux faits. On ne doit pas pousser la sévérité jusqu'à punir les simples intentions. Ces principes de toute humanité ont prévalu dans tous les pays civilisés.

Il faut plutôt prescrire des mesures qui peuvent prévenir les crimes. A cet égard, on ne saurait trop louer la loi du 17 avril 1911, qui en Angleterre défend aux débitants d'alcool de vendre de l'alcool aux jeunes gens ayant moins de 15 ans.

Préserver la jeunesse du fléau corrupteur qui s'appelle l'alcool, voilà une mesure éminemment utile. Il y a en Égypte des femmes, des enfants

sans gîte, sans profession. C'est la pépinière où se recrute la clientèle des cours d'assises et des tribunaux correctionnels.

Pourquoi ne créerait-on pas un hospice où seraient internés ces femmes et ces enfants? Ils y apprendraient une profession, ce qui leur permettrait, en sortant de l'hospice, de gagner leur vie en travaillant.

On devrait aussi prescrire aux Cheikhs qui prêchent dans les mosquées d'enseigner à leurs auditeurs que la religion proscriit l'alcoolisme, l'assassinat, le vol. Une pareille mesure serait très utile pour la moralisation de la masse.



Une langue est le miroir qui reflète les idées, le caractère d'un peuple. C'est le patrimoine moral qui permet de connaître la littérature, la science d'un peuple. Les Arabes étaient fiers de leur langue. Ils disaient qu'aucune langue n'était ni plus belle, ni plus riche que la leur. Ce trait du caractère des Arabes se manifestait par les tournois d'éloquence auxquels ils se livraient périodiquement en des endroits désignés.

Le plus important de ces tournois se livrait à l'endroit appelé *Souk Okaz*, *Souk Zi el-Magaz* derrière Arafat. Là se réunissaient les émirs accompagnés de leurs tribus. Aucun apparat dans ces réunions, où les poètes, les orateurs rivalisaient d'éloquence, chantaient les exploits des ancêtres. La rapide propagation de la langue arabe décida des philosophes, des historiens occidentaux à l'apprendre et à traduire les œuvres des savants, des philosophes, des historiens et des poètes arabes. Ces livres sont très appréciés en Europe.

Les seuls pays qui aient conservé la langue arabe sont la Syrie et l'Égypte.

Comment peut-on vouloir que la langue judiciaire en Égypte ne soit pas la langue arabe?

Il n'est ni sage ni juste d'obliger les avocats égyptiens à plaider dans une langue étrangère : un Égyptien, quelque fort qu'il soit dans une langue étrangère, ne peut pas manier cette langue avec la même facilité que sa propre langue. Cette mesure est humiliante pour l'amour-propre des Égyptiens, et elle aboutirait à ce résultat que notre langue serait négligée par l'élite intellectuelle du pays et deviendrait une langue morte.

=

=

Il fut un temps où les lois étaient l'expression de la volonté du souverain, dont le pouvoir était absolu.

En novembre 1866, le khédive Ismaïl créa un Conseil consultatif que l'on consultait dans les questions d'ordre général. Ce Conseil fonctionna jusqu'au règne de Tewfik pacha. Le parti militaire qui s'était formé alors, et qui avait imposé sa volonté au Gouvernement, demanda et obtint la création d'un Parlement. Celui-ci avait des droits aussi étendus que les parlements européens. Il ne siégea qu'une fois, la guerre qui éclata alors et qui aboutit à l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre l'ayant empêché de siéger.

Puis ce fut la constitution due à Lord Dufferin en 1883. Celle-ci créa un Conseil provincial, un Conseil législatif, une Assemblée générale et le Conseil d'État, qui fut plus tard supprimé.

Le Conseil d'État était divisé en deux sections : Section administrative et Section législative. Cette dernière section avait pour attributions la préparation et la rédaction des lois. L'existence de ce Conseil fut courte, car il fut supprimé par décret du 13 février 1884, et l'un de ses membres nommé ministre fut spécialement chargé de l'étude des lois et règlements. Mais ce système de préparation et d'étude des lois fut abandonné, et par décret du 20 avril 1884 on créa pour le remplacer le Comité consultatif de Législation, qui était composé du Ministre de la Justice comme Président, du Conseiller judiciaire, du Directeur de l'École de Droit, des délégués du Contentieux de l'État comme membres. Ce Comité avait comme secrétaire le Sous-Directeur de la Direction des Tribunaux Mixtes. La composition de ce Comité fut modifiée par décrets des 26 janvier 1896, 10 juin 1909 et 17 mai 1902, qui en précisèrent également les attributions : études des lois, arrêtés, et règlements d'administration publique. Le Ministre intéressé eut le droit de se faire représenter par un délégué au sein du Comité. Quant au Conseil législatif, ses attributions furent déterminées par la loi organique modifiée par décrets du 3 mars, 5 juillet et 13 septembre 1909 (voir les articles 18, 19 et 20 de la loi organique, qui déterminaient les pouvoirs législatifs du Conseil législatif et lui reconnaissaient le droit de recevoir des pétitions et de se prononcer sur leur valeur).

L'article 18 de la loi organique dit en termes formels qu'aucune loi ne sera promulguée sans avoir été présentée, pour avis, au Conseil législatif. La loi organique de 1913, qui a créé une Assemblée unique en remplacement du Conseil législatif et de l'Assemblée générale, a eu pour but d'améliorer notre système législatif en instituant une meilleure méthode de consultation des représentants de la nation. Elle a conféré à la nouvelle Assemblée toutes les prérogatives dont jouissaient le Conseil législatif et l'Assemblée générale. Il est donc certain que sous l'empire de l'ancienne loi organique aussi bien que sous celui de la nouvelle loi organique, les représentants de la nation doivent être consultés sur les lois destinées à être appliquées en Égypte.

De ce qui précède, il résulte que le nouveau Code pénal doit être soumis à l'Assemblée législative. Promulguer ce code sans le soumettre aux représentants du pays, ce serait porter atteinte aux droits que la loi organique reconnaît à la nation.

MOHAMMED AED EL-HADI BEY EL-GUINDI.

(A suivre.)

UNE  
QUESTION DE JURISPRUDENCE  
À PROPOS DE LA « SOUSTRACTION »  
CONSIDÉRÉE  
COMME ÉLÉMENT ESSENTIEL DU VOL

PAR

M. FREDERIC M. GOADBY

PROFESSEUR À L'ÉCOLE SULTANIEH DE DROIT.

---

Certains arrêts récents des Tribunaux indigènes attirent notre attention sur l'étendue de l'infraction de vol en droit égyptien et en droit français.

L'article 268 du Code pénal indigène établit que « celui qui soustrait frauduleusement une chose mobilière qui appartient à autrui se rend coupable de vol ». Cet article est évidemment basé sur l'article 379 du Code pénal français : « Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol ». Il est d'usage, par conséquent, de faire application de la jurisprudence et de la doctrine française en l'interprétant.

Qu'est-ce qu'une *soustraction*? Le mot a été expliqué en France par une longue série d'arrêts et, en somme, la jurisprudence égyptienne se trouve d'accord avec la jurisprudence française. Ainsi, il a été jugé en Égypte que :

1° N'est pas coupable d'infraction punie par le Code pénal, celui qui se fait remettre un objet ne lui appartenant pas, en déclarant faussement qu'il en est le propriétaire (*B. O.*, XIV, n° 28, Tribunal sommaire Assouan). Cf. D. 75-5-483;

2° Se rend coupable de vol, celui qui s'empare d'une chose perdue avec l'intention frauduleuse de se l'approprier (*B. O.*, XVII, n° 36, Cass.). Cf. Cass. fr. 4 mars 1825;

3° La remise de la chose même, lorsqu'elle est faite par erreur, exclut la soustraction (*B. O.*, XVIII, n° 47, Trib. App. Alex.; *B. O.*, XVIII, n° 119, Tribunal sommaire Assouan). Cf. D 53-1-488;

\* 4° Est coupable de vol, celui qui, s'étant fait remettre des billets de banque par une autre personne dans le but seulement de les voir et de les examiner et sous la condition tacite de les restituer immédiatement, les emporte avec l'intention de se les approprier (*B. O.*, XVII, n° 45, Tribunal sommaire Dekerness; *B. O.*, XIV, n° 101, Cass.). Cf. S 42-2-31; S 92-2-57.

Ces jugements suffisent à indiquer la direction générale de la jurisprudence égyptienne. Peut-être est-il regrettable que nos tribunaux se soient cru obligés d'acquitter l'accusé qui s'est approprié une chose dont il a obtenu la possession par erreur du propriétaire (*B. O.*, XVIII, n° 119); mais cette interprétation est bien établie en France, et, à mon avis, les tribunaux se montrent sages en adoptant la jurisprudence de ce pays. Il s'agit d'interpréter un terme technique français, et, sur cette question, la jurisprudence constante des tribunaux français doit prévaloir.

Mais, plus récemment encore, la Cour de Cassation a rendu un arrêt qui nous plonge dans une certaine perplexité (*B. O.*, XX, n° 1). L'accusé, acheteur, avait donné en paiement à un vendeur illettré un billet de banque étranger, en lui faisant croire qu'il s'agissait d'un billet de banque égyptien; or, le billet remis était d'une valeur inférieure à celle indiquée par l'acheteur. Au moyen de cette supercherie, ce dernier s'était fait remettre la différence entre la valeur prétendue du billet et le prix des objets achetés. Il a été jugé, dans cette affaire, que l'acte incriminé pouvait constituer un vol; mais la Cour a hésité à déclarer que la supercherie employée suffisait pour admettre la qualification d'escroquerie.

En parcourant les arrêts français rendus dans des cas semblables, et particulièrement ceux qui se trouvent dans la grande collection de M. Garçon (*Code pénal ann.*, p. 1128 et seq.), il me paraît difficile de croire que la qualification de vol aurait été admise en France. M. Garçon lui-même remarque : « Nous venons de montrer que la remise de la chose exclut toute idée de la soustraction, alors même que le *tradens* n'en a livré et transmis la possession que par erreur. Cette règle reste vraie, alors

même que cette erreur a été provoquée par le dol et la fraude de l'*accipiens*. » (Cf. D. 88-2-44; S. 1900-1-249.)

Ces arrêts s'accordent exactement avec l'interprétation étroite du mot soustraction acceptée par la jurisprudence française. En outre, il est difficile de croire que le législateur français a eu l'intention de qualifier « vol », d'après l'article 379, des faits qu'il a intentionnellement exclus de la qualification « escroquerie » par l'article 405. On nous dit (FAUSTIN HÉLIE et CHAUVEAU, *Théorie de droit pén.*, V, § 2189 et seq.) que le législateur de 1810 avait fait une nouvelle rédaction de l'article 405, dans le but d'éviter les inconvénients qui étaient résultés des rédactions précédentes. Ces inconvénients provenaient d'une interprétation étendue du terme « dol » employé dans les lois antérieures. En 1810, on a exclu le mot « dol » et on a précisé les faits distincts nécessaires à l'existence de la qualification « escroquerie »; c'est-à-dire que, pour éviter toute controverse, on a prévu et défini les faits et les circonstances qui constituent le dol criminel. Aussi doit-on conclure que le transfert de la possession ou de la propriété, obtenu à l'aide de moyens frauduleux non prévus d'après les termes de l'article 405, ne constitue aucune infraction en droit français. Ce raisonnement s'applique aussi à l'article 293 du Code pénal égyptien, qui n'est, en principe, qu'une reproduction de l'article 405 du Code pénal français.

Soutenir la thèse contraire, c'est affirmer que l'escroquerie n'est qu'une espèce de vol, entraînant une punition un peu plus sévère (trois ans — art. 293 — au lieu de deux ans — art. 275).

Il est intéressant de remarquer que le droit anglais qualifie « vol » tout transfert de la possession obtenu à l'aide de la fraude, dès que le *tradens* n'avait l'intention de transférer que la possession. Au contraire, si la *traditio* a été faite avec l'intention de transférer non seulement la possession mais aussi la propriété de la chose, le délit devient une « escroquerie ».

Pour comprendre la signification de cette distinction, un peu subtile, il faut rappeler qu'en droit anglais la théorie du « vol » est liée étroitement à la théorie de la « possession ». Celui qui s'empare d'une chose mobilière illégalement peut être considéré comme voleur, même s'il en est le propriétaire. Le vol est, en principe, une atteinte à la possession. La remise exclut la qualification de « vol », si elle est faite avec intention de transférer la propriété, parce que, dans ce cas, l'*accipiens* obtient la vraie possession,

bien que celle-ci soit annulable. Mais celui qui s'ingère dans la possession d'une chose, *invito possessore* et dans le but de se l'approprier, commet un vol, et cette qualification s'applique, même si le possesseur a été induit par la fraude à permettre l'ingérence.

Cependant les subtilités du droit anglais ne présentent pas un grand intérêt pour les juristes égyptiens. Il suffit de renvoyer mes lecteurs à mon étude sur le vol en droit anglais, qui a paru dans le fascicule de novembre 1912 de cette revue.

Peu importe qu'il soit parfois difficile de tracer la limite qui sépare le vol de l'escroquerie en droit anglais; les limites de l'un ne dépassent pas les limites de l'autre. Les deux infractions sont toujours distinctes. Il n'y a jamais cumul d'infractions.

La distinction anglaise, dont j'ai fait mention, est certainement inconnue en France et en Égypte.

Tout individu qui, dans le but d'escroquer et par l'emploi de manœuvres frauduleuses, se fait remettre un objet se rend coupable d'escroquerie; et, en France et en Égypte, quelle que soit l'intention du *tradens* relativement au transfert de la propriété, ou de la possession. Mais, en droit français, la remise exclut la soustraction, et, par conséquent, elle exclut la qualification de vol. En droit égyptien, au contraire, si la Cour a raison, la remise n'exclut pas la soustraction, et la distinction entre le vol et l'escroquerie disparaît.

En lisant les recueils de jurisprudence français et égyptiens, on regrette de n'y trouver ni les conclusions des plaidoiries, ni la discussion, par les jugements, des autorités sur lesquelles le tribunal base ses décisions. Le système anglais est préférable. Le compte rendu d'une espèce dans un recueil de jurisprudence anglais nous fournit un sommaire des plaidoiries, et le jugement même nous donne, avec beaucoup de détails, des renvois à la jurisprudence et à la doctrine citée pour l'appuyer. En effet, chaque juge expose ses motifs séparément, et, si la sentence n'est donnée qu'à la majorité, les juges formant la minorité énoncent aussi leurs motifs de dissentiment. Je sais bien que les systèmes français et égyptien sont conformes à l'idée française des fonctions judiciaires. Mais le système anglais est plus pratique. Quoi qu'il en soit, le *B. O.* est moins généreux encore que les recueils français. On est obligé de se fatiguer en lisant les arrêts

en arabe, et, quelquefois, on est aussi peu instruit après la lecture qu'avant. Par exemple, le jugement que nous discutons est très court et insuffisamment motivé. J'ai fait des recherches pour m'assurer s'il était possible de le justifier en citant des jugements français semblables en principe, recherches plus difficiles en France qu'en Angleterre.

La grande autorité qu'on donne à la jurisprudence en Angleterre a pour résultat que la publication des recueils est devenue une science et que les rédacteurs choisissent avec beaucoup de soin les jugements qui méritent la reproduction. On ne publie pas, par exemple, les décisions des tribunaux inférieurs. En France, par contre, les recueils sont encombrés de la jurisprudence de certains tribunaux dont les décisions ont, je le crois, peu d'autorité. En outre, vu la multiplicité des Cours d'appel, qui suivent quelquefois une jurisprudence personnelle, les contradictions sont beaucoup plus marquées qu'en Angleterre.

Faire des recherches dans cette forêt de décisions est une entreprise assez laborieuse; et les résultats sont toujours douteux. Cependant, j'ose l'affirmer, plus on cherche, plus on sera convaincu de l'impossibilité de citer un seul arrêt de la Cour de Cassation française, l'opinion d'un seul jurisconsulte français à l'appui de la décision ci-dessus de la Cour de Cassation égyptienne.

Cà et là, on peut trouver des arrêts fixant que l'article 379 serait applicable aux individus qui se mettraient en possession des choses par l'emploi de moyens dolosifs; on peut facilement les expliquer. Les espèces les plus intéressantes sont celles qui concernent la soustraction des marchandises d'une machine automatique de distribution. Il a été jugé, par exemple (D. 1901-2-365), que « celui qui fait jouer la machine et s'approprie les marchandises qui s'y trouvent en y introduisant des monnaies étrangères se rend coupable de vol ». Le délinquant n'est, certes, pas coupable d'escroquerie : il ne s'est pas fait remettre de marchandises. « Il n'a pas obtenu remise de la possession par des moyens frauduleux; il se met lui-même en possession par un moyen frauduleux » (GARÇON, *Code pénal ann.*, art. 379, § 150). En effet, il a fait usage d'une fausse clef pour ouvrir une boîte fermée, et, en le faisant, il n'a pas observé les conditions posées par le propriétaire de la boîte pour la vente des marchandises. Ni la boîte ni le propriétaire ne lui en ont fait remise : c'est lui seul qui les a soustraites.

Il faut admettre que certains individus coupables de supercherie échapperont à la répression, si nous suivons la jurisprudence française. Mais nous devons, néanmoins, nous soumettre à celle-ci. L'adoption d'une interprétation plus étendue nous ferait confondre le vol et l'escroquerie. Attendons l'œuvre du législateur, dans l'espoir que les lacunes du code actuel seront bientôt comblées.

F. M. GOADBY.

# DOCUMENTS ET STATISTIQUES.

## LISTE

### DES OUVRAGES ET PÉRIODIQUES

REÇUS DU 1<sup>er</sup> MAI AU 31 OCTOBRE 1920.

#### I. — PUBLICATIONS OFFICIELLES ET AUTRES

##### CONCERNANT L'ÉGYPTE ET LE SOUDAN.

##### CLASSEMENT PAR MATIÈRES.

POSITION.

##### AGRICULTURE :

|                                                                                                  |      |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----|
| H. MARTIN LEAKE. <i>Report on the Maintenance and Improvement of Egyptian Cotton</i> (1920)..... | 1514 | 8/D |
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. <i>Cotton research Board Preliminary Report</i> (March 1920).....    | 1484 | 8/B |
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. <i>Cultivation d'Aubergine</i> (1920)...                             | 1510 | 8/B |

##### COMMERCE :

|                                                                                                          |      |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----|
| DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES ÉGYPTIENNES. <i>Commerce extérieur de l'Égypte</i> , 1919 (1920).....     | 87   | 8/B |
| COMMISSION DU COMMERCE AGRICOLE. <i>Rapport sur les travaux de la Commission</i> , 1916-1917 (1920)..... | 1483 | 8/B |

##### COMMUNICATIONS :

|                                                                                                                  |      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----|
| POSTAL ADMINISTRATION. <i>Annual Report</i> 1919 (1920).....                                                     | 1069 | 8/D |
| PORTS AND LIGHT-HOUSES ADMINISTRATION. <i>Annual Report of Shipping, Cargo and Passengers</i> , 1919 (1920)..... | 21   | 8/D |

##### DIVERS :

|                                                                                                  |      |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----|
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. <i>Rapport annuel du Service Vétérinaire</i> , 1916-1917 (1920)..... | 1486 | 8/B |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----|

|                                                                                                                                        |      |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----|
| J. B. PIOT BEY. <i>Organisation et fonctionnement du Service Vétérinaire à l'Administration des Domaines de l'État égyptien</i> (1920) | 1525 | 8/B |
| R. FOURTAU. <i>Contribution à l'Étude des vertébrés Miocènes de l'Égypte</i> (1920) . . . . .                                          | 1517 | 8/D |
| S. S. FLOWER. <i>The Zoo Service for 1914-1918 and 1919</i> (1920)                                                                     | 1507 | 8/D |
| G. DOUGLAS. <i>Photo Reproduction Methods used in the Survey of Egypt</i> (1920) . . . . .                                             | 1516 | 8/D |

## DOCUMENTS OFFICIELS ET LOIS :

|                                                                                                                                                               |      |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----|
| IMPRIMERIE NATIONALE. <i>Recueil des Documents officiels relatifs à la guerre, publiés au Journal officiel, novembre 1919 à janvier 1920</i> (1920) . . . . . | 160  | 8/D |
| <i>Table des documents officiels, années 1916-1917 et 1918</i> . . . . .                                                                                      | 1503 | 8/D |
| <i>Table des Lois et des Décrets d'intérêt général, année 1918</i> (1920) . . . . .                                                                           | 159  | 8/B |
| <i>Loi n° 16 de 1920 relative aux conditions de service des Magistrats des Tribunaux Mixtes</i> . . . . .                                                     | 1511 | 8/D |
| <i>Loi n° 11 de 1920 portant limitation des loyers</i> (1920) . . . . .                                                                                       | 1497 | 8/B |
| <i>Loi n° 14 de 1920 portant règlement sur l'exercice de la profession de dentiste</i> (1920) . . . . .                                                       | 1493 | 8/B |
| <i>Index des lois, 1913</i> (1920) . . . . .                                                                                                                  | 1513 | 8/D |
| <i>Arrêté portant taxe sur le coton</i> (1920) . . . . .                                                                                                      | 1512 | 8/D |

## DROIT :

|                                                                      |      |     |
|----------------------------------------------------------------------|------|-----|
| F. P. WALTON. <i>The Egyptian Law of Obligation</i> (1920) . . . . . | 1520 | 7/C |
|----------------------------------------------------------------------|------|-----|

## HISTOIRE :

|                                                                                          |      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----|
| G. LEGARPENTIER. <i>L'Égypte moderne</i> (1920) . . . . .                                | 1480 | 8/B |
| L. AURIAUT. <i>L'Égypte, la proie de ses Météores, 1805-1920</i> (1920) . . . . .        | 1510 | 2/F |
| MINISTÈRE DES WAKFS. <i>Notice sur la reconstruction de la Mosquée Al-Fath</i> . . . . . | 1482 | 8/B |

## POSITION.

## HYGIÈNE :

|                                                                                                         |      |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----|
| DEPARTMENT OF PUBLIC HEALTH. <i>Reports on Laboratories</i> (1920).                                     | 1505 | 8/D |
| — — — <i>Plague in Egypt, during the year</i>                                                           |      |     |
| 1919.....                                                                                               | 38   | 8/A |
| STATISTICAL DEPARTMENT. <i>Annual Report of Births, Deaths and Infectious Diseases</i> 1918 (1920)..... | 32   | 8/A |

## FINANCES :

|                                                                                                                      |      |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----|
| MINISTÈRE DES FINANCES. <i>Budget of the Egyptian Government, 1920-1921</i> (1920).....                              | 47   | 8/A |
| MINISTÈRE DES FINANCES. <i>Report of the Financial Adviser on the work of the Supplies Control Board</i> (1920)..... | 1508 | 8/D |

## IRRIGATION :

|                                                                                                          |      |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----|
| E. B. H. WADE. <i>Report on Psychrometer Formule based on observation in Egypt and Sudan</i> (1920)..... | 1515 | 8/D |
| SIR M. MACDONALD. <i>Nile Control Works</i> (1920).....                                                  | 1488 | 8/A |
| — — — <i>Nile Control</i> (1920) (deux volumes)....                                                      | 1487 | 8/A |
| H. E. HURST. <i>Short Report on Nile gauge readings and Discharges</i> (1920).....                       | 1479 | 8/B |
| H. E. HURST. <i>Addendum to Short report on Nile gauge readings and Discharges</i> (1920).....           | 1524 | 8/B |

## STATISTIQUE :

|                                                                                                   |    |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----|-----|
| DÉPARTEMENT DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE. <i>Annuaire statistique de l'Égypte, 1919</i> (1920)..... | 14 | 8/A |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----|-----|

## II. — RELEVÉS ET RAPPORTS OFFICIELS.

## CLASSEMENT PAR PAYS.

## Australie.

## New South Wales :

|                                                                  |     |     |
|------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| <i>Statistical Register for 1918-1919. Parts I-VIII</i> .....    | 852 | 6/F |
| <i>The Official year-book of New South Wales, 1918</i> (1920)... | 793 | 6/C |

## Queensland :

|                                                                                     |         |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <i>A. B. C. of Queensland Statistics</i> , 1919 (1920).....                         | 816 6/C |
| <i>Statistics of the State of Queensland. Parts I-III, V-X</i> 1918<br>(1919) ..... | 789 6/A |

## South Australia :

|                                                       |         |
|-------------------------------------------------------|---------|
| <i>Statistical Register for 1918-1919</i> (1920)..... | 792 6/A |
|-------------------------------------------------------|---------|

## Western Australia :

|                                                 |          |
|-------------------------------------------------|----------|
| <i>Statistical Register for 1919-1920</i> ..... | 798 6/B  |
| <i>Pocket year-book 1920</i> .....              | 1499 6/B |

## Belgique.

|                                                                                                                            |         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <i>Annuaire statistique de la Belgique et du Congo belge</i> , 1914<br>(1920).....                                         | 832 6/E |
| <i>Tableau général du Commerce de la Belgique avec les pays étran-</i><br><i>gers</i> , 1913, III <sup>e</sup> Partie..... | 850 6/E |

## Chili.

|                                                                                                                                                                                                                                  |         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <i>Annuaire statistique de la République de Chili</i> , 1918. Vol. IV,<br><i>Justice, police et criminalité</i> ; vol. VI, <i>Finances</i> ; vol. VII, <i>Agri-</i><br><i>culture</i> ; vol. XI, <i>Commerce extérieur</i> ..... | 379 2/B |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|

## Danemark.

|                                                |         |
|------------------------------------------------|---------|
| <i>Annuaire statistique</i> , 1919 (1920)..... | 405 2/C |
|------------------------------------------------|---------|

## États-Unis d'Amérique.

|                                                                                                         |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <i>Annual Report of the Smithsonian Institution</i> , 1916 and 1917<br>(1920).....                      | 352 1/F  |
| <i>Financial Statistics of cities having a population of over 30,000</i> ,<br>1917 and 1918 (1919)..... | 197 1/B  |
| <i>Financial Statistics of States</i> , 1918 (1919).....                                                | 1440 1/B |
| <i>Foreign commerce and navigation of the United States</i> , 1918<br>(1919) .....                      | 195 1/B  |
| <i>Marriage and Divorce 1916</i> (1920).....                                                            | 206 1/B  |

## POSITION.

*Municipal Markets of cities having a population over 30,000,*  
 1918 (1919)..... 1509 1/C

*Statistical Abstract of the United States, 1918 (1919).....* 378 1/E

## France.

*Annuaire statistique de la ville de Paris, 1914 (1920).....* 888 7/E

## Grande-Bretagne.

*Statistical Abstract for the Several British Overseas Dominions and*  
*Protectorates, 1903 to 1917 (1920).....* 708 4/B

## Grèce.

*Annuaire statistique du Commerce spécial de la Grèce avec les pays*  
*étrangers, année 1917 (1919).....* 465 2/F

## Roumanie.

*Statistique minière de la Roumanie, 1913-1914, 1915-1916*  
 (1920)..... 1519 5/B

*Statistique judiciaire de la Roumanie, 1912, 1913 et 1914*  
 (1920)..... 1518 5/F

## Suède.

*Annuaire statistique de la Suède, année 1920.....* 447 2/F

*Émigration et immigration en 1919 (1920).....* 449 2/F

*Population du 31 décembre 1919 (1920).....* 450 2/F

*Dodgersaker année 1915 (1920).....* 453 5/F

## III. — OUVRAGES SPÉCIAUX ET GÉNÉRAUX.

## CLASSEMENT PAR MATIÈRES.

## DIVERS :

A. W. SHOW. *How to be personally Efficient*, Part III (1920).. 1489 2/F

## ÉCONOMIE POLITIQUE :

DR. F. MULLER-LYER. *The History of Social Development* (1920) 1522 7/C

|                                                                                                 |      |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----|
| HUGH DALTON. <i>Some Aspects of the Inequality of Incomes in Modern Communities</i> (1920)..... | 1523 | 7/C |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----|

## HISTOIRE :

|                                                                      |      |     |
|----------------------------------------------------------------------|------|-----|
| A. B. BUCKLEY. <i>Mesopotamia as a Country of future Development</i> | 1481 | 8/B |
|----------------------------------------------------------------------|------|-----|

## LITTÉRATURE :

|                                                |      |     |
|------------------------------------------------|------|-----|
| G. ZEIDAN. <i>Morceaux choisis</i> (1920)..... | 1502 | 8/E |
|------------------------------------------------|------|-----|

## SOCIOLOGIE :

|                                             |      |     |
|---------------------------------------------|------|-----|
| N. HADDAD. <i>La Sociologie</i> (1920)..... | 1501 | 8/E |
|---------------------------------------------|------|-----|

## IV. — PÉRIODIQUES ÉGYPTIENS ET ÉTRANGERS.

## CLASSEMENT PAR MATIÈRES.

## AGRICULTURE :

|                                                                                                                                                           |     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| <i>Bulletin de l'Union des Agriculteurs d'Égypte</i> , Le Caire (mars à octobre 1920).....                                                                | 172 | 8/D |
| <i>Bulletin mensuel de la Statistique agricole</i> , Ottawa (mars à juin 1920). Ministère du Commerce du Canada.....                                      | 199 | 2/B |
| <i>Bulletin de Statistique agricole et commerciale</i> , Rome (avril à octobre 1920). Institut international d'Agriculture.....                           | 469 | 2/C |
| <i>Bulletin mensuel des renseignements agricoles et des maladies des plantes</i> , Rome (avril à octobre 1920). Institut international d'Agriculture..... | 719 | 4/C |
| <i>Monthly Agricultural Statistics</i> , Le Caire (mars à octobre 1920).<br>Département de la Statistique générale de l'État.....                         | 175 | 8/E |

## BIBLIOGRAPHIE :

|                                                                 |     |     |
|-----------------------------------------------------------------|-----|-----|
| <i>King's Monthly list</i> , Londres (février à août 1920)..... | 251 | 4/E |
| <i>Revue bibliographique</i> , Paris (mars à août 1920).....    | 241 | 4/E |

## COMMERCE :

|                                                                     |     |     |
|---------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| <i>Al Tigârat</i> (التجارة), Alexandrie (avril à octobre 1920)..... | 997 | 8/F |
| <i>Bulletin commercial</i> , Alexandrie (avril à octobre 1920)..... | 182 | 8/F |

## POSITION.

|                                                                                                                                                                                   |          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <i>Bulletin de la Chambre de Commerce française d'Alexandrie</i> (15 avril 1920).....                                                                                             | 170 8/E  |
| <i>Bulletin de la Chambre de Commerce hellénique d'Alexandrie</i> (mars à octobre 1920).....                                                                                      | 1086 8/E |
| <i>Bulletin de la Chambre de Commerce française du Caire</i> (2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> trimestres 1920).....                                                              | 177 8/B  |
| <i>Bulletin mensuel du Commerce spécial de la Grèce avec les pays étrangers</i> , Athènes (avril à septembre 1919). Direction de la Statistique de Grèce.....                     | 1445 2/F |
| <i>Bulletin semestriel de statistique commerciale de la Roumanie</i> , Bucarest (janvier à juin 1919).....                                                                        | 1493 5/B |
| <i>Monthly Journal of the British Chamber of Commerce of Egypt</i> , Alexandrie (avril à octobre 1920).....                                                                       | 100 8/C  |
| <i>Monthly Report issued by the Commercial Intelligence Board</i> (Sudan Government), Khartoum (mars à octobre 1920).....                                                         | 1044 1/A |
| <i>Monthly Statistical return of the Sudan Customs</i> , Port-Soudan (février à octobre).....                                                                                     | 1046 1/A |
| <i>Monthly Summary of the foreign Trade of Egypt</i> , Alexandrie (février à août 1920). Direction générale des Douanes égyptiennes.....                                          | 99 8/C   |
| <i>Monthly Summary of the foreign Commerce of the United States</i> , Washington (février à décembre 1919, janvier et février 1920).....                                          | 229 1/F  |
| <i>Shipping, cargo and passengers traffic of the ports of Egypt, and the number of transits of the Suez Canal during the 1<sup>st</sup> and 2<sup>nd</sup> quarter 1920</i> ..... | 21 8/A   |

## DIVERS :

|                                                                                           |          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <i>Al Hikal</i> (الهيكل), Le Caire (mai à juillet 1920).....                              | 80 8/B   |
| <i>Bollettino Ufficiale</i> (janvier à juillet 1920). Ministère des Colonies, Italie..... | 1391 2/B |
| <i>Journal officiel du Gouvernement égyptien</i> , Le Caire (mai à octobre 1920).....     | 922 —    |

|                                                                                           | POSITION. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <i>L'Amérique, Revue industrielle</i> , New-York (août 1920).....                         | 1501 1/C  |
| <i>La nouvelle Revue Française</i> , Paris (avril à octobre 1920)...                      | 1428 5/C  |
| <i>La Revue de Paris</i> , Paris (1 <sup>er</sup> mai au 1 <sup>er</sup> octobre 1920)... | 1078 2/C  |
| <i>La Vita italiana</i> , Rome (avril à octobre 1920).....                                | 924 5/E   |
| <i>Mercur de France</i> , Paris (15 avril au 1 <sup>er</sup> octobre 1920).....           | 1030 7/F  |
| <i>Revue des Deux Mondes</i> , Paris (15 avril au 1 <sup>er</sup> octobre 1920)           | 1165 6/C  |
| <i>Société belge d'Étude et d'Expansion</i> (janvier à avril 1920)....                    | 818 6/D   |
| <i>Sudan Notes and Records</i> , Khartoum (juillet 1920).....                             | 1162 2/C  |
| <i>Sudan Government Gazette</i> , Khartoum (avril à octobre 1920).                        | 1060 1/A  |
| <i>System</i> , Londres (avril à septembre 1920).....                                     | 1191 5/B  |
| <i>The Near-East</i> , Londres (avril à octobre 1920).....                                | 787 2/A   |
| <i>United Empire</i> , Londres (avril à octobre 1920).....                                | 1383 5/C  |

## DROIT ET JURISPRUDENCE :

|                                                                                                   |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <i>Bulletin de la Société de Législation comparée</i> , Paris (janvier à juin 1920).....          | 917 7/F  |
| <i>Bulletin officiel des Tribunaux indigènes</i> , Le Caire (février à octobre 1920).....         | 168 5/A  |
| <i>Gazette des Tribunaux mixtes d'Égypte</i> , Alexandrie (avril à octobre 1920).....             | 176 8/E  |
| <i>Journal du Droit international</i> (CLUNET), Paris (décembre 1919 et janvier à juin 1920)..... | 1041 6/D |
| <i>Revue pénitentiaire et de Droit pénal</i> , Paris (janvier à avril 1920)                       | 915 7/C  |
| <i>Revue trimestrielle de Droit civil</i> , Paris (juillet à décembre 1919)                       | 1087 2/C |

## ÉCONOMIE POLITIQUE :

|                                                                                                                                          |          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <i>Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales</i> , Rome (avril à octobre 1920). Institut international d'Agriculture.... | 722 4/D  |
| <i>Giornale degli economisti e rivista di statistica</i> , Rome (mai à octobre 1920).....                                                | 1352 6/D |
| <i>L'Économiste français</i> , Paris (avril à octobre 1920).....                                                                         | 1074 2/A |
| <i>Le Journal des Économistes</i> , Paris (mars à juin 1920).....                                                                        | 357 7/D  |

|                                                                                                                                                                      | POSITION. |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <i>Revue Économique internationale</i> , Bruxelles (mai à septembre 1920) . . . . .                                                                                  | 1500 7/D  |
| <i>The Economic Journal</i> , Londres (avril à juin 1920) . . . . .                                                                                                  | 361 4/F   |
| <i>The Journal of political Economy</i> , Chicago (mars à juin 1920).<br>Université de Chicago . . . . .                                                             | 353 1/C   |
| <i>HYGIÈNE PUBLIQUE :</i>                                                                                                                                            |           |
| <i>Weekly returns of births, deaths and infectious diseases</i> , Le Caire<br>(mars à octobre 1920). Département de la Statistique gé-<br>nérale de l'État . . . . . | 174 8/E   |
| <i>SCIENCES :</i>                                                                                                                                                    |           |
| <i>Scientia</i> , Bologne (avril à octobre 1920) . . . . .                                                                                                           | 916 5/D   |
| <i>SOCIOLOGIE :</i>                                                                                                                                                  |           |
| <i>Le Musée Social</i> , Paris (février à avril 1920) . . . . .                                                                                                      | 901 7/E   |
| <i>Rivista internazionale di scienze sociali e discipline ausiliarie</i> , Rome<br>(janvier à août 1920) . . . . .                                                   | 721 4/D   |
| <i>STATISTIQUE :</i>                                                                                                                                                 |           |
| <i>Bulletin statistique de la Grèce</i> , Athènes (3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> trimestres 1919) . . . . .                                                       | 1491 2/F  |
| <i>Bulletin statistique de la Roumanie</i> , Bucarest (n <sup>o</sup> 3, 1919) . . . . .                                                                             | 747 5/B   |
| <i>Journal de la Société de Statistique de Paris</i> (juillet et août 1920) . . . . .                                                                                | 893 7/C   |
| <i>Journal of the Royal Statistical Society</i> , Londres (février à juin 1920) . . . . .                                                                            | 717 4/B   |
| <i>Quarterly statistical abstract</i> , Western Australia, Perth (mars 1920) . . . . .                                                                               | 799 6/C   |
| <i>Revue mensuelle du Bureau central de statistique des Pays-Bas</i> ,<br>La Haye (mars à juin 1920) . . . . .                                                       | 817 6/D   |
| <i>TRAVAIL :</i>                                                                                                                                                     |           |
| <i>Bulletin of the U. S. Bureau of Labor Statistics</i> , n <sup>os</sup> 248-251 et<br>253-256, 264, 1919 (1920) . . . . .                                          | 401 2/D   |
| <i>Monthly Review of the U. S. Bureau of Labor Statistics</i> , Washing-<br>ton (juillet 1917 à juin 1919 et janvier 1920) . . . . .                                 | 355 1/F   |
| <i>The Labour Gazette</i> , Londres (avril à septembre 1920) . . . . .                                                                                               | 720 4/A   |

## RÉSUMÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'ÉGYPTE

PAR PAYS DE PROVENANCE

(Valeur en

| PAYS DE PROVENANCE<br>OU DE DESTINATION.  | IMPORTATION. |            |               |            |           |       |
|-------------------------------------------|--------------|------------|---------------|------------|-----------|-------|
|                                           | TOTAL.       |            | MARCHANDISES. |            | TABACS.   |       |
|                                           | 1919.        | 1920.      | 1919.         | 1920.      | 1919.     | 1920. |
| Abyssinie.....                            | 21.467       | 86.394     | 21.466        | 86.394     | 1         |       |
| Allemagne.....                            | 3.922        | 433.463    | 3.914         | 433.463    | 8         |       |
| Angleterre.....                           | 9.988.459    | 23.087.884 | 9.933.035     | 23.059.332 | 55.424    | 2     |
| Autriche.....                             | 70           | 141.362    | 70            | 141.362    | 2         |       |
| Possessions anglaises de la Méditerranée  | 230.281      | 287.200    | 225.686       | 284.003    | 4.595     |       |
| — — en Afrique.....                       | 462.513      | 676.626    | 462.513       | 676.626    | 2         |       |
| — — en Extrême Orient                     | 371.797      | 418.101    | 371.797       | 418.101    | 2         |       |
| Arabie.....                               | 40.825       | 85.699     | 40.825        | 85.699     | 2         |       |
| Australie et Nouvelle-Zélande.....        | 1.385.436    | 3.618.163  | 1.384.954     | 3.618.168  | 482       |       |
| Belgique.....                             | 866          | 794.920    | 866           | 794.922    | 2         |       |
| Bésil.....                                | 106.065      | 250.642    | 106.065       | 250.642    | 2         |       |
| Canada.....                               | 22.243       | 231.821    | 22.243        | 231.821    | 2         |       |
| Chili.....                                | 413.930      | 1.014.761  | 413.930       | 1.014.761  | 2         |       |
| Chine.....                                | 744.691      | 989.143    | 194.247       | 482.222    | 550.444   | 50    |
| Érythrée.....                             | 31.407       | 36.572     | 31.407        | 36.572     | 2         |       |
| Espagne.....                              | 130.358      | 228.123    | 130.358       | 227.865    | 2         |       |
| États-Unis d'Amérique.....                | 1.514.456    | 4.828.563  | 1.500.823     | 4.807.957  | 13.633    | 2     |
| France.....                               | 1.214.814    | 2.721.765  | 1.214.814     | 2.721.541  | 2         |       |
| Possessions françaises de la Méditerranée | 8.690        | 123.497    | 8.422         | 122.978    | 268       |       |
| Grèce.....                                | 1.123.957    | 1.278.808  | 162.976       | 297.304    | 960.981   | 98    |
| Hollande.....                             | 64.443       | 299.159    | 63.997        | 298.216    | 446       |       |
| Indes anglaises.....                      | 850.535      | 1.945.203  | 798.472       | 1.888.864  | 52.063    | 50    |
| Italie.....                               | 882.536      | 3.537.852  | 869.340       | 3.536.407  | 13.196    |       |
| Japon.....                                | 853.056      | 1.603.232  | 749.265       | 1.563.960  | 103.791   | 3     |
| Maroc.....                                | 8.378        | 38.744     | 8.378         | 38.744     | 2         |       |
| Norvège.....                              | 38.521       | 173.455    | 38.521        | 173.455    | 2         |       |
| Palestine.....                            | 410.280      | 511.853    | 410.165       | 511.821    | 115       |       |
| Perse.....                                | 132.644      | 91.836     | 122.142       | 57.070     | 10.502    | 3     |
| Russie.....                               | 3.920        | 757.539    | 2.740         | 707.715    | 1.180     | 4     |
| Serbie.....                               | 2.434        | 95.445     | 2             | 94.845     | 2.434     |       |
| Suède.....                                | 141.507      | 714.390    | 141.507       | 714.390    | 2         |       |
| Suisse.....                               | 187.657      | 819.656    | 184.977       | 815.239    | 2.680     |       |
| Syrie.....                                | 246.862      | 444.655    | 245.053       | 443.764    | 1.809     |       |
| Tripoli.....                              | 34.110       | 85.239     | 34.080        | 85.046     | 30        |       |
| Turquie.....                              | 154.909      | 668.014    | 106.678       | 512.799    | 48.231    | 15    |
| Autres pays d'Amérique.....               | 25.404       | 2.726.800  | 25.404        | 2.726.200  | 2         |       |
| Autres pays de l'Extrême Orient.....      | 540.407      | 1.165.451  | 536.035       | 1.164.313  | 4.372     |       |
| Autres pays.....                          | 707.783      | 1.291.222  | 704.213       | 1.288.599  | 3.570     |       |
| VALEUR TOTALE.....                        | 23.104.633   | 58.303.252 | 21.274.378    | 56.412.510 | 1.830.255 | 1.89  |

1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 JUILLET 1919 ET 1920

DE DESTINATION.

(tiennes.)

| EXPORTATION. |            |               |            |             |         | RÉEXPORTATION. |           | TRANSIT.  |           |
|--------------|------------|---------------|------------|-------------|---------|----------------|-----------|-----------|-----------|
| TOTAL.       |            | MARCHANDISES. |            | CIGARETTES. |         |                |           |           |           |
| 1919.        | 1920.      | 1919.         | 1920.      | 1919.       | 1920.   | 1919.          | 1920.     | 1919.     | 1920.     |
| 1.470        | 4.106      | 1.429         | 3.707      | 41          | 399     | 817            | 15.747    | 70.642    | "         |
| 140          | 704.500    | "             | 763.449    | 140         | 1.051   | "              | 5.919     | "         | "         |
| 33.074       | 25.981.399 | 13.512.510    | 25.913.992 | 120.564     | 67.407  | 121.733        | 152.533   | 3.314.895 | 3.797.806 |
| "            | 198.107    | "             | 198.086    | "           | 21      | "              | 1.588     | "         | "         |
| 87.585       | 129.683    | 182.313       | 124.139    | 5.272       | 5.544   | 41.168         | 60.434    | "         | "         |
| 6.507        | 28.906     | 1.692         | 18.622     | 4.815       | 10.284  | 428            | 5.196     | 22.521    | 81.552    |
| 17.597       | 54.580     | 4.047         | 27.932     | 13.552      | 26.648  | 1.112          | 2.051     | "         | "         |
| 20.449       | 32.055     | 19.646        | 31.562     | 803         | 493     | 31.011         | 102.594   | "         | "         |
| 5.094        | 55.593     | 1.544         | 52.282     | 3.550       | 3.311   | 4.033          | 1.207     | "         | "         |
| 10.751       | 220.056    | 5.367         | 207.214    | 5.384       | 12.842  | 825            | 10.117    | "         | "         |
| 109          | 731        | 24            | 361        | 85          | 370     | "              | 28        | "         | "         |
| 687          | 2.046      | 33            | 58         | 654         | 1.988   | 60             | 651       | "         | "         |
| 2.598        | 4.017      | 7             | "          | 2.591       | 4.017   | "              | 2         | "         | "         |
| 13.186       | 9.833      | 1.023         | 594        | 12.163      | 9.239   | 3              | 533       | "         | "         |
| 14.632       | 8.823      | 14.517        | 8.640      | 115         | 183     | 8.897          | 3.810     | "         | "         |
| 53.566       | 810.369    | 351.706       | 795.079    | 1.860       | 15.290  | 177            | 1.677     | "         | "         |
| 43.327       | 25.076.487 | 3.242.862     | 25.074.202 | 465         | 2.285   | 913            | 5.599     | "         | 791.274   |
| 65.760       | 6.433.889  | 3.762.572     | 6.411.930  | 163.188     | 21.959  | 32.563         | 63.454    | "         | "         |
| 54.373       | 4.575      | 63.659        | 3.495      | 714         | 1.080   | 27.283         | 1.866     | "         | "         |
| 54.940       | 251.945    | 354.322       | 251.021    | 618         | 924     | 159.506        | 40.437    | "         | "         |
| 39.443       | 219.384    | "             | 58.443     | 39.443      | 160.941 | 17             | 2.000     | "         | "         |
| 63.053       | 541.969    | 248.288       | 518.934    | 14.765      | 23.035  | 10.462         | 12.471    | "         | 225.826   |
| 58.196       | 2.456.585  | 1.445.583     | 2.454.062  | 12.613      | 2.523   | 15.304         | 60.290    | "         | "         |
| 39.269       | 1.163.832  | 1.037.452     | 1.155.148  | 1.817       | 8.684   | 594            | 711       | "         | "         |
| 1.105        | 2.830      | 166           | 354        | 939         | 2.476   | 516            | 57        | "         | "         |
| 15.454       | 10.697     | 508           | 898        | 14.946      | 9.799   | 100            | 2.000     | "         | "         |
| 36.795       | 362.567    | 363.054       | 353.521    | 73.741      | 9.646   | 971.250        | 336.183   | "         | "         |
| 167          | 1.819      | "             | 1.669      | 167         | 150     | 50             | "         | "         | 37.065    |
| 335          | 1.010      | 335           | 1.008      | "           | 2       | 1.138          | "         | "         | "         |
| 13.208       | 2.547      | 13.208        | 2.547      | "           | "       | 708            | 2.196     | "         | "         |
| 26.518       | 10.867     | 1.670         | 4.701      | 24.848      | 6.166   | 168.723        | 458       | "         | "         |
| 28.480       | 1.260.785  | 874.717       | 1.236.153  | 23.763      | 24.632  | 1.749          | 11.982    | "         | "         |
| 77.815       | 364.389    | 374.331       | 360.388    | 3.484       | 4.001   | 1.059.381      | 220.241   | "         | "         |
| 57.268       | 47.456     | 57.268        | 47.395     | "           | 61      | 9.749          | 6.085     | "         | "         |
| 46.915       | 176.356    | 146.915       | 175.630    | "           | 726     | 330.872        | 127.800   | "         | "         |
| 1.323        | 4.333      | 100           | 1.355      | 1.223       | 2.978   | 62             | 204       | "         | 24.578    |
| 46.221       | 129.082    | 2.540         | 10.019     | 43.681      | 119.063 | 632            | 126       | 5.328     | 11.229    |
| 9.633        | 570.025    | 109.035       | 548.057    | 10.598      | 21.968  | 71.993         | 148.691   | 1.046.464 | 2.458.088 |
| 27.043       | 67.398.233 | 26.184.443    | 66.816.647 | 542.600     | 581.586 | 3.073.829      | 1.407.538 | 4.459.850 | 7.427.418 |

## RÉSUMÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'ÉGYPTE

PAR PAYS DE PROVENANCE

(Valeur en l.)

| PAYS DE PROVENANCE<br>OU DE DESTINATION.  | IMPORTATION. |            |               |            |         |         |
|-------------------------------------------|--------------|------------|---------------|------------|---------|---------|
|                                           | TOTAL.       |            | MARCHANDISES. |            | TABACS. |         |
|                                           | 1919.        | 1920.      | 1919.         | 1920.      | 1919.   | 1920.   |
| Abyssinie.....                            | 4.703        | 4.427      | 4.703         | 4.427      | "       | "       |
| Allemagne.....                            | "            | 148.209    | "             | 148.209    | "       | "       |
| Angleterre.....                           | 1.665.581    | 3.291.925  | 1.658.572     | 3.283.365  | 7.009   | 8.000   |
| Autriche.....                             | "            | 27.883     | "             | 27.883     | "       | "       |
| Possessions anglaises de la Méditerranée  | 28.942       | 29.541     | 28.239        | 28.985     | 703     | "       |
| — en Afrique.....                         | 7.766        | 102.813    | 7.766         | 102.813    | "       | "       |
| — en Extrême Orient                       | 26.682       | 28.328     | 26.682        | 28.328     | "       | "       |
| Arabie.....                               | 4.972        | 12.790     | 4.972         | 12.790     | "       | "       |
| Australie et Nouvelle-Zélande.....        | 145.671      | 292.829    | 145.189       | 292.829    | 482     | "       |
| Belgique.....                             | 323          | 119.194    | 323           | 119.186    | "       | "       |
| Brazil.....                               | 23.064       | 13.237     | 23.064        | 13.237     | "       | "       |
| Canada.....                               | 135          | 14.641     | 135           | 14.641     | "       | "       |
| Chili.....                                | "            | 307.289    | "             | 307.289    | "       | "       |
| Chine.....                                | 118.016      | 110.337    | 20.955        | 24.312     | 97.061  | 86.000  |
| Érythrée.....                             | 3.601        | 2.278      | 3.601         | 2.278      | "       | "       |
| Espagne.....                              | 18.479       | 31.463     | 18.479        | 31.359     | "       | "       |
| États-Unis d'Amérique.....                | 415.503      | 2.153.801  | 413.297       | 2.150.557  | 2.206   | 3.000   |
| France.....                               | 218.586      | 520.431    | 218.586       | 520.390    | "       | "       |
| Possessions françaises de la Méditerranée | 173          | 14.238     | 35            | 14.118     | 138     | "       |
| Grèce.....                                | 185.438      | 207.900    | 32.461        | 36.458     | 152.977 | 171.000 |
| Hollande.....                             | 4.133        | 69.362     | 4.131         | 69.100     | "       | "       |
| Indes anglaises.....                      | 101.318      | 265.740    | 94.323        | 257.924    | 6.995   | 7.000   |
| Italie.....                               | 115.668      | 527.347    | 115.631       | 527.281    | 37      | "       |
| Japon.....                                | 107.143      | 128.806    | 101.545       | 123.148    | 5.598   | 5.000   |
| Maroc.....                                | 2.084        | 4.188      | 2.084         | 4.188      | "       | "       |
| Norvège.....                              | 6.326        | 12.773     | 6.326         | 12.773     | "       | "       |
| Palestine.....                            | 39.285       | 58.048     | 39.172        | 58.048     | 113     | "       |
| Persie.....                               | 5.629        | 10.820     | 711           | 4.816      | 4.918   | 6.000   |
| Russie.....                               | 2.733        | 187.605    | 2.733         | 176.303    | "       | 11.000  |
| Séchie.....                               | 220          | 38.981     | "             | 38.981     | 220     | "       |
| Suede.....                                | 45.966       | 151.355    | 45.966        | 151.355    | "       | "       |
| Suisse.....                               | 35.228       | 138.122    | 34.750        | 137.673    | 478     | "       |
| Syrie.....                                | 75.828       | 40.393     | 75.528        | 40.175     | 300     | "       |
| Tripoli.....                              | 466          | 10.084     | 466           | 10.061     | "       | "       |
| Turquie.....                              | 74.239       | 150.252    | 49.348        | 112.671    | 24.891  | 37.000  |
| Autres pays d'Amérique.....               | 37           | 1.050.367  | 37            | 1.050.367  | "       | "       |
| Autres pays de l'Extrême Orient.....      | 12.086       | 37.709     | 11.741        | 37.413     | 345     | "       |
| Autres pays.....                          | 117.429      | 217.100    | 116.943       | 215.451    | 486     | 1.000   |
| VALEUR TOTALE.....                        | 3.616.453    | 10.532.666 | 3.311.494     | 10.191.182 | 304.959 | 341.000 |

DANT LE MOIS DE JUILLET 1919 ET 1920

DE DESTINATION.

(en tonnes.)

| EXPORTATION. |           |               |           |             |        | RÉEXPORTATION. |         | TRANSIT. |           |
|--------------|-----------|---------------|-----------|-------------|--------|----------------|---------|----------|-----------|
| TOTAL.       |           | MARCHANDISES. |           | CIGARETTES. |        |                |         |          |           |
| 1919.        | 1920.     | 1919.         | 1920.     | 1919.       | 1920.  | 1919.          | 1920.   | 1919.    | 1920.     |
| 300          | 912       | 300           | 904       | "           | 8      | 152            | 4.516   | "        | "         |
| 124          | 11.417    | "             | 11.133    | 124         | 284    | "              | 1.979   | "        | "         |
| 9.793        | 1.537.637 | 2.087.382     | 1.533.648 | 12.411      | 4.589  | 30.101         | 28.918  | 509.060  | 721.630   |
| "            | 60.453    | "             | 60.453    | "           | "      | "              | 317     | "        | "         |
| 2.055        | 54.021    | 14.943        | 53.273    | 1.112       | 748    | 8.667          | 5.730   | "        | "         |
| 818          | 2.925     | 524           | 2.372     | 294         | 553    | 57             | 93      | 22.521   | 81.552    |
| 2.018        | 4.356     | 1.097         | 831       | 921         | 3.535  | 12             | 35      | "        | "         |
| 2.218        | 3.975     | 6.218         | 3.975     | "           | "      | 2.938          | 76.834  | "        | "         |
| 641          | 1.340     | 399           | 946       | 242         | 394    | 1.187          | 310     | "        | "         |
| 955          | 16.878    | "             | 15.329    | 1.955       | 1.549  | 320            | 1.237   | "        | "         |
| 24           | 41        | 24            | "         | "           | 39     | "              | 2       | "        | "         |
| 198          | 245       | 1             | 9         | 197         | 236    | 8              | 19      | "        | "         |
| 130          | 490       | "             | "         | 130         | 490    | "              | "       | "        | "         |
| 614          | 1.994     | 337           | 12        | 2.277       | 1.892  | "              | 119     | "        | "         |
| 179          | 363       | 1.176         | 361       | 3           | 2      | 3.028          | 248     | "        | "         |
| 262          | 14.115    | 105.262       | 12.713    | "           | 1.402  | 3              | 58      | "        | "         |
| 691          | 315.138   | 416.648       | 315.648   | 43          | 90     | 279            | 180     | "        | 310.512   |
| 544          | 295.102   | 225.145       | 291.841   | 4.399       | 3.261  | 6.918          | 8.243   | "        | "         |
| 469          | 164       | 325           | 164       | 144         | "      | 225            | 9       | "        | "         |
| 303          | 38.465    | 37.185        | 38.412    | 118         | 53     | 10.406         | 6.377   | "        | "         |
| 592          | 32.764    | "             | 12.972    | 17.592      | 19.792 | "              | 334     | "        | "         |
| 782          | 90.664    | 75.430        | 86.099    | 1.352       | 4.565  | 841            | 2.714   | "        | "         |
| 739          | 58.622    | 208.843       | 58.654    | 896         | 28     | 11.077         | 11.912  | "        | "         |
| 993          | 20.418    | 321.120       | 20.410    | 873         | 8      | 133            | 111     | "        | "         |
| 73           | 315       | 28            | 36        | 45          | 279    | 62             | 3       | "        | "         |
| 970          | 61        | 208           | 61        | 4.762       | "      | "              | 824     | "        | "         |
| 228          | 27.573    | 40.823        | 25.159    | 16.405      | 2.374  | 119.042        | 45.449  | "        | "         |
| 5            | 577       | "             | 573       | 5           | 4      | 3              | "       | "        | "         |
| 183          | "         | 183           | "         | "           | "      | "              | "       | "        | "         |
| 579          | 1.406     | 579           | 1.406     | "           | "      | "              | 1.376   | "        | "         |
| 278          | 426       | 170           | "         | 3.108       | 436    | 11.488         | "       | "        | "         |
| 286          | 65.016    | 35.399        | 63.493    | 887         | 1.523  | 42             | 778     | "        | "         |
| 472          | 27.925    | 73.053        | 25.240    | 1.419       | 2.695  | 154.953        | 22.996  | "        | "         |
| 525          | 2.378     | 6.525         | 2.378     | "           | "      | 387            | 1.127   | "        | "         |
| 853          | 19.463    | 20.853        | 19.389    | "           | 74     | 45.447         | 20.330  | "        | "         |
| 400          | 1.427     | 2             | 793       | 398         | 634    | 6              | 15      | "        | "         |
| 730          | 22.850    | 1.670         | 687       | 3.060       | 22.163 | 224            | 12      | "        | "         |
| 149          | 42.359    | 13.992        | 41.460    | 3.157       | 899    | 18.450         | 30.774  | 36.826   | 242.255   |
| 173          | 2.774.235 | 3.695.844     | 2.699.636 | 78.329      | 74.599 | 426.456        | 273.979 | 568.407  | 1.361.949 |

## RÉSUMÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'ÉGYPTÉ PAR CATÉGORIES

(DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 JUILLET 1919 ET 1920).

| CATÉGORIES.                                          | PENDANT LE MOIS<br>DE JUILLET. |           |                                   | DU 1 <sup>er</sup> JANV. AU 31 JUILLET |            |                                   |
|------------------------------------------------------|--------------------------------|-----------|-----------------------------------|----------------------------------------|------------|-----------------------------------|
|                                                      | 1920.                          | 1919.     | DIFFÉRENCE<br>entre<br>1920-1919. | 1920.                                  | 1919.      | DIFFÉRENCE<br>entre<br>1920-1919. |
|                                                      | L. E.                          | L. E.     | L. E.                             | L. E.                                  | L. E.      | L. E.                             |
| <b>IMPORTATION.</b>                                  |                                |           |                                   |                                        |            |                                   |
| I. Animaux et produits alimentaires d'animaux        | 138.134                        | 114.611   | - 86.187                          | 1.010.534                              | 1.105.865  | - 195.181                         |
| II. Peaux et ouvrages en peau                        | 175.413                        | 64.704    | + 110.719                         | 900.778                                | 351.966    | + 547.812                         |
| III. Autres produits et débris d'animaux             | 6.097                          | 6.161     | - 165                             | 31.110                                 | 31.568     | - 458                             |
| IV. Céréales, farines et autres produits agricoles   | 1.780.111                      | 157.151   | + 1.622.971                       | 8.937.878                              | 1.110.196  | + 7.727.582                       |
| V. Denrées coloniales et drogues                     | 119.018                        | 140.371   | - 11.353                          | 3.015.978                              | 1.016.734  | + 2.009.244                       |
| VI. Spiritueux, boissons, huiles                     | 694.514                        | 488.165   | + 206.349                         | 3.600.617                              | 1,521.075  | + 2,079.542                       |
| VII. Papier et imprimés                              | 206.119                        | 101.663   | + 104.456                         | 1.174.111                              | 691.391    | + 482.821                         |
| VIII. Bois et charbons                               | 1.154.505                      | 101.519   | + 1,052.986                       | 1,177.900                              | 1,119.816  | + 58.084                          |
| IX. Pierres, terres, vaisselles, verres et cristaux  | 111.060                        | 39.884    | + 71.176                          | 1,013.615                              | 153.117    | + 770.518                         |
| X. Matières tinctoriales et couleurs                 | 71.111                         | 35.117    | + 36.005                          | 519.797                                | 311.711    | + 208.086                         |
| XI. Produits chimiques, médicamenteux, et parfumerie | 545.557                        | 176.111   | + 369.446                         | 1,837.580                              | 1,116.804  | + 720.776                         |
| XII. Industrie textile                               | 1,111.543                      | 1,107.831 | + 3.712                           | 11,014.991                             | 7,111.071  | + 3,903.921                       |
| XIII. Métaux et ouvrages en métal                    | 1,116.871                      | 190.111   | + 926.760                         | 1,911.111                              | 1,719.706  | + 191.405                         |
| XIV. Articles divers                                 | 178.511                        | 76.111    | + 102.400                         | 1,011.611                              | 555.111    | + 456.500                         |
| Tabacs, tombacs et cigares                           | 111.111                        | 101.111   | + 10.000                          | 1,800.711                              | 1,811.111  | - 10.400                          |
| TOTAL du commerce spécial                            | 10,532,666                     | 3,616,653 | + 6,916,013                       | 58,303,212                             | 23,104,633 | + 35,198,619                      |
| Nominaire                                            | 17.111                         | 111       | + 16.000                          | 79.111                                 | 11.111     | + 68.000                          |
| TOTAL GÉNÉRAL                                        | 10,550,103                     | 3,617,764 | + 6,932,339                       | 58,382,269                             | 23,115,744 | + 35,266,525                      |
| <b>EXPORTATION.</b>                                  |                                |           |                                   |                                        |            |                                   |
| I. Animaux et produits alimentaires d'animaux        | 111                            | 1,111     | - 1,000                           | 1,111.511                              | 1,111.111  | + 0.400                           |
| II. Peaux et ouvrages en peau                        | 51.111                         | 101.511   | - 50.400                          | 1,111.878                              | 575.611    | + 536.267                         |
| III. Autres produits et débris d'animaux             | 1,111                          | 1,111     | - 0.000                           | 1,111                                  | 1,111      | - 0.000                           |
| IV. Céréales, farines et autres produits agricoles   | 64.111                         | 90.811    | - 26.700                          | 1,111.511                              | 1,111.111  | + 0.400                           |
| V. Graines de coton                                  | 371.701                        | 1         | + 371.700                         | 1,011.061                              | 1,111.111  | - 100.050                         |
| VI. Sucres et denrées coloniales                     | 150.111                        | 81.111    | + 69.000                          | 778.611                                | 331.663    | + 446.948                         |
| VI. Spiritueux, boissons, huiles                     | 1,111                          | 19.811    | - 18.700                          | 1,111.111                              | 68.758     | + 1,042.353                       |
| VIII. Papier et imprimés                             | 17.611                         | 30.111    | - 12.500                          | 1,111.111                              | 155.611    | + 955.500                         |
| VIII. Bois, travaux en bois, couffes, nattes, etc.   | 3,811                          | 1,111     | + 2.700                           | 1,111                                  | 31.595     | + 30.484                          |
| IX. Pierres, terres, vaisselles, verres et cristaux  | 711                            | 811       | - 100                             | 5,911                                  | 11.111     | + 5.200                           |
| X. Matières tinctoriales et couleurs                 | 1,111                          | 1,111     | - 0.000                           | 1,111                                  | 1,111      | - 0.000                           |
| XI. Produits chimiques, médicamenteux, et parfumerie | 61.111                         | 1,111     | + 60.000                          | 1,111.999                              | 1,111.811  | + 188                             |
| XII. Industrie textile                               | 11.111                         | 1,111     | + 10.000                          | 1,111.111                              | 1,111.111  | - 0.000                           |
| XIII. Coton                                          | 1,811.111                      | 3,111.111 | - 1,300.000                       | 60.599.111                             | 11,597.811 | + 49.001.300                      |
| XIII. Métaux et ouvrages en métal                    | 10.111                         | 5.111     | + 5.000                           | 1,111.111                              | 61.600     | + 1,050.511                       |
| XIV. Articles divers                                 | 1,111                          | 5.111     | - 4.000                           | 81.711                                 | 18.563     | + 63.148                          |
| Cigarettes                                           | 71.599                         | 78.111    | - 6.512                           | 581.586                                | 511.600    | + 69.986                          |
| TOTAL du commerce spécial                            | 2,774.211                      | 3,774.173 | - 999.962                         | 67,398.233                             | 20,727.043 | + 46,671.190                      |
| Nominaire                                            | 111                            | 111       | - 0.000                           | 111                                    | 111        | - 0.000                           |
| TOTAL GÉNÉRAL                                        | 2,774.211                      | 3,774.173 | - 999.962                         | 67,398.300                             | 20,727.154 | + 46,671.146                      |

**RÉSUMÉ DU COMMERCE DE L'ÉGYPTE AVEC LE SOUDAN**  
**PAR CATÉGORIES <sup>(1)</sup> (DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 JUILLET 1919 ET 1920).**

| CATÉGORIES.                                         | PENDANT LE MOIS<br>DE JUILLET. |                |                                   | DU 1 <sup>er</sup> JANV. AU 31 JUILLET |                  |                                   |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------|----------------|-----------------------------------|----------------------------------------|------------------|-----------------------------------|
|                                                     | 1920.                          | 1919.          | différence<br>entre<br>1920-1919. | 1920.                                  | 1919.            | différence<br>entre<br>1920-1919. |
|                                                     | L. E.                          | L. E.          | L. E.                             | L. E.                                  | L. E.            | L. E.                             |
| <b>IMPORTATION.</b>                                 |                                |                |                                   |                                        |                  |                                   |
| I. Animaux et produits alimentaires d'animaux       | 45.137                         | 46.211         | - 1.074                           | 578.868                                | 350.555          | + 228.313                         |
| II. Peaux et ouvrages en peau                       | 3.498                          | 10.919         | - 7.421                           | 86.510                                 | 49.171           | + 37.339                          |
| III. Autres produits et dépouilles d'animaux        | 1.083                          | 1.320          | - 237                             | 14.615                                 | 4.163            | + 10.452                          |
| IV. Céréales, farines et autres produits agricoles  | 7.645                          | 31.940         | - 24.295                          | 617.454                                | 356.390          | + 261.064                         |
| V. Denrées coloniales et drogues                    | 19                             | 907            | - 888                             | 838                                    | 14.878           | - 14.040                          |
| VI. Spiritueux, boissons, huiles                    | 99                             | 267            | - 168                             | 1.988                                  | 146              | + 1.842                           |
| VII. Papier et imprimés                             | 185                            | 10             | + 175                             | 448                                    | 251              | + 197                             |
| VIII. Bois et charbons                              | 5.119                          | 5.393          | - 274                             | 55.309                                 | 26.110           | + 29.199                          |
| IX. Pierres, terres, vaisselles, verres et cristaux | 56                             | 1              | + 55                              | 313                                    | 167              | + 146                             |
| X. Matières tinctoriales et couleurs                | 3.941                          | 2.474          | + 1.467                           | 19.497                                 | 6.003            | + 13.494                          |
| XI. Produits chimiques, médicaux, et parfumerie     | 2.294                          | 17.734         | - 15.440                          | 36.951                                 | 104.935          | - 67.984                          |
| XII. Industrie textile                              | 3.699                          | 6.992          | - 3.293                           | 20.291                                 | 17.889           | + 2.402                           |
| XIII. Métaux et ouvrages en métal                   | 112                            | 840            | - 728                             | 15.791                                 | 5.590            | + 10.201                          |
| XIV. Articles divers                                | 11.071                         | 11.730         | - 659                             | 91.102                                 | 54.747           | + 36.355                          |
| Tabacs                                              | 1.043                          | 200            | + 843                             | 1.898                                  | 7.953            | - 6.055                           |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                | <b>86.136</b>                  | <b>136.938</b> | <b>- 50.802</b>                   | <b>1.569.011</b>                       | <b>978.760</b>   | <b>+ 590.251</b>                  |
| <b>EXPORTATION.</b>                                 |                                |                |                                   |                                        |                  |                                   |
| I. Animaux et produits alimentaires d'animaux       | 2.066                          | 1.409          | + 657                             | 19.227                                 | 11.591           | + 7.636                           |
| II. Peaux et ouvrages en peau                       | 1.359                          | 1.757          | - 398                             | 19.156                                 | 7.959            | + 11.197                          |
| III. Autres produits et dépouilles d'animaux        | 18                             | 72             | - 54                              | 176                                    | 214              | - 38                              |
| IV. Céréales, farines et autres produits agricoles  | 10.731                         | 38.751         | - 28.020                          | 190.221                                | 131.127          | + 59.094                          |
| V. Denrées coloniales et drogues                    | 129.823                        | 31.555         | + 98.268                          | 891.710                                | 414.071          | + 477.639                         |
| VI. Spiritueux, boissons, huiles                    | 4.789                          | 8.161          | - 3.372                           | 84.440                                 | 51.764           | + 32.676                          |
| VII. Papier et imprimés                             | 1.141                          | 1.569          | - 428                             | 10.718                                 | 4.670            | + 6.048                           |
| VIII. Bois et charbons                              | 2.770                          | 604            | + 2.166                           | 25.659                                 | 9.371            | + 16.288                          |
| IX. Pierres, terres, vaisselles, verres et cristaux | 1.921                          | 1.167          | + 754                             | 14.639                                 | 10.925           | + 3.714                           |
| X. Matières tinctoriales et couleurs                | 229                            | 993            | - 764                             | 1.737                                  | 3.427            | - 1.690                           |
| XI. Produits chimiques, médicaux, et parfumerie     | 4.567                          | 3.601          | + 966                             | 39.360                                 | 26.949           | + 12.411                          |
| XII. Industrie textile                              | 73.606                         | 96.062         | - 22.456                          | 673.517                                | 585.299          | + 88.218                          |
| XIII. Métaux et ouvrages en métal                   | 12.570                         | 11.224         | + 1.346                           | 101.810                                | 45.158           | + 56.652                          |
| XIV. Articles divers                                | 16.841                         | 13.839         | + 3.002                           | 176.663                                | 101.048          | + 75.615                          |
| Tabacs                                              | 11.787                         | 11.814         | - 27                              | 136.752                                | 106.486          | + 30.266                          |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                | <b>284.361</b>                 | <b>225.181</b> | <b>+ 59.180</b>                   | <b>2.317.015</b>                       | <b>1.521.369</b> | <b>+ 795.646</b>                  |

(1) Le mouvement commercial entre l'Égypte et le Soudan, indiqué sur ce tableau, n'est pas compris dans les tableaux précédents.

VARIATIONS DES PRIX DU COTON<sup>(1)</sup> À LA BOURSE D'ALEXANDRIE

EXPRIMÉS EN TALARIS ÉGYPTIENS, SOIT 5 FR. 18 OU P. T. 20.

MAI-JUILLET 1920.

| DATE. | MAI.         |                  |               | JUIN.            |               | JUILLET.         |               |                  |
|-------|--------------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------|
|       | MAI<br>1920. | JUILLET<br>1920. | NOV.<br>1920. | JUILLET<br>1920. | NOV.<br>1920. | JUILLET<br>1920. | NOV.<br>1920. | JANVIER<br>1921. |
| 1     | "            | "                | "             | 109.00           | 95.00         | 98.00            | 85.75         | "                |
| 2     | "            | "                | "             | 103.00           | 91.25         | 97.00            | 84.25         | "                |
| 3     | 146.50       | 146.25           | 133.00        | "                | "             | "                | "             | "                |
| 4     | 150.25       | 150.00           | 139.25        | 112.00           | 99.00         | "                | "             | "                |
| 5     | 150.00       | 149.00           | 137.50        | "                | "             | 96.50            | 82.75         | "                |
| 6     | "            | "                | "             | "                | "             | 99.00            | 85.00         | "                |
| 7     | 152.75       | 152.00           | 138.50        | 118.00           | 105.00        | 103.00           | 86.25         | "                |
| 8     | "            | "                | "             | 114.00           | 100.50        | 105.50           | 89.00         | "                |
| 9     | "            | "                | "             | 108.50           | 95.50         | 100.00           | 84.75         | "                |
| 10    | 154.25       | 153.50           | 138.75        | 108.50           | 96.00         | "                | "             | "                |
| 11    | 153.25       | 152.50           | 135.25        | 110.00           | 97.00         | "                | "             | "                |
| 12    | 153.00       | 152.00           | 134.50        | "                | "             | 98.00            | 86.00         | "                |
| 13    | 146.50       | 144.50           | 126.50        | "                | "             | 99.00            | 87.75         | "                |
| 14    | 147.50       | 146.50           | 126.75        | 112.00           | 97.50         | 102.50           | 90.00         | "                |
| 15    | "            | "                | "             | 113.00           | 97.25         | 108.00           | 94.50         | "                |
| 16    | "            | "                | "             | 108.25           | 92.50         | 112.00           | 106.00        | "                |
| 17    | 141.00       | 138.00           | 117.00        | 108.00           | 91.75         | "                | "             | "                |
| 18    | 143.00       | 138.00           | 117.75        | "                | "             | "                | "             | "                |
| 19    | 132.00       | 117.50           | 107.00        | "                | "             | 108.25           | 102.05        | "                |
| 20    | 111.00       | 103.50           | 93.00         | "                | "             | 111.00           | 105.00        | 111.50           |
| 21    | 130.00       | 113.00           | 104.50        | 104.00           | 87.75         | 119.00           | 114.00        | 122.00           |
| 22    | "            | "                | "             | 96.75            | 82.50         | 107.00           | 110.75        | 116.50           |
| 23    | "            | "                | "             | 89.00            | 76.75         | "                | 109.00        | 114.00           |
| 24    | "            | "                | "             | 90.00            | 82.25         | "                | "             | "                |
| 25    | "            | 114.00           | 102.00        | 96.50            | 87.50         | "                | "             | "                |
| 26    | "            | 110.50           | 98.00         | "                | "             | "                | 109.50        | 113.00           |
| 27    | "            | 113.50           | 100.50        | "                | "             | "                | 109.00        | 113.50           |
| 28    | "            | 113.00           | 102.50        | 98.00            | 85.00         | "                | 105.75        | 109.75           |
| 29    | "            | "                | "             | 97.50            | 82.50         | "                | 107.00        | 110.75           |
| 30    | "            | "                | "             | 97.00            | 83.00         | "                | 107.00        | 111.00           |
| 31    | "            | 110.75           | 96.75         | "                | "             | "                | "             | "                |

<sup>(1)</sup> F. G. F. Sakellariadis. Clôture de 1 h. 5 p. m.

VARIATIONS DES PRIX DU COTON<sup>(1)</sup> À LA BOURSE D'ALEXANDRIE

EXPRIMÉS EN TALARIS ÉGYPTIENS, SOIT 5 FR. 18 OU P. T. 20.

AOÛT-OCTOBRE 1920.

| DATE. | AOÛT.             |                  | SEPTEMBRE.        |                  | OCTOBRE.          |                  |               |
|-------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|---------------|
|       | NOVEMBRE<br>1920. | JANVIER<br>1921. | NOVEMBRE<br>1920. | JANVIER<br>1921. | NOVEMBRE<br>1920. | JANVIER<br>1921. | MARS<br>1921. |
| 1     | "                 | "                | 98.00             | 104.25           | 76.75             | 77.50            | "             |
| 2     | 104.00            | 110.00           | 91.25             | 101.25           | 76.75             | 78.00            | "             |
| 3     | 109.00            | 115.75           | 94.50             | 99.75            | "                 | "                | "             |
| 4     | 107.00            | 113.50           | "                 | "                | 74.00             | 75.75            | "             |
| 5     | 106.25            | 112.75           | "                 | "                | 70.75             | 71.75            | "             |
| 6     | 107.25            | 114.00           | 90.00             | 95.00            | 70.50             | 71.50            | "             |
| 7     | "                 | "                | 93.25             | 97.75            | 73.50             | 74.50            | "             |
| 8     | "                 | "                | 94.50             | 98.75            | 70.00             | 71.25            | "             |
| 9     | 113.25            | 119.50           | 90.75             | 94.50            | "                 | "                | "             |
| 10    | 118.50            | 125.75           | 91.25             | 94.75            | "                 | "                | "             |
| 11    | 115.00            | 121.75           | "                 | "                | 66.75             | 67.75            | "             |
| 12    | 113.25            | 120.00           | "                 | "                | 62.75             | 63.75            | "             |
| 13    | 115.50            | 121.50           | "                 | "                | 59.75             | 60.25            | "             |
| 14    | "                 | "                | "                 | "                | 63.50             | 65.00            | "             |
| 15    | "                 | "                | 88.25             | 91.50            | 59.00             | 60.25            | "             |
| 16    | 111.00            | 115.75           | 87.50             | 90.00            | 61.00             | 62.50            | "             |
| 17    | 106.50            | 111.50           | 88.10             | 91.25            | "                 | "                | "             |
| 18    | 103.75            | 108.75           | "                 | "                | 56.50             | 57.25            | "             |
| 19    | 102.75            | 107.50           | "                 | "                | 56.00             | 56.50            | "             |
| 20    | 94.00             | 98.50            | 85.25             | 87.50            | 63.00             | 64.25            | 65.00         |
| 21    | "                 | "                | 81.25             | 82.75            | 60.00             | 61.25            | 62.25         |
| 22    | "                 | "                | "                 | "                | 59.50             | 60.00            | 60.50         |
| 23    | 97.50             | 102.50           | 80.25             | 82.25            | 66.75             | 66.00            | 67.00         |
| 24    | 94.25             | 99.75            | 82.10             | 84.25            | "                 | "                | "             |
| 25    | "                 | "                | "                 | "                | 71.50             | 70.75            | 71.25         |
| 26    | 95.00             | 100.25           | "                 | "                | 67.00             | 66.25            | 67.25         |
| 27    | 100.00            | 105.50           | 78.25             | 79.75            | 64.00             | 63.50            | 63.75         |
| 28    | "                 | "                | 71.00             | 72.25            | 66.50             | 66.50            | 67.00         |
| 29    | "                 | "                | 74.25             | 75.00            | 68.25             | 68.00            | 68.00         |
| 30    | 106.25            | 112.00           | 75.00             | 76.00            | 66.25             | 65.25            | 65.25         |
| 31    | 94.50             | 100.00           | "                 | "                | "                 | "                | "             |

(1) F. G. F. Sakellariadis. Clôture de 1 h. 5 p. m.

GRAINES DE COTON<sup>(1)</sup>.

COTATIONS JOURNALIÈRES À LA BOURSE D'ALEXANDRIE.

MAI-JUIN 1920.

| DATE. | MAI.         |               |                  |                              | JUIN.         |                  |               |                              |
|-------|--------------|---------------|------------------|------------------------------|---------------|------------------|---------------|------------------------------|
|       | MAI<br>1920. | JUIN<br>1920. | JUILLET<br>1920. | NOV.-<br>JANV.<br>1920-1921. | JUIN<br>1920. | JUILLET<br>1920. | AOÛT<br>1920. | NOV.-<br>JANV.<br>1920-1921. |
| 1     | "            | "             | "                | "                            | 165 "         | 171.5            | "             | 199 "                        |
| 2     | "            | "             | "                | "                            | 154.5         | 163 "            | "             | 190 "                        |
| 3     | 205 "        | 210.5         | "                | 219.5                        | "             | "                | "             | "                            |
| 4     | 219 "        | 222.5         | "                | 227 "                        | 160 "         | 167.5            | "             | 194 "                        |
| 5     | 211 "        | 213.5         | "                | 222.5                        | "             | "                | "             | "                            |
| 6     | "            | "             | "                | "                            | "             | "                | "             | "                            |
| 7     | 210 "        | 211 "         | "                | 222 "                        | 155 "         | 162.5            | "             | 194 "                        |
| 8     | "            | "             | "                | "                            | 149.5         | 155 "            | "             | 183.5                        |
| 9     | "            | "             | "                | "                            | 143 "         | 148 "            | "             | 173 "                        |
| 10    | 202 "        | 206.5         | "                | 215.5                        | 150.5         | 156 "            | "             | 174 "                        |
| 11    | 200 "        | 205.5         | "                | 220 "                        | 145.5         | 152 "            | 157.5         | 172 "                        |
| 12    | 206.5        | 211.5         | "                | 227 "                        | "             | "                | "             | "                            |
| 13    | 201 "        | 206 "         | 210 "            | 225 "                        | "             | "                | "             | "                            |
| 14    | 202 "        | 206 "         | 210 "            | 224 "                        | 143.5         | 148.5            | 154 "         | 168 "                        |
| 15    | "            | "             | "                | "                            | 147 "         | 150.5            | 156 "         | 167 "                        |
| 16    | "            | "             | "                | "                            | 143.5         | 147.5            | 152.5         | 167 "                        |
| 17    | 190 "        | 195 "         | 200 "            | 212 "                        | 140.5         | 143.5            | 147.5         | 164 "                        |
| 18    | 183 "        | 190.5         | 194.5            | 212 "                        | "             | "                | "             | "                            |
| 19    | 179 "        | 189.5         | 195 "            | 205 "                        | "             | "                | "             | "                            |
| 20    | 175 "        | 185 "         | 191 "            | 204 "                        | "             | "                | "             | "                            |
| 21    | 184.5        | 194.5         | 200.5            | 207 "                        | 145 "         | 148 "            | 151.5         | 167 "                        |
| 22    | "            | "             | "                | "                            | 157 "         | 154 "            | 156.5         | 168.5                        |
| 23    | "            | "             | "                | "                            | "             | 147.5            | 150.5         | 163 "                        |
| 24    | "            | "             | "                | "                            | "             | 147.5            | 150 "         | 163 "                        |
| 25    | "            | 188.5         | 195.5            | 216 "                        | "             | 153.5            | 156.5         | 170 "                        |
| 26    | "            | 184 "         | 190.5            | 215 "                        | "             | "                | "             | "                            |
| 27    | "            | 185.5         | 191.5            | 208 "                        | "             | "                | "             | "                            |
| 28    | "            | 182.5         | 188 "            | 208 "                        | "             | 152 "            | 154 "         | 163 "                        |
| 29    | "            | "             | "                | "                            | "             | 154.5            | 157 "         | 167.5                        |
| 30    | "            | "             | "                | "                            | "             | 158 "            | 161 "         | 171 "                        |
| 31    | "            | 173 "         | 179 "            | 203 "                        | "             | "                | "             | "                            |

(1) Clôture de 1 h. 5 p. m.

GRAINES DE COTON<sup>(1)</sup>.

COTATIONS JOURNALIÈRES À LA BOURSE D'ALEXANDRIE.

JUILLET-OCTOBRE 1920.

| DATE. | JUILLET.         |               |                          | AOÛT.         |                          | SEPTEM.                  | OCTOBRE.                 |                         |                |
|-------|------------------|---------------|--------------------------|---------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------|
|       | JUILLET<br>1920. | AOÛT<br>1920. | NOV.-JANV.<br>1920-1921. | AOÛT<br>1920. | NOV.-JANV.<br>1920-1921. | NOV.-JANV.<br>1920-1921. | NOV.-JANV.<br>1920-1921. | FÉV.-MARS<br>1920-1921. | AVRIL<br>1921. |
| 1     | 159 "            | 162 "         | 173 "                    | "             | "                        | 202 "                    | 188 "                    | "                       | "              |
| 2     | 158 "            | 161 "         | 173 "                    | 143.5         | 171.5                    | 198.5                    | 189 "                    | "                       | "              |
| 3     | "                | "             | "                        | 148.5         | 178 "                    | 199.5                    | "                        | "                       | "              |
| 4     | "                | "             | "                        | 146.5         | 176 "                    | "                        | 193 "                    | "                       | "              |
| 5     | 159 "            | 160 "         | 173 "                    | 150.5         | 177 "                    | "                        | 191 "                    | "                       | "              |
| 6     | 162 "            | 161.5         | 175 "                    | 151 "         | 177 "                    | 196.5                    | 186 "                    | "                       | "              |
| 7     | 151 "            | 152 "         | 167.5                    | "             | "                        | 195.5                    | 187.5                    | "                       | "              |
| 8     | 155 "            | 156 "         | 172.5                    | "             | "                        | 192.5                    | 184.5                    | "                       | "              |
| 9     | 158 "            | 150.5         | 166.5                    | 152 "         | 179 "                    | 186 "                    | "                        | "                       | "              |
| 10    | "                | "             | "                        | 157.5         | 183 "                    | 185.5                    | "                        | "                       | "              |
| 11    | "                | "             | "                        | 162 "         | 188.5                    | "                        | 192 "                    | "                       | "              |
| 12    | 147 "            | 147.5         | 165 "                    | 167 "         | 193 "                    | "                        | 178.5                    | "                       | "              |
| 13    | 141 "            | 144.5         | 162 "                    | 168 "         | 197.5                    | "                        | 170.5                    | "                       | "              |
| 14    | 139.5            | 141.5         | 161.5                    | "             | "                        | "                        | 168.3                    | "                       | "              |
| 15    | 135 "            | 137 "         | 158.5                    | "             | "                        | 184.2                    | 161 "                    | "                       | "              |
| 16    | 143 "            | 145 "         | 169 "                    | 163 "         | 194 "                    | 184 "                    | 164 "                    | "                       | "              |
| 17    | "                | "             | "                        | 164 "         | 198 "                    | 193.5                    | "                        | "                       | "              |
| 18    | "                | "             | "                        | 165 "         | 193 "                    | "                        | 162 "                    | "                       | "              |
| 19    | 137 "            | 138.5         | 164 "                    | 170.5         | 203.5                    | "                        | 163.5                    | "                       | "              |
| 20    | 135.5            | 137.5         | 162.5                    | 177 "         | 200 "                    | 193.5                    | 174 "                    | "                       | "              |
| 21    | 134 "            | 141 "         | 170 "                    | "             | "                        | 196.5                    | 179.5                    | "                       | "              |
| 22    | 124 "            | 136.5         | 165 "                    | "             | "                        | "                        | 183 "                    | "                       | "              |
| 23    | "                | 140 "         | 170 "                    | 188 "         | 212 "                    | 201 "                    | 187 "                    | "                       | "              |
| 24    | "                | "             | "                        | "             | 213.5                    | 195.5                    | "                        | "                       | "              |
| 25    | "                | "             | "                        | "             | "                        | "                        | 192.5                    | 195 "                   | 197 "          |
| 26    | "                | 141.5         | 170 "                    | "             | 216 "                    | "                        | 191 "                    | 192 "                   | 195.5          |
| 27    | "                | 146.5         | 177 "                    | "             | 215.5                    | 194 "                    | 180 "                    | 179 "                   | 181 "          |
| 28    | "                | 156.5         | 178.5                    | "             | "                        | 187 "                    | 180 "                    | 180 "                   | 182 "          |
| 29    | "                | 158.5         | 177 "                    | "             | "                        | 184.5                    | 177 "                    | 179.5                   | 184 "          |
| 30    | "                | 151.5         | 175 "                    | "             | 212 "                    | 189.5                    | 170 "                    | 173 "                   | 177 "          |
| 31    | "                | "             | "                        | "             | 196 "                    | "                        | "                        | "                       | "              |

<sup>(1)</sup> Clôture de 1 h. 5 p.m.

## SITUATION MENSUELLE DE LA NATIONAL BANK OF EGYPT.

JANVIER-JUIN 1920.

## ACTIF.

## MOIS

|                                                                    | JANVIER.   | FÉVRIER.   | MARS.      | AVRIL.     | MAL.       | JUIN.      |
|--------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
|                                                                    | L. E.      | L. E.      | L. E.      | L. E.      | L. E.      | L. E.      |
| Titres d'État et titres garantis par le Gouvernement égyptien..... | 15.492.734 | 15.562.841 | 19.322.247 | 20.619.355 | 19.745.975 | 17.685.927 |
| Titres divers.....                                                 | 283.915    | 283.642    | 342.440    | 281.073    | 233.570    | 230.870    |
| Avances sur marchandises.....                                      | 4.618.722  | 2.926.362  | 1.985.786  | 2.130.945  | 1.184.261  | 1.111.473  |
| Avances sur titres.....                                            | 1.788.875  | 1.571.613  | 1.331.922  | 1.561.269  | 1.489.114  | 1.309.556  |
| Avances sur d'autres garanties.....                                | 317.990    | 938.299    | 1.477.627  | 1.489.932  | 1.777.663  | 1.707.663  |
| Autres avances.....                                                | 503.581    | 445.333    | 1.241.372  | 1.126.328  | 958.629    | 887.905    |
| Effets sur l'étranger.....                                         | 10.140.395 | 12.083.951 | 10.286.813 | 5.746.402  | 3.410.274  | 2.762.401  |
| Effets sur l'Égypte.....                                           | 71.627     | 83.793     | 196.866    | 201.129    | 208.698    | 225.572    |
| Immeubles et mobilier.....                                         | 225.809    | 225.918    | 226.056    | 227.791    | 228.150    | 228.364    |
| Placements à courte échéance.....                                  | 1.457.625  | 2.301.000  | 931.125    | 1.165.125  | 1.472.250  | 1.284.075  |
| Comptes banques.....                                               | 1.169.155  | 1.084.530  | 1.009.613  | 970.447    | 979.871    | 1.001.804  |
| Gouvernement du Soudan.....                                        | "          | "          | "          | "          | 25.351     | 230.586    |
| Comptes divers.....                                                | 235.738    | 208.025    | 284.651    | 304.197    | 338.635    | 391.295    |
| Encaisse :                                                         |            |            |            |            |            |            |
| Or.....                                                            | 22.298     | 22.897     | 21.958     | 22.065     | 22.656     | 23.852     |
| Argent et nickel.....                                              | 415.143    | 415.981    | 423.732    | 573.308    | 564.726    | 598.475    |
| Billets de banque.....                                             | 2.698.994  | 2.290.902  | 1.917.135  | 2.022.008  | 1.962.000  | 1.705.919  |

|                                                                    | JANVIER.   | FÉVRIER.   | MARS.      | AVRIL.     | MAI.       | JUN.       |
|--------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
|                                                                    | L. E.      | L. E.      | L. E.      | L. E.      | L. E.      | L. E.      |
| Capital 300.000 actions de £ 10 chacune entièrement libérées ..... | 2.925.000  | 2.925.000  | 2.925.000  | 2.925.000  | 2.925.000  | 2.925.000  |
| Fonds de réserve :                                                 |            |            |            |            |            |            |
| Réserve statutaire .....                                           | 1.462.500  | 1.462.500  | 1.462.500  | 1.462.500  | 1.462.500  | 1.462.500  |
| Fonds de prévoyance .....                                          | 487.500    | 487.500    | 487.500    | 487.500    | 487.500    | 487.500    |
| Comptes courants, dépôts et autres .....                           | 18.182.400 | 19.685.563 | 20.242.403 | 18.665.686 | 18.731.793 | 18.151.059 |
| Tribunaux mixtes .....                                             | 2.505.929  | 2.645.633  | 2.674.759  | 2.551.011  | 2.477.907  | 2.352.364  |
| Gouvernement égyptien .....                                        | 9.808.809  | 9.375.372  | 9.498.323  | 9.182.534  | 6.035.915  | 2.459.207  |
| Gouvernement du Soudan .....                                       | 97.839     | 357.874    | 121.091    | 24.302     | "          | "          |
| Comptes banques .....                                              | 2.587.123  | 1.492.359  | 1.162.798  | 1.149.148  | 700.503    | 1.291.371  |
| Chèques et effets à payer .....                                    | 310.783    | 941.918    | 1.371.601  | 1.133.899  | 916.518    | 1.067.486  |
| Comptes divers .....                                               | 984.618    | 1.071.528  | 1.053.568  | 859.795    | 863.927    | 1.204.550  |
| Totaux .....                                                       | 39.442.501 | 40.445.147 | 40.999.343 | 38.441.375 | 34.601.563 | 31.401.037 |
| SERVICE D'ÉMISSION DES BILLETS DE BANQUE.                          |            |            |            |            |            |            |
|                                                                    | ACHET.     |            |            |            |            |            |
| Or .....                                                           | 3.333.190  | 3.333.190  | 3.333.190  | 3.333.190  | 3.333.190  | 3.333.190  |
| Bons du Trésor du Gov. britannique (1) .....                       | 28.816.810 | 27.166.810 | 25.566.810 | 24.366.810 | 22.616.810 | 20.716.810 |
| Titres du Gov. égypt. et titres garantis par le Gov. égypt. .....  | 435.966    | 436.809    | 436.809    | 436.809    | 433.359    | 432.794    |
| Bons du Trésor et National War Bonds du Gov. britannique .....     | 31.713.034 | 30.063.191 | 28.463.191 | 27.263.191 | 25.516.641 | 23.617.205 |
| Totaux .....                                                       | 64.306.000 | 61.000.000 | 57.800.000 | 55.400.000 | 51.900.000 | 48.100.000 |
| PASSE.                                                             |            |            |            |            |            |            |
| Billets émis .....                                                 | 64.300.000 | 61.000.000 | 57.800.000 | 55.400.000 | 51.900.000 | 48.100.000 |
| Totaux .....                                                       | 64.300.000 | 61.000.000 | 57.800.000 | 55.400.000 | 51.900.000 | 48.100.000 |

(1) Par autorisation du Gouvernement égyptien, les bons du Trésor du Gouvernement britannique tiennent lieu d'or (voir Journal officiel du 30 octobre 1916, n° 93).

## SITUATION MENSUELLE DES PRÊTS DE L'AGRICULTURAL BANK OF EGYPT.

JANVIER-AOÛT 1917-1920.

|                         | JANVIER.  |  | FÉVRIER.  |  | MARS.     |  | AVRIL.    |  | MAY.      |  | JUIN.     |  | JUILLET.  |  | AOÛT.     |  |
|-------------------------|-----------|--|-----------|--|-----------|--|-----------|--|-----------|--|-----------|--|-----------|--|-----------|--|
|                         | L. E.     |  | L. E.     |  | L. E.     |  | L. E.     |  | L. E.     |  | L. E.     |  | L. E.     |  | L. E.     |  |
| Prêts existants :       |           |  |           |  |           |  |           |  |           |  |           |  |           |  |           |  |
| Prêts à court terme sur |           |  |           |  |           |  |           |  |           |  |           |  |           |  |           |  |
| signature.....          | 1.350     |  | 1.939     |  | 2.752     |  | 4.113     |  | 5.217     |  | 5.794     |  | 6.390     |  | 6.638     |  |
|                         | 1.314     |  | 2.330     |  | 3.163     |  | 3.940     |  | 4.808     |  | 5.968     |  | 6.106     |  | 6.257     |  |
|                         | 939       |  | 939       |  | 1.875     |  | 2.007     |  | 2.211     |  | 2.566     |  | 2.906     |  | 3.106     |  |
|                         | 1.673     |  | 1.963     |  | 3.395     |  | 4.411     |  | 7.128     |  | 8.240     |  | 10.795    |  | 13.424    |  |
| Prêts hypothécaires...  | 4.540.778 |  | 4.545.733 |  | 4.541.294 |  | 4.540.875 |  | 4.534.110 |  | 4.531.117 |  | 4.517.154 |  | 4.516.853 |  |
|                         | 4.178.566 |  | 4.183.668 |  | 4.174.460 |  | 4.165.635 |  | 4.155.045 |  | 4.147.361 |  | 4.136.986 |  | 4.133.292 |  |
|                         | 3.824.347 |  | 3.824.347 |  | 3.817.106 |  | 3.813.990 |  | 3.809.409 |  | 3.806.439 |  | 3.795.877 |  | 3.793.035 |  |
|                         | 3.480.679 |  | 3.483.039 |  | 3.474.618 |  | 3.474.682 |  | 3.463.227 |  | 3.476.340 |  | 3.468.490 |  | 3.469.904 |  |
|                         | 4.542.128 |  | 4.547.672 |  | 4.544.046 |  | 4.544.988 |  | 4.539.327 |  | 4.536.911 |  | 4.523.544 |  | 4.522.491 |  |
| TOTAL.....              | 4.179.880 |  | 4.185.998 |  | 4.177.623 |  | 4.169.575 |  | 4.159.853 |  | 4.153.329 |  | 4.143.092 |  | 4.129.549 |  |
|                         | 3.825.286 |  | 3.825.286 |  | 3.818.981 |  | 3.816.557 |  | 3.811.620 |  | 3.809.005 |  | 3.798.783 |  | 3.796.201 |  |
|                         | 3.482.352 |  | 3.485.002 |  | 3.478.013 |  | 3.479.093 |  | 3.470.455 |  | 3.484.580 |  | 3.479.285 |  | 3.482.328 |  |
| Échéances :             |           |  |           |  |           |  |           |  |           |  |           |  |           |  |           |  |
| 1917.....               | 820.192   |  | "         |  | "         |  | 1.860     |  | 10.667    |  | 17.044    |  | 39.446    |  | 39.446    |  |
| 1918.....               | 702.019   |  | "         |  | "         |  | 1.689     |  | 8.342     |  | 12.830    |  | 30.773    |  | 30.773    |  |
| 1919.....               | 628.869   |  | "         |  | "         |  | 1.526     |  | 7.135     |  | 10.602    |  | 26.397    |  | 26.397    |  |
| 1920.....               | 590.920   |  | "         |  | "         |  | 1.452     |  | 6.728     |  | 9.994     |  | 24.976    |  | 24.976    |  |
| 1917.....               | "         |  | 702.522   |  | 704.876   |  | 700.671   |  | 692.074   |  | 685.305   |  | 662.665   |  | 662.581   |  |
| 1918.....               | "         |  | 631.361   |  | 631.256   |  | 629.069   |  | 621.561   |  | 616.669   |  | 598.362   |  | 598.138   |  |

## Perceptions :

|                        | 1920..... | 1917..... | 1918..... | 1919..... | 1920..... |
|------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Arriérés au 31 janv... | 590.920   | 1.299.186 | 817.254   | 403.786   | 151.326   |
|                        | 565.843   | 817.254   | 403.786   | 151.326   | 83.724    |
|                        | 566.012   | 817.254   | 403.786   | 151.326   | 83.724    |
|                        | 566.567   | 817.254   | 403.786   | 151.326   | 83.724    |
|                        | 494.540   | 817.254   | 403.786   | 151.326   | 83.724    |
|                        | 568.697   | 817.254   | 403.786   | 151.326   | 83.724    |
|                        | 570.806   | 817.254   | 403.786   | 151.326   | 83.724    |
|                        | 572.495   | 817.254   | 403.786   | 151.326   | 83.724    |
| Restant .....          | 697.483   | 796.886   | 755.833   | 729.880   | 676.789   |
|                        | 331.761   | 383.790   | 357.469   | 327.752   | 280.639   |
|                        | 102.924   | 138.109   | 129.008   | 126.474   | 117.616   |
|                        | 44.970    | 76.451    | 64.253    | 60.996    | 55.583    |
|                        | 511.703   | 20.368    | 61.421    | 87.374    | 140.465   |
|                        | 485.493   | 19.996    | 46.317    | 76.034    | 123.147   |
|                        | 300.862   | 13.217    | 22.318    | 24.852    | 33.710    |
|                        | 106.347   | 7.273     | 19.471    | 22.728    | 28.141    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           | 180.494   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 52.650    |
|                        |           |           |           |           | 654.352   |
|                        |           |           |           |           | 636.760   |
|                        |           |           |           |           | 239.744   |
|                        |           |           |           |           | 106.525   |
|                        |           |           |           |           | 50.949    |
|                        |           |           |           |           | 162.902   |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 31.074    |
|                        |           |           |           |           | 32.775    |
|                        |           |           |           |           | 44.801    |
|                        |           |           |           |           | 38.992    |
|                        |           |           |           |           | 144.615   |
|                        |           |           |           |           | 164.642   |
|                        |           |           |           |           |           |



| DÉSIGNATION.                                            | MAI 1920.             |                                            |           | JUIN 1920.            |                                            |           |
|---------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------|-----------|-----------------------|--------------------------------------------|-----------|
|                                                         | DURANT<br>LE<br>MOIS. | MOIS PRÉCÉDENTS<br>DE<br>L'ANNÉE EN COURS. | TOTAUX.   | DURANT<br>LE<br>MOIS. | MOIS PRÉCÉDENTS<br>DE<br>L'ANNÉE EN COURS. | TOTAUX.   |
| Nombre des comptes                                      |                       |                                            |           |                       |                                            |           |
| { ouverts.....                                          | 1.464                 | 8.146                                      | 9.610     | 1.274                 | 9.610                                      | 10.884    |
| { liquides.....                                         | 179                   | 16.023                                     | 16.202    | 138                   | 16.202                                     | 16.340    |
| { Excédent....                                          | 1.285                 | — 7.877                                    | — 6.592   | — 1.136               | — 6.592                                    | — 5.456   |
| { restant ouverts à<br>{ fin 1919.....                  | "                     | "                                          | 224.759   | "                     | "                                          | 224.759   |
| { Excédent....                                          | "                     | "                                          | 218.167   | "                     | "                                          | 219.303   |
| Versements.....                                         | 11.424                | 58.116                                     | 69.540    | 9.454                 | 69.540                                     | 78.994    |
| { Nombre.....                                           | 74.785                | 383.518                                    | 458.303   | 75.096                | 458.303                                    | 533.399   |
| { Montant..... L.E.                                     |                       |                                            |           |                       |                                            |           |
| Remboursements                                          | 7.174                 | 29.045                                     | 36.219    | 7.283                 | 36.219                                     | 43.502    |
| { Nombre.....                                           | 78.025                | 326.308                                    | 404.333   | 75.896                | 404.333                                    | 480.229   |
| { Montant..... L.E.                                     |                       |                                            |           |                       |                                            |           |
| des versements sur<br>les rembourse-<br>ments..... L.E. | — 3.240               | 57.210                                     | 53.970    | — 800                 | 53.970                                     | 53.170    |
| au crédit des dé-<br>posants à fin<br>1919..... L.E.    | "                     | "                                          | 1.052.255 | "                     | "                                          | 1.052.255 |
| Excédent                                                | "                     | "                                          | 1.106.225 | "                     | "                                          | 1.105.425 |
| { Solde au crédit des<br>{ déposants. L.E.              |                       |                                            |           |                       |                                            |           |



|              | 27 | JANV.  | FÉV.  | MARS   | AVRIL  | MAI    | JUIN   | JUILLET | AOÛT   | SEPT.  | OCT.   | NOV.   | DÉC.   | ANNÉE  |
|--------------|----|--------|-------|--------|--------|--------|--------|---------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
|              | 27 | 149.00 | 92.00 | 185.10 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01  | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 |
|              | 5  | 133.00 | 85.00 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01  | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 |
|              | 12 | 160.00 | 87.00 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01  | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 |
| Mars.....    | 19 | 159.00 | 83.00 | 166.99 | 166.99 | 166.99 | 166.99 | 166.99  | 166.99 | 166.99 | 166.99 | 166.99 | 166.99 | 166.99 |
|              | 25 | 155.00 | 82.00 | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98  | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98 |
|              | 1  | 154.00 | 82.00 | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98  | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98 |
|              | 8  | 154.00 | 85.00 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01  | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 |
| Avril.....   | 16 | 154.00 | 85.00 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01  | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 | 171.01 |
|              | 23 | 154.00 | 84.00 | 169.00 | 169.00 | 169.00 | 169.00 | 169.00  | 169.00 | 169.00 | 169.00 | 169.00 | 169.00 | 169.00 |
|              | 30 | 147.00 | 83.00 | 166.99 | 166.99 | 166.99 | 166.99 | 166.99  | 166.99 | 166.99 | 166.99 | 166.99 | 166.99 | 166.99 |
|              | 7  | 153.00 | 85.50 | 172.02 | 172.02 | 172.02 | 172.02 | 172.02  | 172.02 | 172.02 | 172.02 | 172.02 | 172.02 | 172.02 |
|              | 14 | 151.00 | 82.00 | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98  | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98 | 164.98 |
| Mai.....     | 21 | 147.88 | 73.50 | 147.88 | 147.88 | 147.88 | 147.88 | 147.88  | 147.88 | 147.88 | 147.88 | 147.88 | 147.88 | 147.88 |
|              | 28 | 117.00 | 74.00 | 158.88 | 158.88 | 158.88 | 158.88 | 158.88  | 158.88 | 158.88 | 158.88 | 158.88 | 158.88 | 158.88 |
|              | 4  | 116.00 | 72.50 | 145.87 | 145.87 | 145.87 | 145.87 | 145.87  | 145.87 | 145.87 | 145.87 | 145.87 | 145.87 | 145.87 |
|              | 11 | 112.00 | 70.50 | 141.84 | 141.84 | 141.84 | 141.84 | 141.84  | 141.84 | 141.84 | 141.84 | 141.84 | 141.84 | 141.84 |
| Juin.....    | 17 | 110.00 | 66.50 | 133.79 | 133.79 | 133.79 | 133.79 | 133.79  | 133.79 | 133.79 | 133.79 | 133.79 | 133.79 | 133.79 |
|              | 25 | 96.00  | 61.50 | 123.73 | 123.73 | 123.73 | 123.73 | 123.73  | 123.73 | 123.73 | 123.73 | 123.73 | 123.73 | 123.73 |
|              | 2  | 94.00  | 60.50 | 121.72 | 121.72 | 121.72 | 121.72 | 121.72  | 121.72 | 121.72 | 121.72 | 121.72 | 121.72 | 121.72 |
|              | 9  | 94.00  | 60.50 | 121.72 | 121.72 | 121.72 | 121.72 | 121.72  | 121.72 | 121.72 | 121.72 | 121.72 | 121.72 | 121.72 |
| Juillet..... | 16 | 107.00 | 62.50 | 125.75 | 125.75 | 125.75 | 125.75 | 125.75  | 125.75 | 125.75 | 125.75 | 125.75 | 125.75 | 125.75 |
|              | 23 | 113.00 | 64.50 | 129.77 | 129.77 | 129.77 | 129.77 | 129.77  | 129.77 | 129.77 | 129.77 | 129.77 | 129.77 | 129.77 |
|              | 30 | 123.00 | 65.50 | 131.78 | 131.78 | 131.78 | 131.78 | 131.78  | 131.78 | 131.78 | 131.78 | 131.78 | 131.78 | 131.78 |
|              | 6  | 123.00 | 66.00 | 132.79 | 132.79 | 132.79 | 132.79 | 132.79  | 132.79 | 132.79 | 132.79 | 132.79 | 132.79 | 132.79 |
|              | 13 | 127.00 | 68.00 | 136.81 | 136.81 | 136.81 | 136.81 | 136.81  | 136.81 | 136.81 | 136.81 | 136.81 | 136.81 | 136.81 |
| Août.....    | 20 | 119.00 | 66.00 | 132.79 | 132.79 | 132.79 | 132.79 | 132.79  | 132.79 | 132.79 | 132.79 | 132.79 | 132.79 | 132.79 |
|              | 27 | 119.00 | 64.66 | 130.09 | 130.09 | 130.09 | 130.09 | 130.09  | 130.09 | 130.09 | 130.09 | 130.09 | 130.09 | 130.09 |

(1) 1 castor égyptien = 99 livres anglaises 043, ou 44 kilogr. 928. — (2) 1 livre anglaise = 453 gr. 592. — (3) 1 talari = 5 fr. 48. — (4) 1 penny = 3 millèmes 065. — (5) 1 cent = 0 penny 493.

INDEX NUMBERS DES PRIX DU GROS  
DANS LES VILLES DU CAIRE ET D'ALEXANDRIE  
POUR LE MOIS D'AOUT 1917-1920<sup>(1)</sup>.

| PRODUITS.                            | CAIRE. |       |       |       | ALEXANDRIE. |       |       |       |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|-------|-------------|-------|-------|-------|
|                                      | 1917.  | 1918. | 1919. | 1920. | 1917.       | 1918. | 1919. | 1920. |
| Blé.....                             | 194    | 221   | 247   | 248   | 191         | 226   | 253   | "     |
| Fèves.....                           | 174    | 170   | 247   | 342   | 162         | 178   | 251   | 348   |
| Lentilles (entières).....            | 146    | 167   | 230   | 248   | 147         | 173   | 242   | 315   |
| — (concassées).....                  | 134    | 151   | 230   | 260   | 147         | 145   | 238   | 293   |
| Orge.....                            | 133    | 180   | 222   | 255   | 155         | 193   | 238   | 263   |
| Mais.....                            | 149    | 166   | 207   | 233   | 167         | 187   | 238   | 217   |
| Sorgho.....                          | "      | 167   | 207   | 226   | 114         | 170   | "     | "     |
| Helbé (fenugrec).....                | 307    | 238   | 249   | 293   | 323         | 240   | 240   | 285   |
| Sésame.....                          | "      | 327   | "     | 244   | 190         | 254   | 218   | 244   |
| Sucre.....                           | 155    | 294   | 294   | 388   | 154         | 308   | 308   | 405   |
| Mélasses.....                        | 123    | 168   | 168   | 328   | 134         | 158   | 158   | 279   |
| Farine de { blé pur.....             | 211    | 248   | 247   | 275   | 197         | 244   | 254   | 274   |
|                                      | 140    | 224   | 186   | 252   | 179         | "     | "     | "     |
| Arachides ( <i>foul soudani</i> )... | 192    | 229   | 300   | 245   | 203         | 203   | 303   | 240   |
| Oignons.....                         | 126    | 89    | 138   | 103   | 136         | 61    | 150   | 117   |
| Bananes.....                         | 120    | 120   | 140   | 260   | 127         | 148   | 148   | 275   |
| Dattes.....                          | "      | 242   | 276   | 352   | "           | 313   | "     | 267   |
| Huile.....                           | 183    | 191   | 320   | 263   | 215         | 213   | 331   | 248   |
| Oufs.....                            | 142    | 215   | 192   | 246   | 138         | 199   | 210   | 253   |
| Beurre ( <i>samn</i> ).....          | 151    | 201   | 237   | 331   | 162         | 200   | 265   | 356   |
| Riz (Rachidi).....                   | 171    | 166   | 178   | 328   | 178         | 162   | 188   | 311   |
| Savon indigène.....                  | 244    | 511   | 384   | 380   | 184         | 324   | 284   | 281   |
| Alcool non raffiné.....              | 179    | 179   | 267   | 334   | 155         | 155   | 232   | 249   |
| Pétrole.....                         | 203    | 203   | 203   | 254   | 209         | 227   | 218   | 300   |
| INDEX NUMBERS...                     | 170    | 211   | 233   | 279   | 168         | 204   | 237   | 282   |

<sup>(1)</sup> Établis d'après la moyenne des prix de dix-neuf mois, soit du 1<sup>er</sup> janvier 1913 au 31 juillet 1914.